

## VII

# STEINS BERLINER MISSION

März bis Mai 1808

622. Stein an Alexander von Humboldt

Berlin, 5. März 1808

Druck: Hassel, Preußische Politik Nr. 144. Danach Alte Ausgabe II S. 384f. und hier.

*Hofft auf eine Erleichterung der politischen Lage Preußens im Zusammenhang der großen politischen Pläne Napoleons, insbesondere seiner orientalischen Politik. Glaubt, daß der Kaiser auf jeden Fall genötigt sein werde, die in Preußen stehenden Truppen größtenteils abzuziehen, um sie anderweitig zu verwenden oder um Rußland über die in ihrer jetzigen Aufstellung liegende Drohung zu beruhigen. Um allen unerwarteten neuen bedrohlichen Ausfällen Napoleons vorzubeugen oder ihnen rechtzeitig zu begegnen, soll Prinz Wilhelm seinen Aufenthalt in Frankreich verlängern.*

J'ai trouvé, mon cher Baron, votre lettre du 26 de février<sup>1</sup> à mon arrivée à Berlin et me rapporte au contenu de celle que le Président Sack a adressée à Son Altesse Royale et au Baron de Brockhausen.

Le contenu de la conversation du prince est bien affligeant, je ne puis cependant croire que l'Empereur se soit expliqué avec franchise sur l'évacuation de la Moldavie et de la Valachie. Vous vous rappellerez que l'Empereur Alexandre a assuré très positivement qu'il était d'accord avec la France sur l'occupation de ces provinces, ce qui est d'autant plus vraisemblable qu'il est certain que cette dernière puissance a des vues sur l'Empire Ottoman, vues dont l'Empereur Napoléon convient lui-même dans sa conversation en avouant que Constantinople était le point essentiel sur lequel se dirigeait la grande politique de l'Europe. Si même on ne veut considérer les Turcs que comme moyens pour faire réussir l'expédition contre les Indes, il importerait d'occuper les provinces mentionnées.

La Russie ayant sacrifié ses intérêts par la fermeture des ports au commerce anglais, s'étant déclarée prête à attaquer la Suède, on devrait croire que la France n'a plus aucun motif pour continuer à prendre contre elle une attitude si menaçante et à entretenir une forte armée sur les bords de la Vistule et de l'Oder.

---

<sup>1</sup> Siehe oben Nr. 614.

## STEINS BERLINER MISSION

Quelques soient les plans de l'Empereur quant à la grande politique, elle doit toujours le déterminer à faire usage des armées sur des points éloignés de la Prusse.

On doit donc s'attendre à un changement en bien dans le courant de l'été, mais on doit tout faire pour prévenir que quelque événement imprévu et incalculable ne produise de ces explosions destructives et ne ranime des passions haineuses dont le principe est connu. Pour entretenir ces dispositions favorables, il me paraît qu'il est de toute nécessité que le prince porte le sacrifice à sa patrie de prolonger son séjour; il pourrait, du consentement de l'Empereur, pendant son absence, faire un voyage dans l'intérieur de la France, en cas qu'il trouvât de l'inconvénient à rester à Paris. Je désire que ces considérations obtiennent l'approbation de S. A. R., et je les ferai parvenir par le courrier qui part demain à la connaissance de Sa Majesté.

623. Stein an Goltz

Berlin, 6. März 1808

Druck: Hassel, Preußische Politik Nr. 145. Danach Alte Ausgabe II S. 385 f. und hier.

*Das Schicksal Preußens im Rahmen der napoleonischen Außenpolitik, insbesondere seiner orientalischen Pläne. Hoffnung auf Hilfe und Unterstützung von seiten Rußlands. Aussichtslosigkeit direkter Unterhandlungen mit Daru im gegenwärtigen Augenblick. Beginn der Besprechungen. Stein für Verlängerung des Aufenthalts des Prinzen Wilhelm in Frankreich, dessen alleinigen Erfolg Stein in der Milderung des Hasses und Mißtrauens des Kaisers gegen Preußen sieht und den er für wichtig hält, um plötzlichen Ausbrüchen die Spitze abzubrechen.*

A mon arrivée à Berlin le 4 d. c., j'ai trouvé les dépêches les plus récentes de Paris dont le contenu n'est certainement point consolant, mais il fournit cependant matière aux observations suivantes.

L'Empereur veut laisser la situation de la Prusse en suspens, il la rend dépendante de la grande politique de l'Europe, il considère Constantinople comme l'objet sur lequel ses combinaisons se dirigent et l'affaire des contributions comme secondaire, et il fait espérer un changement dans le courant de l'été et paraît insister sur l'évacuation de la Moldavie et de la Valachie.

Je ne puis croire que l'Empereur veuille sérieusement l'évacuation de ces deux provinces, comme l'Empereur Alexandre a positivement assuré ne point discussion sur ce point avec la France et qu'il importe à cette dernière de voir tenir à la Russie une attitude imposante vis-à-vis de la Porte Ottomane, qu'il soit question de la partager ou de s'en servir d'instrument pour exécuter une expédition pour les Indes.

Les ouvertures que l'Empereur a faites au prince, nous mettent cependant dans le cas d'insister auprès de la Russie pour qu'elle nous donne l'assurance d'évacuer la Moldavie et la Valachie si la France se décide à retirer ses troupes de la Prusse et à mettre ce point hors de doute.



Je ne m'attends point dans ce moment à avoir quelque succès dans ma négociation, comme M. Daru, selon les dernières notes données à la commission, se tient toujours à ses propositions inadmissibles, surtout quant aux réclamations des provinces démembrées.

Je suis convenu avec lui de commencer demain nos conférences sur les différents objets de discussion qui jusqu'ici sont opposés à une détermination finale, et il faut maintenant voir quelle marche que l'affaire prendra.

V. E. verra par la lettre de M. de Humboldt<sup>1</sup> et par le contenu des dépêches du prince que l'Empereur lui marque de l'intérêt et le traite jusqu'à un certain point avec confiance. Si même dans ce moment-ci, il ne peut point amener les choses à une conclusion, il servira d'organe pour traiter avec l'Empereur sur les intérêts du pays, rapport d'autant plus nécessaire que M. de Brockhausen n'a point encore eu son audience. Le caractère conciliant du prince préviendra une certaine aigreur, un abandon à des sentiments haineux, qu'un rien quelquefois peut faire renaître et dont les explosions peuvent être terribles. Il me paraît être d'une nécessité urgente de prolonger le séjour du prince si même l'Empereur part pour quelque temps, et pour éviter ou l'ennui d'une vie désœuvrée dans la capitale ou des inconvénients d'un autre genre, il pourrait faire une tournée pour visiter quelques points intéressants.

Je prie instamment V. E. de mettre ces réflexions sous les yeux de Sa Majesté et, en cas que vous accédiez à mon opinion, de l'appuyer de toute manière.

Je désire pouvoir donner à V. E. des nouvelles satisfaisantes.

624. Note Steins an Daru

Berlin, 9. März 1808

PrGStA., jetzt DZA II Merseburg, Rep. 72 A X 8 Vol. 4: Entwurf (Sack); Konzept (Kanzleihand) mit Korrekturen Steins.

Druck: Lesage, Napoléon I Créancier de la Prusse S. 337ff.; Alte Ausgabe II S. 387 (Regest).

*Übersendet den auf Grund der vorher gegangenen Verhandlungen entworfenen Plan einer Konvention zur Befriedigung der französischen Forderungen, außerdem einige erläuternde Bemerkungen zu diesem Entwurf („Observations à l'appui de cette convention“) und schließlich noch eine Denkschrift über die den Pariser Bankiers zu machenden Vorschläge hinsichtlich der Beleihung der preußischen Sicherheiten.*

625. Plan einer Konvention zur Befriedigung der französischen Forderungen  
[Berlin, 9. März 1808]

PrGStA., jetzt DZA II Merseburg, Rep. 72 A X 8 Vol. 4: Entwurf (Kanzleihand) mit Korrekturen Steins; Reinkonzept (Kanzleihand) mit Korrekturen Steins.

Druck: Lesage, Napoléon I Créancier de la Prusse S. 337ff.; Alte Ausgabe II S. 387 (Regest).

*Inhalt des Konventions-Entwurfes. — Erneute Anerkennung der französischen Forderungen von rund 154 Mill. Frs. Absetzung aller seit dem 12. Juli 1807 von*

<sup>1</sup> Vom 26. Februar 1808, siehe oben Nr. 614.

den Franzosen einbehaltenen Staatseinkünfte. Bezahlung der restlichen Kontributionssumme durch Domänen-Pfandbriefe und Obligationen. Einräumung der Festungen Stettin, Küstrin und Glogau als Sicherheit bis zur völligen Bezahlung der Obligationen, so daß nach Bezahlung jedes Drittels derselben eine der Festungen geräumt werden soll. Stärke der Festungsbesatzungen (Stettin 4000, Küstrin 2000 und Glogau 3000 Mann). Besoldung der Besatzung durch die Franzosen, Verpflegung und Unterhalt durch Preußen. Weitere Einzelheiten über die Besatzungsfrage. Rückgabe der Zivilverwaltung in den besetzten Gebieten mit dem Tag des Vertragsabschlusses. Räumung innerhalb dreißig Tagen nach Vertragsabschluß mit Ausnahme der Festungen. Einräumung der Militärstraßen (Danzig—Warschau, Danzig—Stettin, Stettin—Schwedisch Pommern, Schwedisch Pommern—Magdeburg) für die Zeit bis zur endgültigen Einlösung der Obligationen und zur Räumung der Festungen. Die Regelung der Ansprüche der abgetretenen Provinzen und die Ausführung des Artikels 25 des Tilsiter Vertrags bleibt besonderen Abmachungen vorbehalten, welche die Bestimmungen über die Räumungsfristen nicht berühren sollen<sup>1</sup>.

626. Stein an Frau vom Stein

Berlin, 9. März 1808

Stein-A.: Ausfertigung (eigenhändig).  
 Druck: Alte Ausgabe II S. 386.

*Die Reise Steins nach Berlin. Frage der Übersiedlung seiner Familie. Hoffnung auf baldige Räumung Preußens.*

Je ne puis laisser partir Koppe sans vous dire deux mots, ma chère amie, et accuser la réception de votre lettre, ma chère amie, du 4 de mars. Je me trouve ici depuis le 4 de mars, ayant quitté Königsberg le 29 d. m. p. et étant arrivé en 5 jours et trois nuits de voyage; ma santé est bonne.

Si Koppe rapporte de bonnes nouvelles et décisives, nous pourrons voir terminer l'affaire bientôt et l'évacuation effectuée à la fin d'avril<sup>2</sup> — avant l'arrivée des réponses sur les dépêches qu'il porte, je ne puis prendre aucun parti sur votre arrivée, ma chère amie — en attendant, restez à Francfort [. . .]

627. Stein an die Kombinierte Immediatkommission Berlin, 11. März 1808

PrGStA., jetzt DZA II Merseburg, Rep. 89 a XXXIII 7: Ausfertigung (Kanzleihand).

*Einlösung des königlichen Services und der Kronjuvelen als Zahlungsmittel bei Abschluß der Konvention mit Daru.*

Da der Abschluß einer Konvention mit dem französischen Gouvernement über die Berichtigung der Kontribution und die Räumung des Landes vielleicht in Kurzem erfolgt und in diesem Fall sofort einige Zahlungsmittel in Bereitschaft sein müssen, so ersuche ich eine Königliche Immediatkommission, bei des Königs Majestät, allenfalls durch mündlichen Antrag

<sup>1</sup> Vgl. Hauss herr, *Erfüllung u. Befreiung S. 180 ff.*

<sup>2</sup> Vgl. dazu das Schreiben Steins an Borgstede vom 16. März 1808, unten Nr. 636.



des Herrn Geh. Ober-Finanzrats v. Klewitz, schleunigst auszuwirken, daß das goldene Service und die Kronjuwelen mit Ausschluß des für der Königin Majestät bestimmten Schmuckes zur weiteren Disposition gestellt und hierher geschafft werden, da sie in Königsberg doch nicht verkäuflich sind. Das Service müßte jedoch einem dortigen Kaufmann, der selbiges als sein Eigentum an ein hiesiges Haus ohne Aufsehen überschieken muß, zur Spedition überliefert werden. Vor der Hand ist nur die Verpackung nötig, und kann die Absendung bis auf weitere Nachricht ausgesetzt bleiben. Die Juwelen würden den hierher beschiedenen kaufmännischen Deputierten, weshalb eine Königliche Immediatkommission mit dem Herrn Geh. Finanzrat v. Auerswald Rücksprache zu nehmen hat, anvertraut werden können<sup>1</sup>.

628. Stein an Auerswald

Berlin, 11. März 1808

PrGStA., jetzt DZA II Merseburg, Rep. 89 a XXXIII 1: Abschrift (Kanzleihand).

*Um die Kontributionsverhandlungen mit Daru zu beschleunigen, wird die Königsberger und Memeler Kaufmannschaft aufgefordert, dem Staat mit Krediten in Höhe von 12 bzw. 13 Millionen Francs zu Hilfe zu kommen. Deputierte der ostpreußischen Kaufmannschaft werden zu diesem Zweck nach Berlin beordert.*

Ew. Hochwohlgeb. ist es schon bekannt, welche Unterhandlungen mit den Kaufleuten zu Königsberg über die Ausstellung von Promessen für den Staat im Betrage von höchstens 12 Millionen Francs bereits vorgewesen sind. Da sich die Diskussionen mit dem französischen Gouvernement jetzt ihrem Ziele nähern und dasselbe der Ausstellung kaufmännischer Papiere insistiert, so beauftrage ich Ew. Hochwohlgeb., die Kaufmannschaft zu Königsberg sofort zu konvozieren und sie aufzufordern, daß sie ohne den mindesten Zeitverlust drei Deputierte mit uneingeschränkter Vollmacht hierher sende, welche mit mir das Geschäft abschließen. Da die Räumung der Provinzen hiervon abhängt, so ist weder Zeit zu verlieren, noch besorge ich, daß die Kaufmannschaft ein Bedenken finden werde, den Staat mit ihrem Kredit zu unterstützen, indem Ew. Hochwohlgeb. selbige versichern können, daß alle Sicherheitsmaßregeln getroffen sind, welche zu ihrer Beruhigung gereichen und die Besorgnis irgendeiner Gefahr für sie ausschließen.

Die über diese Angelegenheit bereits gehörten Kaufleute hatten vorgeschlagen, daß die Papiere von der ganzen Provinz ausgestellt werden möch-

<sup>1</sup> *Randbemerkung von Klewitz vom 19. März:* „Des Königs Majestät haben auf meinen heutigen mündlichen Vortrag Service und Juwelen mit Ausschluß des Schmucks für der Königin Majestät sogleich zur Disposition gestellt, wegen Zeit und Art der Absendung aber den Beschluß noch vorbehalten [. . .]“. *Entsprechende Kabinettsordre an Stein vom 21. März 1808 in Rep. 151 a Tit. XXI Nr. 4.*

## STEINS BERLINER MISSION

ten; dieses geht aber nach den Verabredungen mit dem französischen General-Indendanten Herrn Daru nicht an. Es wird jedoch zur Beruhigung der Kaufmannschaft dienen, wenn Ew. Hochwohlgeb. sie versichern, daß der Staat sich des Fonds, den ihm die ostpreußischen Domänen darbieten, nur in solchem Maße bediene, daß durch den freigebliebenen Teil die Summe von 12 Millionen Francs vollständig gesichert ist. Sollte die Kaufmannschaft statt der Ausstellung der Vollmacht und Absendung der Deputierten die Wechsel gleich selbst ausstellen wollen, so müssen sie auf 12 Monate in der schon bekannten Form ausgestellt werden und in verschiedenen Summen, weil sich jetzt noch nicht bestimmen läßt, ob von dem ganzen Betrag Gebrauch gemacht werden darf. Höchstwahrscheinlich werden nur 7 bis 8 Millionen erfordert werden.

Von Memel werden 3 Millionen Francs gerechnet. Es würde zu viel Zeit verloren gehen, auch von Memel einige Deputierte hierher zu fordern. Es wird daher am zweckmäßigsten sein, wenn die dortige Kaufmannschaft sofort über diese Summe Wechsel in derjenigen Form ausstellt, welche Herr Daru von den Königsbergischen Häusern angenommen hat. Sie müssen 12 Monate a dato zahlbar sein und können bei Hamburger, Amsterdamer oder Pariser Häusern domiziliert werden.

Ich halte mich versichert, daß Ew. Hochwohlgeb. keine Anstrengung sparen werden, um diese Angelegenheit ohne den mindesten Verzug, der auch der Kaufmannschaft gar nicht gestattet werden muß, zustande zu bringen und sehe Ihrer schleunigsten Benachrichtigung entgegen.

629. Stein an Berger<sup>1</sup>

Berlin, 11. März 1808

Druck: Linke, Merckel S. 41. Danach hier.

*Beauftragt ihn, umgehend mit der Kaufmannschaft von Breslau Verhandlungen aufzunehmen wegen der Ausstellung von Wechseln für den Staat in Höhe von 18 Millionen Francs. Bevollmächtigte Deputierte der Kaufmannschaft sollen darüber mit Stein in Berlin abschließen.*

630. Stein an den Obristen der Berliner Bürgergarde Jordan

Berlin, 12. März 1808

PrGStA., jetzt DZA II Merseburg, Gen.Dep. Tit. V Nr. 7: Konzept (Kanzleiband), Paraphe Steins.

*Lehnt die vom französischen Stadtkommandanten angebotene Stellung eines Ehrenpostens der Bürgergarde ab, „da die Bürgergarde schon einen sehr beschwerlichen Dienst hat, übrigens aber es in dem preußischen Staat nicht gebräuchlich ist, dergleichen Auszeichnungen Zivil-Autoritäten zu erteilen“.*

---

<sup>1</sup> *Generalfiskal von Schlesien und Direktor des Kriminal-Kollegiums.*



631. Stein an Königin Luise

[Königsberg, 13. März 1808]

Stein-A.: Konzept (eigenhändig). Druck: Alte Ausgabe VII, Nachträge, S. 344ff.

*Die Erziehung des Kronprinzen. Unzulänglichkeit Delbrücks. Empfiehlt Ancillon als Nachfolger. Knesebeck.*

Les assurances que V. M. a daigné me donner des sentiments gracieux et pleins de bonté dont elle veut bien m'honorer, m'ont pénétré de la reconnaissance la plus respectueuse et la plus vive, et je désire que je puisse les mériter à de plus justes titres que ne sont ceux que je suis jusqu'ici à même de m'attribuer.

Je suis intimement convaincu que M. Delbrück a l'esprit trop sec et trop peu développé, les sentiments pas assez élevés, et que son caractère est privé de la vigueur nécessaire pour mener un jeune prince, qui a l'esprit actif et l'imagination vive à remplir un jour la grande vocation pour laquelle la Providence l'a destiné. Ses formes raides et pincé prêtent au ridicule, et le Prince Royal sera bientôt dans l'âge où on y est extrêmement sensible et où de petites faiblesses font souvent oublier des qualités très estimables.

L'esprit de M. Ancillon est d'une bonne trempe, très développé, nourri de ce qu'il y a de meilleur dans la bonne littérature, son élocution est éloquente et brillante, sa conversation agréable et spirituelle et ses manières douces et polies. Il intéresse, instruit et amuse. Son moral est parfait. Un officier général français, M. Jomini<sup>1</sup>, chef de l'Etat-Major du Maréchal Ney, prétend que c'est un reproche pour ce pays-ci de laisser M. Ancillon dans la place de prédicateur et de ne point lui assigner un cercle d'activité plus étendu et élevé. M. Jomini est l'auteur d'un ouvrage très estimé sur la grande tactique où il compare avec beaucoup d'impartialité Napoléon et Frédéric le Grand.

Je désire vivement que V. M. puisse parvenir à convaincre le Roi de la nécessité de faire un changement avec M. Delbrück qui a eu la maladresse de mettre sa médiocrité plus en évidence à Königsberg qu'ailleurs, et a on ne cesse d'en parler.

M. de Knesebeck<sup>2</sup> a eu la bonté de se rendre à mon invitation en ville et s'y est arrêté plusieurs jours, pendant lesquels je l'ai vu fréquemment. Je me suis trouvé confirmé dans l'idée que c'est un homme qui a l'esprit juste, habitué à la méditation et au travail, beaucoup d'instruction, de la noblesse dans ses sentiments et ses principes et de l'attachement à sa patrie. Je lui ai parlé sur les intentions que V. M. pourrait avoir, il a vivement senti l'importance de la tâche qu'Elle lui assigne, la grandeur de la confiance qu'Elle lui

<sup>1</sup> Henri Baron de Jomini, geb. 1779, zunächst schweizerischer Offizier, dann in französischen Diensten. Von seinen zahlreichen kriegswissenschaftlichen Werken trägt das von Stein hier erwähnte den Titel: „Traité des grandes opérations militaires, ou histoire, critique et militaire des guerres de Frédéric II comparée à celle de la révolution“.

<sup>2</sup> Vgl. unten Nr. 641.

## STEINS BERLINER MISSION

accorde, et a déclaré être prêt à suivre cette vocation en demandant la permission de soumettre à la décision de son souverain quelques conditions auxquelles il croit le succès de ces travaux attaché. Il les développera dans un mémoire que j'aurai l'honneur de remettre à S. M. avec mon opinion dès qu'il me l'aura fait parvenir.

Le contenu de la conversation avec S. A. le prince Hériditaire est certainement affligeant — il est cependant consolant de voir qu'il montre de la confiance dans V. M. et dans le Prince Guillaume qu'il continue à traiter avec intérêt, et c'est une raison de plus pour qu'il soit de conseil de lui donner une place de confiance dans l'administration de l'État.

J'espère que mon séjour ici aura convaincu les personnes avec lesquels j'ai en traité que la duplicité n'entre pour rien dans mon caractère et que je met tout l'empressement possible pour terminer cette affaire et pour établir un rapport stable avec la France<sup>1</sup>.

J'ose me flatter que V. M. daignera juger tout ce que j'ai eu l'honneur de dire sur cette matière si importante avec indulgence et croire que je n'ai été engagé à faire les démarches que pour lui[!].

V. M. est une mère trop tendre et bonne pour ne point recevoir avec la même indulgence les réflexions sur l'éducation du Prince Royal que j'ai hésité de présenter à S. M. le Roi, comme déjà la situation présente des affaires générales absorbe son temps d'une manière pénible.

Le Prince Royal est dans l'âge où il faut s'occuper bien sérieusement de son développement moral et intellectuel et les moyens de la personne qui est chargée de le diriger. Les moyens du Dr. D[elbrück] ne sont point assez vigoureux et riches pour remplir cette tâche.

632. Stein an Altenstein

Berlin, 13. März<sup>2</sup> 1808

Druck: Alte Ausgabe II S. 387f. — Danach hier.

Ehem. Preußische Staatsbibliothek Berlin, Handschriftenabt.: Ausfertigung, Verbleib unbekannt.

*Finanz- und Währungsfragen. Beyme. Nagler. Borgstede.*

Ew. Hochwohlgeb. teile ich den Brief des H. N[iebuhr?]<sup>3</sup> mit; der Ausführung des Planes selbst steht die Ungewißheit der russischen Forderungen<sup>4</sup> entgegen und daß über ihre Auszahlung nichts entschieden ist.

Unterdessen glaube ich dennoch, daß, wenn man wohlfeil einkauft mit sinkendem Papier, wie jetzt der Fall ist, man auch keine Gefahr hat, wenn man das Getreide und die Produkte lagern läßt, bis bessere Konjunktoren

<sup>1</sup> Dieser Absatz von Stein nachträglich gestrichen.

<sup>2</sup> Mai?

<sup>3</sup> Fehlt.

<sup>4</sup> D. h. der Forderungen, die Preußen aus dem Krieg von 1806/07 noch an Rußland hatte und die sich auf etwa 3 Millionen Taler beliefen. Vgl. Hauss herr, Erfüllung u. Befreiung S. 202.



eintreten. Hierüber und über N[iebuhr] Idee der Belegung bei den Banken müßte H. N[iebuhr] konsultiert werden.

Setzen Ew. Hochwohlgeb. nur die Sache mit Ernst und Nachdruck fort. Wie kann Herr G. R. Beyme es mißbilligen, daß ich einen anderen zum Vortrag vorgeschlagen<sup>1</sup>, wenn man nur erwägt sein und mein Verhältnis zu einander und zum Publiko; seine Beibehaltung im Kabinett hat den Franzosen, wenigstens nach ihren hiesigen Äußerungen, mißfallen, und wenn ich gleich seiner Beurteilung des einzelnen Gerechtigkeit widerfahren lasse, so fehlt es ihm an den Kenntnissen, die zur Administration erforderlich sind. H. G. R. Nagler kennt meine Papier- und Tinten-Summe und wird mein Stillschweigen entschuldigen, aber nicht ein gleiches gegen mich beobachten. H. v. Borgstede, der sich sehr freut, als Envoyé Prussien behandelt und neben der Mme. Soult<sup>2</sup> gesessen zu haben, schreibt mir den anliegenden Brief<sup>3</sup> — stellen Sie ihn H. Gf. v. Goltz oder H. v. Schroetter zu, die das nötige in den Häfen verfügen und H. v. B. vom Geschehenen benachrichtigen werden.

H. Gh. Nagler wird Sie von der Lage unserer Unterhandlungen benachrichtigen.

633. Stein an Klewitz

Berlin, 13. März 1808

PrGStA., jetzt DZA II Merseburg, Rep. 89a V Vol. 3: Ausfertigung (Kanzleihand).  
 Druck: Alte Ausgabe II S. 388 (Regest).

*Der von Minister Schroetter befürwortete Antrag der ostpreußischen Landesdeputation und des Königsberger Komitees, eine Anleihe zur Deckung ihres Kontributionsanteils zu einem höheren als dem gesetzlich erlaubten Zinsfuß aufzunehmen, wird abgelehnt. Die Durchbrechung des Wucheredikts oder seine Aufhebung (d. h. die Befreiung des Geldmarkts von allen gesetzlichen Einschränkungen) sei unter den jetzigen anormalen Verhältnissen zu bedenklich.*

Dem von dem Herrn Staatsminister Freiherrn von Schroetter im zurückfolgenden Bericht vom 27. v. M. unterstützten Antrage der ostpreußischen Landesdeputation und des Königsbergischen Komitee auf die Erlaubnis, bei inländischen Darlehen den gesetzlichen Zinsfuß überschreiten zu dürfen, kann ich meine Zustimmung nicht geben. Es mag dahin gestellt bleiben, ob es überhaupt ratsam sei, die Wuchergesetze zu widerrufen, aber so viel liegt am Tage, daß jetzt gar nicht ein gutgewählter Zeitpunkt zu Ausführung einer solchen Maßregel sei. Der Zweck einer völligen Zinsfreiheit ist die Zerstörung des Wuchergeistes; diese wird nur dann erreicht werden, wenn ein ruhiger Zustand der Dinge wieder eingetreten, wenn die Geldzirkulation ver-

<sup>1</sup> Vor seiner Abreise nach Berlin. Vgl. oben Nr. 615.

<sup>2</sup> Soult stand damals noch in Ostpreußen und bewies in allen Fragen, für die er zuständig war, insbesondere bei den Grenzregulierungen gegen Danzig und Polen, eine besondere Härte. Vgl. Hausscherr a. a. O. S. 142f.

<sup>3</sup> Fehlt.

mehrt, wenn der persönliche und hypothekarische Kredit wiederhergestellt worden ist. In der gegenwärtigen Zerrüttung unseres Geld- und Kreditwesens würden wir durch die Aufhebung der bisherigen Schranken nichts erlangen, als daß der Wucher nur ungescheut sein Wesen treiben würde, da er doch jetzt noch Rücksichten zu nehmen hat. Wir haben das Beispiel Böhmens vor uns, wo die im Jahr 1787 verfügte Aufhebung der Wuchergesetze die Kreditlosigkeit nur vermehrt hat, weil die unerläßliche Bedingung dieser Operation: die Leichtigkeit, Gelder zu hohen Zinsen unterzubringen, zu vermindern, und die Anwendung der Mittel zur Ermäßigung der Prämie bei Anleihen nicht beachtet wurden. Die partielle Erlaubnis, höhere als die gesetzlichen Zinsen zu stipulieren, würde überall einer vollständigen Aufhebung der Wuchergesetze gleich behandelt werden und die nachteiligen Folgen derselben in so höherm Grade hervorbringen, als sie notwendig ein noch tieferes Sinken der öffentlichen Papiere verursachen würde. Ich muß mich also ganz gegen den Antrag erklären und kann mich ohnehin gar nicht überzeugen, daß die dem Lande und der Stadt Königsberg noch benötigten Fonds durch eine Erhöhung des Kontributions-Beitrages nicht zeitig genug herbeigeschafft werden sollte, ohne daß die Provinz zu einer kostspieligen Anleihe zu schreiten nötig haben sollte.

Die Deputierten der Stadt Königsberg haben vor einiger Zeit einen Plan eingereicht, die Kontribution sogleich aufzubringen, die Deputierten des platten Landes haben die Herbeischaffung ihres Anteils durch eine Hufensteuer mehrmals in Antrag gebracht und, soviel mir bekannt, ist die letztere vom Herrn Staatsminister Freiherrn von Schroetter auch bereits beschrieben, daher es nur auf den Beitrag der Stadt Königsberg ankommen kann, deren Bürgerschaft darüber einen Beschluß fassen muß.

634. Stein an Klewitz

Berlin, 13. März 1808

PrGStA., jetzt DZA II Merseburg, Rep. 89 a XI 1 Vol. 1: Ausfertigung (Kanzleihand).

*Weist den Antrag des Mechanikers Friedrich Klüfer aus Memel vom 2. März auf Einrichtung einer Münzstätte in Königsberg zurück. Der Antrag soll geprüft werden, sowie die Münzadministration in preußische Hände zurückgegeben ist<sup>1</sup>.*

635. Prinz Wilhelm an Stein

Paris, 14. März 1808

Hausarchiv, jetzt DZA II Merseburg, Nachlaß Prinz Wilhelm: Konzept: — Stein-A.: Ausfertigung (eigenhändig). — Nach der Ausfertigung.  
Druck: Pertz, Stein II S. 97f.; Alte Ausgabe II S. 388f.

*Das Angebot des Prinzen, sich Napoleon als Geisel zu stellen. Ablehnende Antwort des Kaisers.*

Ich sehe, meine Frau hat Sie von allem unterrichtet<sup>2</sup> und bemerke, daß ich vergaß, dieser mitzuteilen, was bereits in der bewußten Sache geschehen

<sup>1</sup> Vgl. dazu die Kabinettsordre an Klüfer vom 26. Dezember 1807, ebenda.

<sup>2</sup> Siehe oben Nr. 597.



ist. Es ist wahr, ich wollte nach dem in Memel kurz vor meiner Abreise entworfenen Plan dessen Ausführung bis zum letzten entscheidendsten Moment aufbewahren. Die ungünstigen Auspizien, unter denen ich hier eintraf, Winke von Spuren übrig gebliebener Großmut, welche sichere Quellen mir anzeigten, die hieraus geschöpfte Idee, der erste Eindruck müsse der Haupteindruck sein, dann der große Augenblick selbst — die Begeisterung — alles überzeugte mich und riß mich hin, anzufangen, womit ich enden wollte. Sie wissen aus meinem ersten Bericht<sup>1</sup>, wie eingewurzelter Haß und Mangel an Zutrauen aus allen Reden des gewaltigen Mannes hervorleuchteten. Da faßte ich den Entschluß, mich selbst augenblicklich statt jeder anderen Sicherheit anzubieten, als Geisel in seiner Macht zu bleiben, und zum Beweis, wie fest er auf meinen Bruder rechnen könne, bot ich ihm meine Dienste an, dessen Liebe zu mir müßte dann hinreichende Bürgschaft ihm stellen. Mit freundlichem Blick betrachtete er mich, als ich ungestüm dieses sagend in ihn drang, doch war seine Antwort: — Unmöglich könne er es annehmen, nie, nie.

Sie sehen hieraus, wie richtig das Urteil war, welches Sie über diesen Schritt in Ihrem letzten Brief<sup>2</sup> gefällt haben. Doch bitte ich, in Ihrer Brust zu verschließen alles, was diesen mißlungenen Versuch, mein Vaterland durch mich selbst zu retten, betrifft; der Beifall, den meine Freunde mir zollen, unter denen ich kühn Sie mitbegreife, ist mir Freude genug und Belohnung. Wie schade, daß ich nicht helfen konnte.

## 636. Stein an Borgstede

Berlin, 16. März 1808

PrGStA., jetzt DZA II Merseburg, Rep. 89 a VI 3 Vol. 1: Konzept (Sack), Paraphe Steins, Abgangsvermerk: 20.  
 Druck: Alte Ausgabe II S. 389 (Regest).

*Auf Borgstedes Bericht vom 13. März 1808 über die Not und Erschöpfung Pommerns und die Unmöglichkeit, weitere Naturallieferungen aufzubringen, verweist Stein auf den augenblicklich günstigen Stand der Verhandlungen mit Daru und die daraus entspringende Hoffnung auf eine baldige Räumung des Landes oder mindestens auf eine baldige Zurückgabe der Zivilverwaltung. Das bisherige System der Naturallieferungen sei deshalb vorläufig beizubehalten und das Fehlende notfalls durch Ankauf aus anderen Gebieten herbeizuschaffen. Dem von Borgstede befürchteten Mangel an Saatkorn sei dadurch entgegenzuwirken, daß das dafür benötigte Getreide durch Aussaat vor dem Zugriff der französischen Truppen gerettet werde, „denn was in die Erde kommt, wird am sichersten den fremden Truppen entzogen“.*

## 637. Stein an Frau vom Stein

Berlin, 19. März 1808

Stein-A.: eigenhändig.  
 Druck: Alte Ausgabe II S. 389.

*Gespannte Erwartung der entscheidenden Nachrichten aus Paris. Feier des Geburtstages der Kaiserin Josephine in Berlin.*

Je ne vous écris que deux mots, ma chère amie, pour vous dire que ma santé est bonne à un rhume de cerveau et poitrine près. Le courrier que nous

<sup>1</sup> *Immediatbericht vom 9. Januar 1808, gedr. Hassel, Preußische Politik, Nr. 126.*

<sup>2</sup> *Siehe oben Nr. 598.*

attendons ne peut être ici que le 26 d. c.<sup>1</sup>, donc que notre incertitude est toujours la même — enfin, tout doit cependant se développer, comme la crise présente **ne** peut durer, et nous prendrons alors notre parti.

[*Belanglose Familiennachrichten.*]

Nous avons aujourd'hui une grande fête, celle de l'Impératrice, Tedeum, souper, bal — tout ceci est bien ennuyeux<sup>2</sup>.

Voici des productions de l'Eisen-Gießerei dont je vous prie de disposer entre vous et les enfants.

638. Stein an Klewitz

Berlin, 20. März 1808

PrGStA., jetzt DZA II Merseburg, Rep. 89a XXIII 3: Konzept (Staegemann) und Ausfertigung (Kanzleihand). — Nach der Ausfertigung.  
Teildruck: Alte Ausgabe II S. 390.

*Stein für Aufhebung der Lehnsverfassung des adligen Grundbesitzes. Zur Klärung der damit zusammenhängenden Rechtsfragen seien die Gerichtshöfe und die Stände zu hören, Kanzler Schroetter mit den nötigen Erhebungen und Vorarbeiten zu beauftragen.*

Die Aufhebung der bisherigen Lehnsverfassung, auf welche einige pommersche Güterbesitzer in den beiden zurückgehenden Vorstellungen vom 9. und 10. d. M. antragen<sup>3</sup>, ist, da sie in die Privatrechte so sehr eingreift, einer Vorbereitung bedürftig, die zunächst eingeleitet werden muß. Man muß die Gerichtshöfe der verschiedenen Provinzen und die Stände darüber hören, weshalb des Königs Majestät diese Angelegenheit dem Herrn Kanzler Freiherrn von Schroetter zu übertragen haben würden<sup>4</sup>. Es wäre ihm dabei der Gesichtspunkt aufzustellen, daß die Aufhebung der Lehnsverfassung durch die Zeitverhältnisse und durch die Notwendigkeit, jedes Hindernis einer freien Bodenkultur fortzuschaffen, dringend herbeigeführt werde, daß jedoch die Gerechtigkeit gebiete, die Rechte solcher Lehnsanwärter, welche entweder nach der Nähe des Grades oder der Wahrscheinlichkeit des Anfalls, zum Genuß ihrer Sukzessionsansprüche zu gelangen, wohl erwarten können, nicht zu kränken. Außer dem nächsten Anwärter eines kinderlosen Lehnsbesitzers könnte man etwa die Lehnsverwandten des ersten bis dritten Grades dahin rechnen. In ähnlicher Art müßte auf die weiblichen Abfindungen Rücksicht genommen werden. Im Ermlande findet noch hin und wieder der nexus inter dominum et vasallum statt. Dieser könnte jetzt wohl ohne Schadloshaltung aufgeopfert werden, da die Provinz vorzüglich das Ungemach des Krieges empfunden hat.

<sup>1</sup> Er sollte die Antwort auf die preußischen Zahlungsvorschläge vom 9. März bringen. Vgl. Hausscherr, *Erfüllung u. Befreiung* S. 183f.

<sup>2</sup> Vgl. dazu Hausscherr *a. a. O.* S. 194.

<sup>3</sup> Vgl. Lehmann, *Stein II* S. 303ff.

<sup>4</sup> Entsprechende Kabinettsordre an Schroetter vom 30. März 1808.



639. Stein an Klewitz

Berlin, 20. März 1808

PrGStA., jetzt DZA II Merseburg, Rep. 89a XXII 3: Ausfertigung (Kanzleihand).

*Genehmigt die Schlußredaktion des Edikts wegen Aufhebung des Mühlenzwangs.*

Auch ich finde gegen den jetzigen Inhalt des mir von Ew. Hochwohlgeb. unter dem 7. d. M. kommunizierten Edikts wegen Aufhebung des Mühlenregals und Mühlenzwangs nichts wesentliches zu erinnern, denn wenn auch der § 7<sup>1</sup> in einzelnen Fällen lästig sein kann, so bleibt, wenn diese eintreten, Dispensation übrig.

Ich remittiere Ew. Hochwohlgeb. das Edikt nebst dem Berichte hierbei, um die Vorlegung zur Allerhöchsten Vollziehung nunmehr zu besorgen<sup>2</sup>.

640. Stein an Klewitz

Berlin, 20. März 1808

PrGStA., jetzt DZA II Merseburg, Rep. 151a Tit. XVII Sct. 3 Nr. 4: Konzept (Kanzleihand), Paraphe Steins, Abgangsvermerk: 20; Rep. 89a XXIII 6: Ausfertigung (Kanzleihand). — Nach der Ausfertigung.

*Steigender Salzbedarf in Ost- und Westpreußen. Einführung einer Konskription auf dem platten Lande als Gegenmaßnahme.*

Ich habe aus Ew. Hochwohlgeb. Schreiben vom 14. d. M. ungerne die steigende Verlegenheit wegen des Salzbedarfs für die dortige Gegend ersehen. Daß künftig dahin gewirkt werden muß, um derselben abzuhelpen, ist gewiß. Bei der vorgeschlagenen Maßregel würden die Salzpreise aber ungeheuer steigen. Mir scheint es daher ratsamer, eine Konskription auf dem platten Lande einzuführen. In den Städten ist schon mehr Kontrolle. Diese Konskription würde übrigens nur als Überschlag für den Bedarf, nicht als Zwangs-Konsumtion zu betrachten sein.

641. Frau von Berg an Stein

Königsberg, 20. März 1808

Stein-A.: Ausfertigung (eigenhändig).  
Druck: Alte Ausgabe VII, Nachträge, S. 346.*Übermittelt den Dank der Königin für Steins Schreiben vom 13. März. Die Königin ist mit Ancillon als Nachfolger Delbrücks einverstanden, will aber Steins Rückkehr nach Königsberg abwarten, um die Entscheidung dem König anheimzustellen. Knesebeck.*

J'ai reçu la lettre de Votre Excellence du 13.<sup>3</sup> et je l'ai tout de suite communiquée en entier à S. M. la Reine avec laquelle la voie la plus franche est

<sup>1</sup> Aufhören des Mühlenzwanges in Ostpreußen und Litauen mit dem 1. Dezember 1808. Jeder Mahlgast ist von diesem Tage an berechtigt, sein Mahlgut in einer beliebigen Mühle verarbeiten zu lassen.

<sup>2</sup> Randbemerkungen Klewitzens vom 29. März 1808: „Das Edikt ist heute von S. K. M. vollzogen und an den Herrn Staatsminister und Kanzler v. Schroetter remittiert.“  
Vgl. unten Nr. 650.

<sup>3</sup> Mit dem ihr Stein das Schreiben an die Königin zugeleitet hatte (vgl. oben Nr. 631).

toujours la plus sûre et la meilleure. S. M. me charge de remercier Votre Excellence de ses sollicitudes pour l'éducation du Prince royal que personne ne partage davantage que la Reine elle-même. C'est bien la Reine qui a senti depuis longtemps qu'à un enfant doué comme le Prince royal, il fallait un instituteur qui, par la variété et l'étendue de ses connaissances aussi [bien] que par la sagacité, la profondeur et la vigueur de son esprit, sût donner de l'aliment à la vivacité et à l'inquiète activité du prince et la régler — mais surtout qui soit capable par son caractère et par ses manières d'attirer, d'en imposer et d'entraîner, pour ainsi dire, son élève au grand but de son éducation, à cet accord parfait des lumières et des forces, nécessaires pour remplir un jour la grande vocation que, sans doute, la Providence lui destine. La Reine est persuadée que M. Ancillon remplirait parfaitement cette grande tâche, mais elle ne peut rien décider avant le Roi, et elle croit qu'il faut attendre le retour de Votre Excellence et, le choix fait d'un gouverneur, pour parler en même temps de la nécessité de donner aussi un autre instituteur au prince. Aussi S. M. s'était proposé d'écrire elle-même à Votre Excellence pour la prier de voir M. de Knessebeck, et elle n'en a été empêchée que par des maux de tête et des yeux. Elle n'est donc que plus sensible à ce que, de vous même, vous ayez songé à l'engager à venir à Berlin, et elle attend avec impatience d'apprendre le jugement que Votre Excellence portera. J'assure à Votre Excellence que ce n'est sûrement pas une des peines les moins sensibles pour la Reine dans le moment actuel que, par la situation incertaine où la famille royale se trouve, l'éducation du Prince royal n'a pas fait tous les progrès qu'elle aurait pu faire, et, certainement, il ne tiendra pas à elle de tout employer pour réparer le temps perdu. Votre Excellence ne me dit pas un mot sur sa santé et Madame sa soeur [ . . . ].

642. Stein an [Sack?]

Berlin, 22. März 1808

PrGStA., jetzt DZA II Merseburg, Rep. 89 a XII 11: Ausfertigung (eigenhändig).  
 Druck: Alte Ausgabe II S. 390f.

*Die Schwierigkeiten mit den französischen Besatzungsbehörden in Schlesien. Mittel und Wege, die von den Franzosen bedrohte Getreideversorgung der Grafschaft Glatz und der Festungen sicherzustellen. Massow solle zur Berichterstattung über die noch vorhandenen Geldmittel angewiesen und ihm mitgeteilt werden, daß er auf Zuschüsse aus Königsberg nicht mehr rechnen könne, Grawert sei mit dieser Begründung zu Einsparungen beim Militär aufzufordern.*

Ich wünschte, diesen Morgen über die schlesischen Angelegenheiten mit Ew. Hochwohlgeb. zu sprechen — sie betreffen [a)] die Sperrung der Zirkulation der Lebensmittel und b) die Geldmittel zur Bestreitung der Provinzialbedürfnisse.

Ich vernehme zwar, daß die Verpflegung der Festungen auf einen Monat von den französischen Provinzialbehörden nachgegeben ist — dieses ist aber sehr prekär, und wird man



[a)] den General Grawert auffordern, sich zu bemühen, ein permanenteres Verhältnis herzustellen,

b) den H. v. Massow, daß er das freie Getreideverkehr mit Böhmen und das Verbot der Ausfuhr nach Sachsen bewirke. In Hinsicht auf das erstere wird ein Schreiben an H. v. Finkenstein, um die Sache zu sollizitieren, entworfen werden müssen.

Was nun die Geldmittel anbetrifft, so wird man dem H. v. Massow das Befremden ausdrücken über das Benehmen der Kammer und ihr unbesonnenes Offenlegen der an die Garnison eingezahlten Gelder, ihn auch fragen, was er für Geld-Ressourcen, als laufende Einnahme, Anleihen usw. übrig habe, da er auf Zuschüsse von K[önigsberg] nicht mehr rechnen dürfe<sup>1</sup>.

Das letztere wird dem H. Grawert gesagt und bemerkt, wie ihm wahrscheinlich die Einschränkungen, die des Königs Majestät in Preußen und Pommern gemacht, bereits bekannt und wie vermutlich durch deren Anwendung bedeutende Ersparungen bei dem schlesischen Militär gemacht werden könnten. Des Königs Majestät werde ich den Armeebericht mit Bemerkung des Verfügtten schicken müssen [ . . ].

Es sind der Graf Haugwitz, Landschaftsdirektor, und der Graf Bethusy hier, und werde ich sie um 11 Uhr sprechen. Vielleicht ergibt sich aus ihrer Unterredung noch einiges, was man benutzen kann.

Ich wünschte Ew. Hochwohlgeb. ließen durch einen Ihrer Geschäftsleute die Expedition machen, da Geh. Rat Staegemann heute mit den pommerischen Deputierten verhandelt.

643. Stein an Massow (Glatz)

Berlin, 23. März 1808

PrGStA., jetzt DZA II Merseburg, Rep. 151 a Tit. XVII Set. 3 Nr. 4: Konzept (Kanzleihand) auf Grund der Randverfügung Steins zum Schreiben Massows vom 15. März (ebenda), Paraphe Steins, Abgangsvermerk: 23.

*Die Leitung der schlesischen Provinzialgeschäfte während der Abwesenheit Massows<sup>2</sup>.*

Ew. Hochwohlgeb. Schreiben vom 15. d. M. ist mir richtig zugekommen. Was den darin ad 1 und 2 geäußerten Wunsch anlangt, daß während der Abwesenheit von Breslau in Salzangelegenheiten mit Herrn Geh. Rat Praedel und in Angelegenheiten, welche das Kriegs- und Kontributionswesen angehen, mit dem Herrn Kammerdirektor Andreae daselbst korrespondiert werde, so habe ich demselben gemäß verfügt.

Ad 3 bin ich zwar bereit, in dringenden Fällen mit der Breslauer und Glogauer Kammer direkt zu korrespondieren, kann aber nicht eine unmittel-

<sup>1</sup> Entsprechende Kabinettsordre an Massow vom gleichen Tage, ebenda. Vgl. dazu auch noch die Kabinettsordre an Bismarck vom 22. März, ebenda, und das Schreiben Steins an Grawert vom 27. März 1808, unten Nr. 648. Das Konzept des Schreibens an Finkenstein vom 22. März ebenfalls in Rep. 89a XII II.

<sup>2</sup> Massow war auf Veranlassung Darus aus Breslau ausgewiesen worden und hatte sich nach Glatz begeben. Vgl. dazu Hauss herr, Erfüllung und Befreiung S. 192.

bare Leitung der schlesischen Provinzialgeschäfte zu meinen übrigen Geschäften übernehmen, vielmehr muß ich Ew. Hochwohlgeb. sehr bitten, sich dieser Leitung selbst durch eine vorsichtige Korrespondenz zu unterziehen. Die gewünschte Verfügung, wodurch die Auflösung der Breslauer Kammer zu verhindern, werde ich an den Herrn Kammerpräsidenten v. Bismarck erlassen, um sie den Mitgliedern bekannt zu machen und noch größere Übel zu verhüten.

644. Stein an Altenstein

Berlin, [24.] März 1808<sup>1</sup>

Ehem. Preußische Staatsbibliothek Berlin, Handschriften-Abt.: Ausfertigung (eigenhändig), Verbleib unbekannt. — PrGStA., jetzt DZA II Merseburg, Rep. 151a Tit. XXI Nr. 1: Abschrift (Kanzleihand). — Nach der Abschrift. Druck: Alte Ausgabe II S. 391f.

*Übersendet Vinckes Gutachten vom 24. März über den Organisationsplan, dringt auf Vereinfachung der Organisation der Kammern. Die Verhandlungen über die Neubildung der Kreisverfassungen. Die ländliche Selbstverwaltung Ostfrieslands als Vorbild.*

Ew. Hochwohlgeb. habe ich die Ehre, das Gutachten des Herrn Kammerpräsidenten v. Vincke über den Organisationsplan<sup>2</sup>, mit meinen Marginalien versehen, mitzuteilen, um seinen Gehalt gleichfalls zu prüfen und mir Ihr Gutachten darüber mitzuteilen.

Besonders wichtig wird es sein, den Fehler bei den Kammern zu vermeiden, daß der Abteilungen nicht zu viele werden, damit nicht Verwirrung entstehe und der Räder zu viele werden. Ich glaube daher, man wird die Sektionen zusammenziehen können nach den Marginalien bei der betreffenden Stelle. H. Pr. v. Vincke hat noch verschiedenes den Geschäftsgang bei den Kammern betreffendes angeführt, welches in den Organisationsplan aufzunehmen sein wird.

Über Kreisorganisation ist mir einiges zugestellt worden, was ich Ihm vielleicht heute noch mitteile.

Zugleich erhalten Sie in der Anlage eine Darstellung des Zustandes der bauerlichen und ständischen Verfassung in Ostfriesland<sup>3</sup>, diese beruht auf richtigen Basen:

Wählen alle freien Eigentümer von einem gewissen Vermögen.

Gewählte etwas Wohlhabendere.

Die Administratoren standen neben den Kammern, ich halte es besser, sie in die Kammern zu setzen.

<sup>1</sup> Die Abschrift ist (irrtümlich?) vom 23. März datiert. Da Vinckes Gutachten das Datum vom 24. März trägt, ist das Schreiben Steins wohl auch auf diesen Tag zu setzen.

<sup>2</sup> Ebenda.

<sup>3</sup> Die Denkschrift Vinckes „Über die Verfassung des dritten, Bauern- oder Hausmannsstandes in Ostfriesland, insbesondere dessen Teilnahme an den Landtagen“, datiert Aurich 13. März 1808 (Rep. 77 Tit. 192 Nr. 1 Vol., I, Abschrift).



645. Kabinettsordre an Borgstede, Gerlach und Minister Schroetter

Berlin, 25. März 1808

PrGStA., jetzt DZA II Merseburg, Rep. 89a VIII Vol. 2: Konzept (Vineke).  
Druck: Alte Ausgabe II S. 392 (Regest).

*Auf Grund eines Gutachtens Vinckes vom 18. März über die Verlängerung ablaufender Generalpachtverträge der Domänenämter werden die Zivilkommissare und Schroetter angewiesen, bei der Verlängerung oder Erneuerung der Pachtverträge auf die geplante Domänenveräußerung Rücksicht zu nehmen und die Bedingungen so zu stellen, daß die ganze oder teilweise Veräußerung von Domänen auch während der Pachtperiode möglich bleibe. Außerdem sollen die Pächter verpflichtet werden, sich etwaige Veränderungen in Absicht der Reluition der Geld- und Naturalgefälle, der Dienste und der Zwangsfabrikationsrechte gegen entsprechende Pachtermäßigung gefallen zu lassen. Vorkaufsrecht bewährter Pächter beim Verkauf von Vorwerken.*

646. Immediatbericht Steins

Berlin, 26. März 1808

PrGStA., jetzt DZA II Merseburg, Rep. 89a VI 1: Ausfertigung (Kanzleiband).  
Druck: Alte Ausgabe II S. 393.

*Die Forderung der französischen Behörden auf Herausgabe der Staatseinkünfte in Schlesien mit Rückwirkung vom 1. Oktober 1807 ab. Die Breslauer Kammer sei angewiesen, dieser Forderung nicht Folge zu leisten und die Sache als nach Berlin zu den Verhandlungen mit Daru gehörig zu behandeln, sich dagegen für die künftig einlaufenden Einkünfte den Forderungen der Franzosen zu unterwerfen. Von der beabsichtigten Einstellung der Verwaltungsgeschäfte sei abzusehen, die Kammer solle vielmehr ihre Geschäfte weiterführen, um so viel als möglich die Interessen des Staates und des Königs wahrzunehmen. Billigung von Massows Verhalten.*

647. Aufzeichnungen Steins zum Immediatbericht Massows vom 23. März 1808

[Berlin, 26. März 1808]

PrGStA., jetzt DZA II Merseburg, Rep. 89a XII 11: eigenhändig.  
Druck: Alte Ausgabe II S. 392.

*Billigt das Verhalten Massows in Bezug auf den Ausweisungsbefehl des Marschalls Mortier. Versuch Steins, dem letzteren auf dem Weg über Grawert die Unrechtmäßigkeit seines Vorgehens klarzumachen.*

H. v. Massow hat sehr wohl getan, dieses Ansinnen des H. M. Mortier abzulehnen, der seiner Sache wohl selbst nicht recht gewiß sein muß, da er sich aller schriftlichen Mitteilungen enthalten. Er wird also wohl tun, zu bleiben<sup>1</sup> und seine Verbindung auf eine vorsichtige Art mit den Kammern fortsetzen. Ich werde an den General Grawert schreiben<sup>2</sup> und ihn mit dem Vorgang bekannt machen, zugleich ihn auffordern, dem M. Mortier vorzustellen, daß der H. v. Massow zum Zivilkommissarius vom König ernannt sei, daß sich dergleichen Beauftragte in allen Provinzen befänden und ihre Geschäfte, ohne von den französischen Autoritäten daran verhindert zu werden,

<sup>1</sup> In Glatz. Vgl. dazu Hausscherr, *Erfüllung und Befreiung* S. 192.

<sup>2</sup> Vgl. die folgende Nr. 648.

## STEINS BERLINER MISSION

verrichteten, und daß noch weniger letztere ihre Gewalt auf Provinzen ausdehnen, welche von preußischen Truppen besetzt wären, also auf Glatz, Kosel, Silberberg.

Übrigens müsse man, so lange die Franzosen die Administration an sich gerissen, alle Vorsicht beobachten und jede Kollision vermeiden und mehr auf die Landesverwaltung influenzieren als sie auf eine zu offen in die Augen fallende Art dirigieren und ein gutes Vernehmen zu erhalten suchen<sup>1</sup>.

648. Stein an Grawert

Berlin, 27. März 1808

PrGStA., jetzt DZA II Merseburg, Rep. 89a XII 11: Konzept (Kanzleiband) mit Korrekturen und Paraphe Steins, Abgangsvermerk: 28.  
Druck: Alte Ausgabe II S. 393 (Regest).

*Die finanziellen Schwierigkeiten beim Unterhalt der preußischen Truppen in Schlesien. Grawert wird angewiesen, sich mit Massow wegen Bereitstellung weiterer Mittel, notfalls durch eine Zwangsanleihe, in Verbindung zu setzen, da man die in den schlesischen Festungen und um dieselben liegenden Truppen nicht außer Wirksamkeit kommen lassen dürfe, „damit nicht diese Festungen von selbst dem Franzosen in die Hände fallen“. Bedauert, daß die finanziellen Schwierigkeiten zum Teil durch unvorsichtiges Benehmen der Kammer bei den Unterhandlungen mit den Franzosen und durch die unnötige Zusammenhaltung der Beurlaubten entstanden seien.*

649. Stein an Merckel (Breslau)<sup>2</sup>

Berlin, 28. März 1808

PrGStA., jetzt DZA II Merseburg, Rep. 151a Tit. XXI Nr. 4: Konzept (Staegemann), Paraphe Steins, Abgangsvermerk o. Dat.  
Druck: Linke, Merckel S. 41ff.

*Bbeauftragt ihn, mit der Kaufmannschaft von Breslau und den übrigen schlesischen Handelsstädten über die Verteilung der Kontributionslasten zu verhandeln und die Breslauer Kaufleute zu sofortiger Unterzeichnung der von ihnen geforderten Promessen zu veranlassen.*

650. „Edikt für Ostpreußen, Litauen, Ermland und den Marienwerderschen landrätlichen Kreis, die Mühlengerechtigkeit und die durchgängige Aufhebung des Mühlenzwanges betreffend“ Königsberg, 29. März 1808

PrGStA., jetzt DZA II Merseburg, Rep. 151a Tit. VI Sect. 3a Nr. 3 und Rep. 89a XXII 3: gedruckte Behördenexemplare, gez. Friedrich Wilhelm, gegengez. Schroetter und Schroetter II. — Gesetzsammlung Sp. 319ff.

*Aufhebung des Mühlenzwanges mit Wirkung vom 1. Dezember 1808. Entschädigung der Zwangsberechtigten durch Erlaß der bisher für das Nutzungsrecht erhobenen Abgaben. Die dadurch entstehenden Ausfälle in den königlichen Kassen werden durch Erhebung einer Grundsteuer auf dem Lande und Erhöhung der Mahlkzise in den Städten ausgeglichen. Maximaltarif für die Müllertlöhne. Erbauung von Mühlen jedem Grundeigentümer freigestellt.*

<sup>1</sup> Entsprechende Schreiben an Massow und die Breslauerische Kammer vom 26. März 1808, ebenda.

<sup>2</sup> Friedrich Theodor v. Merckel, 1801 Generallandschafts-Syndikus in Breslau, 1804—1808 Kriegs- und Domänenrat der dortigen Kammer, 1809/10 Vizepräsident der Breslauer Regierung.



651. Stein an den Breslauer Stadtrepräsentanten Klose

Berlin, 29. März 1808

PrGStA., jetzt DZA II Merseburg, Rep. 89 a VI 1: Konzept (Staegemann), Zusatz und Paraphe Steins.  
 Druck: Alte Ausgabe II S. 393 (Regest).

*Der Antrag der städtischen Kämmererei, die ihr auferlegten außerordentlichen Ausgaben zu erlassen, wird abgewiesen. Eine Untersuchung und Erleichterung der städtischen Schulden sei erst nach Wiederkehr geordneter Zustände möglich. „Übrigens ist der Plan der Aufbringung der städtischen Kriegsschulden durch Konsumtionsabgaben, die die ersten Bedürfnisse treffen, fehlerhaft und verwerflich“ (Zusatz Steins).*

652. Stein an Frau vom Stein

Berlin, 29. März 1808

Stein-A.: Ausfertigung (eigenhändig).  
 Druck: Alte Ausgabe II S. 393 f.

*Erwartung der Antwort aus Paris. Entscheidung über die Übersiedlung der Familie nach der erhofften endgültigen Klärung der politischen Lage.*

Je réponds à vos deux lettres du 9 et du 17 de mars, et j'espère que la mienne vous trouvera en bonne santé de même que les enfants.

Koppe a remis ses commissions le 16. On nous a annoncé son arrivée, il faut attendre la réponse pour prendre un parti quelconque. Dieu veuille qu'il soit conforme à nos vœux et qu'enfin nous obtenions un moment de tranquillité pour ce malheureux pays et pour nous qui y appartenons.

[*Bedeutungslose Familiennachrichten. Tod des Generals Riedesel.*]

Si les espérances sont déçues, si je retourne à K[önigsberg], alors je vous proposerai de venir me joindre au mois de mai si la saison est bonne [. . .]. Ma santé est tolérable, de temps en temps, la goutte me rappelle sa présence. J'ai envoyé la lettre de la P. Hohenlohe à Königsberg, je crains bien qu'elle n'obtienne point de réponse satisfaisante, comme nous sommes bien pauvres. J'écris à Henriette en français afin qu'elle prenne l'habitude de s'en servir.

653. Königin Luise an Stein

Königsberg, 31. März 1808

Stein-A.: Ausfertigung (eigenhändig).  
 Druck: Alte Ausgabe II S. 394.

*Wechsel in der Leitung der Erziehung des Kronprinzen. Plan, Delbrück durch Ancillon zu ersetzen. Skeptische Beurteilung der Aussichten der Verhandlungen in Paris über das preußische Angebot vom 9. März. Abwehr eines Presse-Angriffs auf die Königin. Knesebeck als militärischer Erzieher des Kronprinzen. Frage seiner Eignung.*

Je vous rends un million de grâces de la lettre que vous avez écrite à la Berg pour moi<sup>1</sup>. Elle ajoute encore à la reconnaissance sincère que je vous porte

<sup>1</sup> Siehe oben Nr. 631.

## STEINS BERLINER MISSION

pour tout ce que vous faites pour le Roi, pour la famille et pour le pays. Rien au monde ne me tient plus à cœur que l'objet dont elle parle, cependant je crois qu'on ne peut rien faire ni proposer qu'à votre retour. J'ai eu l'occasion de parler à ce sujet au Roi, en lui faisant remarquer la nécessité de changer les personnes auprès de mon fils, et de lui nommer même Ancillon. Il n'a pas dit non. Voilà tout mon espoir pour la réussite du plan, d'ailleurs il était très frappé de tout ce que je lui disais.

La bonne Berg s'est chargée de vous envoyer la lettre de mon frère<sup>1</sup>, comme je n'ai pas un moment à moi, elle a très bien fait. Cette conversation<sup>2</sup>, qui est le cœur tout entier de l'homme dont nous dépendons, m'a, je l'avoue, navrée de douleur, car je crains que c'est la réponse que nous aurons au lieu de ratification à votre ouvrage, qui aurait été si bénigne pour nous s'il avait été suivi d'un oui de là bas. —

Toujours persuadé, Vous M. le Baron [!], que mes sentiments d'estime et de reconnaissance n'ont pu que s'accroître dans cette occasion-ci et que je serai fière de vous le prouver.

Ci-joint un petit billet<sup>3</sup> que vous aurez la complaisance de lire et de corriger et changer comme vous voudrez, qui est une réponse à une annonce faite dans la Gazette de Berlin et que j'ai très bien comprise. Je suis sûre que cela ne vous aura pas échappé.

Je suis bien impatiente de savoir votre jugement sur Knesebeck et si vous le croyez capable de la grande tâche qu'il aurait à remplir<sup>4</sup>. Je vous demande bien pardon du peu d'ordre et de suite qu'il y a dans cette lettre. Mais je manque de temps. Etant avec ma considération distinguée votre amie

Louise.

654. Stein an Grawert

Berlin, 2. April 1808

PrGStA., jetzt DZA II Merseburg, Rep. 89 a XII 11: Konzept (Kanzleihand), Paraphe Steins, Abgangsvermerk o. D. Druck: Alte Ausgabe II S. 395 (Regest).

*Billigt sein Verhalten gegenüber dem Marschall Mortier im Falle Massow. Ersucht ihn, mit Massow weiterhin Verbindung zu halten. Befriedigung über die Reduktion der Truppen. Grawert könne infolge der Finanznot des Staates mit keiner Unterstützung aus Berlin und Königsberg rechnen, wird zur Selbsthilfe angehalten.*

<sup>1</sup> Wohl eigentlich „beau-frère“, d. h. Prinz Wilhelm. Sein Brief an die Königin liegt nicht vor.

<sup>2</sup> Vom 23. Februar zwischen dem Prinzen und Napoleon? Vgl. oben S. 669 Anm. 2.

<sup>3</sup> Fehlt.

<sup>4</sup> Als militärischer Erzieher des Kronprinzen.



655. Stein an Bismarck

Berlin, 4. April 1808

PrGStA., jetzt DZA II Merseburg, Rep. 89a XII 11: Konzept (Staegemann), Abgangsvermerk: 5.  
 Druck: Alte Ausgabe II S. 395 (Regest).

*Um die durch die Verbannung Massows nach Glatz entstehenden Schwierigkeiten und Verzögerungen in der schlesischen Verwaltung zu beseitigen, wird Bismarck angewiesen, aus den Mitgliedern der Kammer einen Ausschuß von höchstens vier Köpfen als stellvertretende Behörde für den Zivilkommissar zu bilden. Abgrenzung der Aufgaben dieser Behörde gegen diejenigen der Kammer. Fordert einen Bericht über die Lage der Provinz und wünscht besonders, daß Bismarck sich über die Zweckmäßigkeit des schlesischen ständischen Komitees und seine Operationen äußert. Erwartet von ihm, daß er selbständig alle Hilfsmittel aufbieten werde, um die in Schlesien stehenden preußischen Truppen mit den nötigen Geldmitteln zu versehen.*

656. Stein an die Kombinierte Immediatkommission Berlin, 4. April 1808

PrGStA., jetzt DZA II Merseburg, Rep. 151a Tit. I Sect. 4 Nr. 1 Vol. 1: Ausfertigung (Kanzleihand).  
 Druck: Alte Ausgabe II S. 395 (Regest).

*Teilt der Kommission mit, daß er Massow wegen seines Konflikts mit den Franzosen dispensiert und seine Geschäfte als Zivilkommissar einem Ausschuß der Breslauer Kammer unter Leitung Bismarcks übertragen habe.*

657. Immediatbericht Steins

Berlin, 5. April 1808

PrGStA., jetzt DZA II Merseburg, Rep. 89a XII 11: Konzept (Staegemann), Paraphe Steins, Abgangsvermerk: 5.  
 Druck: Alte Ausgabe II S. 395 (Regest).

*Der Fall Massow. Da durch seine Verbannung nach Glatz die Geschäftsführung sehr erschwert werde, so habe Stein ihn von der Verwaltung des Zivilkommissariats dispensieren müssen, insbesondere auch um weitere Schwierigkeiten mit den französischen Behörden, die jedes Zusammenarbeiten mit Massow ablehnten, zu vermeiden. Bismarcks Beauftragung mit der Bildung eines Ausschusses aus den Räten der Breslauer Kammer zur weiteren Verwaltung der Geschäfte des Zivilkommissariats.*

658. Note Darus an Stein

Berlin, 5. April 1808

PrGStA., jetzt DZA II Merseburg, Rep. XI 89 Fasz. )429: Abschrift.  
 Druck: Bassewitz, Die Kurmark II S. 527f. (Exzerpt); Alte Ausgabe II S. 395f. (gekürzt).

*Antwort auf Steins Zahlungsangebot vom 9. März auf Grund der Weisungen Napoleons. Die Verrechnung der seit dem 1. Oktober 1807 einbehaltenen Staatseinkünfte auf die Kontribution wird entgegen den Stein von Daru gemachten Hoffnungen abgelehnt. Das preußische Angebot, die Hälfte der Kontributionen in Wechseln zu bezahlen, könne erörtert werden, wenn Preußen die Mittel und Maßnahmen nachweise, die eine rechtzeitige Einlösung der Wechsel gewährleisten.*

**Le Soussigné Plénipotentiaire de Sa Majesté l'Empereur des Français, Roi d'Italie a reçu la note que Son Excellence M. le Ministre d'Etat Baron de Stein lui a fait l'honneur de lui adresser le 4 de ce mois et à laquelle il avait joint une copie certifiée des plein-pouvoirs qui lui ont été confiés par Sa Majesté le Roi de Prusse pour traiter soit seul, soit conjointement avec M. le Conseiller Sack et conclure tous les actes nécessaires à l'arrangement**

## STEINS BERLINER MISSION

définitif des divers intérêts qui sont à régler entre la France et la Prusse. Le Soussigné s'empresse de remercier M. le Baron de Stein de cette communication et se félicite d'avoir à suivre avec lui une négociation dont l'objet doit être l'avantage des deux hautes parties contractantes.

M. le Plénipotentiaire de sa Majesté le Roi de Prusse invite le Soussigné à lui faire connaître s'il a reçu quelque réponse de son gouvernement au sujet des arrangements proposés par le cabinet prussien pour l'acquittement de ses contributions.

Le Soussigné s'empresse de faire part à Son Excellence M. le Plénipotentiaire de Sa Majesté le Roi de Prusse qu'il vient de recevoir des instructions relatives aux propositions dont il s'agit.

Sa Majesté l'Empereur et Roi ne saurait consentir à la demande qui a été faite que les revenus perçus depuis le premier octobre 1807 fussent déduits des contributions. Cette perception a eu lieu parce que les conditions stipulées par le traité de Tilsit et la convention du 12 juillet n'ont pas reçu de la part de la Prusse leur exécution et, ce retard obligeant Sa Majesté l'Empereur de tenir son armée dans une situation nécessairement fort dispendieuse pour lui, les revenus perçus depuis le 1<sup>er</sup> d'octobre sont employés à acquitter, du moins en partie, la solde et les dépenses de l'armée.

[*Das von Preußen vorgeschlagene Projekt eines Ankaufs der im Tajo liegenden russischen Flotte durch Frankreich unter Verrechnung des Gegenwerts auf die preußische Kontribution und Bezahlung des Betrags durch Preußen an Rußland wird ebenfalls abgelehnt.*]

Quant à la proposition de donner cinquante et quelques millions en lettres de change, payable dans un an, pendant lequel temps on garderait les places fortes, cette proposition serait susceptible d'être prise en considération, si d'ailleurs on prenait des mesures pour assurer la réalisation en argent dans un an de ces cinquante et quelques millions de lettres de change, et que, par la notification de ces mesures, les autorités françaises puissent avoir la certitude de voir effectuer ce paiement dans le délai déterminé.

[*Mahnung wegen Aushändigung der Karten, Archive und Registraturen aus den abgetretenen Gebieten an die neuen Besitzer dieser Länder.*]

659. Reden an Stein

Berlin, 6. April 1808

PrGStA., jetzt DZA II Merseburg, Rep. 151 a Tit. XXI Nr. 1: Ausfertigung (eigenhändig).  
Druck: Alte Ausgabe II S. 396f.

*Überreicht die Pläne von Vincke und Itzenplitz über die Organisation der Provinzialbehörden, sowie eine eigene Ausarbeitung über diesen Gegenstand als Materialien zur weiteren Bearbeitung der Sache durch Stein.*

Ew. Exz. überreiche ich die Arbeit des H. v. Vincke über den Organisationsplan nebst Bemerkungen ad marginem, desgleichen meine Ansicht



[über] des v. Itzenplitz Gutachten und eine esquisse meiner über die Provinzialverwaltung bereits geäußerten Idee [. . .], endlich die Anteriores mit dem Wunsch, daß diese Winke Ew. Exz. Aufmerksamkeit einige Augenblicke fixieren und eine nähere gründliche Bearbeitung verdienen mögen, welche aber meines Erachtens nur in den Provinzen selbst geschehen und das Geschäft kluger angesessener [?] und mit der Lokalität und Verfassung bekannter Männer werden soll.

660. Note Steins an Daru

Berlin, 7. April 1808

PrGStA., jetzt DZA II Merseburg, Rep. 72 A X 8: Konzept (Kanzleihand) mit Korrekturen und Paraphe Steins, Mundierungsvermerk: 7.; ebenda: Abschrift. — Nach dem Konzept.  
 Druck: Alte Ausgabe II S. 397f.

*Antwort auf Darus Note vom 5. April, insbesondere auf seine in dieser Note enthaltene Aufforderung, die Deckung für die von Preußen zur Bezahlung der Kriegskontribution angebotenen 51 Mill. Francs in Wechseln nachzuweisen. Aufzählung der dafür in Aussicht genommenen Geldmittel.*

Le Soussigné Ministre d'État et Plénipotentiaire de Sa Majesté le Roi de Prusse a reçu la note que Son Excellence Monsieur l'Intendant Général [...] lui a fait l'honneur de lui écrire le 5 de ce mois au sujet de la convention relative au payement des arréages des contributions et à l'évacuation des États Prussiens.

Son Excellence, Monsieur le Plénipotentiaire français, demande dans cette note, quels sont les moyens de réalisation des lettres de change [. . .]. Le Soussigné s'empresse de répondre à cet article.

Son Excellence ayant accepté jusqu'à ce moment les promesses des banquiers sans examiner ultérieurement leur degré de réalisation, et leur prompt payement devant l'avoir convaincu de leur solidité, le gouvernement français ayant de plus stipulé pour condition de la convention, qu'il serait mis, jusqu'à la réalisation des lettres de change, garnison française dans 3 forteresses prussiennes, on n'avait pas lieu de s'attendre que la solidité de ces moyens de payement serait mise en question. Pour la résoudre, on donnera un aperçu général des moyens de payement qui sont à la disposition de Sa Majesté le Roi de Prusse, et le Soussigné a l'honneur d'exposer à Son Excellence Monsieur le Plénipotentiaire français:

I. que le Roi est résolu d'employer le produit de la vente de tous les diamants et de la vaisselle d'or et d'argent de la couronne pour l'acquittement des lettres de change et promesses;

II. qu'on fera délivrer la vaisselle des particuliers en forme d'emprunt forcé pour le même objet;

III. que les épargnes sur les dépenses de l'État, en ne conservant qu'un petit nombre de troupes et en portant l'économie la plus stricte dans toutes les branches d'administration, formeront un fonds dont on pourra disposer pour la réalisation des lettres de change;

IV. que le crédit et la fortune des négociants de Berlin, Breslau et des différentes maisons de commerce d'Elbing, Frankfurt sur l'Oder, Königsberg, Memel et Stettin, qui fourniront les lettres de change, garantissent suffisamment la solidité de celles qui n'auront pu être amorties par les premiers sacrifices de Sa Majesté.

Le Roi n'est cependant point dans l'intention d'obliger les négociants à effectuer les paiements de leurs propres fonds; il se servira des moyens mentionnés et des créances qu'il est en droit de réclamer de Sa Majesté l'Empereur de toutes les Russes; il fera des emprunts, si ces emprunts, contre toute vraisemblance, ne réussissaient point, il prélèvera quelques impôts sur celles de ses provinces qui ont moins souffert que d'autres des maux de la guerre ou qui sont en retard de leurs contributions.

L'emploi de ces moyens de crédit, d'économie ou d'augmentation d'impôts suppose cependant le rétablissement de la confiance de l'étranger, la disposition libre des revenus de l'État, la fin d'un état des choses qui dessèche toutes les sources de la richesse nationale et qui anéantit tout gouvernement, en un mot, l'évacuation des provinces prussiennes par l'armée qui l'occupe [. . .]<sup>1</sup>.

661. Stein an Frau vom Stein

Berlin, 9. April 1808

Stein-A.: Ausfertigung (eigenhändig).  
 Druck: Alte Ausgabe II S. 398f.

*Erwartung der Nachrichten aus Paris über die Annahme der preußischen Vorschläge in der Kontributionsfrage. Steins Lage in Berlin. Seine Gesundheit. Prinzessin Wilhelm.*

Je suis bien charmé, ma chère amie, que la course à Ziegenberg ait contribué à votre satisfaction et à celle des enfants, et j'aurais désiré que vous l'eussiez prolongée comme, malheureusement, le retour de Koppe retarde encore. Il avait été le porteur d'un projet de convention, on s'attendait à ce que l'Empereur l'approuverait et s'en expliquerait vis-à-vis du Prince Guillaume, jusqu'ici, nous n'avons point encore eu un résultat; il faut l'attendre, et je crois qu'il nous arrivera; reste à savoir ce qu'il contient et si la convention sera ratifiée.

J'ai lieu d'être content de la manière dont les autorités françaises me traitent et de l'I. G. M. Daru, mais ma position n'en est pas moins pénible et fâcheuse.

Ma santé est assez bonne pour me tenir cependant „in spirits“ et de l'aptitude pour le travail, il faut que je me serve de médecines fortifiantes, denn sonst fühle ich eine ungewohnte Abspannung und Hang zum Schlafen — je crois qu'il faut que je fasse usage de bains fortifiants cette année. Je me promène tous les jours une heure avec le Général Goltz<sup>2</sup>.

<sup>1</sup> Vgl. Haussherr, *Erfüllung und Befreiung* S. 180f.

<sup>2</sup> Vgl. oben Band II/1 Nr. 284 und 352.



[. . .] Formey<sup>1</sup> vient quelquefois me voir, mais je préfère Hufeland. La pauvre Princesse Loulou<sup>2</sup> a dû prendre le lait de nourrice, on s'attendait à sa mort, la princesse, sa mère, est également très souffrante, la Princesse Guillaume ne la quitte point. Cette dernière est une femme parfaite, d'un caractère extrêmement noble et élevé, d'une grande application aux études, et avec ces qualités, elle réunit une douceur angélique, l'attachement le plus tendre pour son mari et pour les enfants qu'elle a perdus. Si jamais nous nous réunissons, vous la verrez certainement souvent et avec plaisir, comme elle m'en témoigne beaucoup de bonté. Son père, le Landgrave de Hombourg, est à Francfort, tâchez, ma chère amie, de faire sa connaissance. C'est un homme qui a des formes peu agréables, mais extrêmement estimable et qui a soigné lui-même l'éducation de ses enfants.

662. Stein an Altenstein

Berlin, 10. April 1808

Stadt- und Landesbibliothek Dortmund: Ausfertigung (eigenhändig).  
 Druck: Alte Ausgabe II S. 399 f.

*Die Aufsätze von Reden und Itzenplitz über die Organisation der Kreisverwaltung. Kritik ihrer Vorschläge. Westfälisches Vorbild für die Neubildung der Kreisverwaltung, insbesondere die Erben- und Kirchspielstage. Schlesisches Vorbild für die Reform der ländlichen Gemeindeverfassung.*

Meine Bemerkungen über den Schölerschen Brief d. d. 18. März erhalten Ew. Hochwohlgeb. in der Anlage, die nicht ganz mit denen des H. v. S[chön] übereinstimmen<sup>3</sup>.

Sie erhalten die Aufsätze der H. G. v. Reden Exz. und des H. G. R. v. Itzenplitz über Kreisverwaltungen<sup>4</sup>. In Neu-Ostpreußen hatten bekanntlich die landrätlichen Officia bereits eine ähnliche Verfassung, d. h. Verbindung der landrätlichen und steuerrätlichen Geschäfte und zweckmäßigere Verfassung der Kreisinstanz.

Die vom H. Gr. v. Reden vorgeschlagenen Behörden würden zu zahlreich sein und bestünden aus 14 Mitgliedern, worunter freilich mehrere nur periodisch und konsultierend erscheinen. Diese große Anzahl würde die Instanz, welche exekutieren soll, zur schwerfälligen deliberierenden machen. Unsere landrätliche Instanz hat viel Unvollkommenes und erfordert eine Abänderung, die vorgeschlagen ist, aber nicht ganz zweckmäßig.

In den neuorganisierten westfälischen Provinzen hatte ich folgende Einrichtung vorgeschlagen und zum Teil ausgeführt:

Den Kreisen stand für Stadt und Land ein Landrat vor, der einen geschick-

<sup>1</sup> Vgl. S. 612 Anm. 3.

<sup>2</sup> Tochter der Prinzessin Radziwill. Sie hatte einen Brandunfall erlitten, an dessen Folgen sie wenige Tage vor der Niederschrift dieses Briefes in Königsberg gestorben war.

<sup>3</sup> Alle hier erwähnten Vorgänge fehlen.

<sup>4</sup> Vgl. oben Nr. 644 und 659.

ten, gutbesoldeten Kreis-Kalkulator und einen Kopisten hatte, ihm zur Seite waren zur Konsultation Kreis-Deputierte, in jedem Kirchspiel waren die alten Erben- oder Kirchspielstage beibehalten. Der Kreis war in Gerichtsbezirke eingeteilt von ppter 7000 Seelen, diesen war ein Richter und Aktuarium vorgesetzt, der Justiz und Polizei-Sachen verhandelte; so vermied man die Kollisionen zwischen Justiz und Polizei und erhielt gebildete Leute zur Verwaltung der letzteren. Jeder Kreis hatte einen Kreis-Steuer-einnehmer, der zugleich das Tabellenwesen, Kantonssachen usw. besorgte. Der Richter und Kreis-Steuer-einnehmer standen unter dem Landrat. Die großen Städte standen unmittelbar unter der Kammer.

Ein Richter arbeitet schneller und besser wie ein kleines Kollegium, wie mich die Erfahrung überzeugt hat, wenn man die Rechtspflege der Landgerichte im Cleve-Märkischen mit der Rechtspflege im Minden-Ravensbergischen vergleicht.

Auf die Kreisverfassung folgt die Kommunalverfassung, und diese scheint mir in Schlesien, wo die Schulzen und Gerichte sind, sehr zweckmäßig.

Um das Vorgetragene mit den Ideen des H. v. Itzenplitz zu verbinden, so könnte man eine Kreisverwaltung bilden, bestehend aus einem Kreis-Direktor oder Landrat, einem tüchtigen Kreis-Kalkulator und einem Kreis-Kopisten. Diesem würde man beordnen eine verhältnismäßige Anzahl Kreis-Deputierte aus Stadt und Land — wovon ein engerer Ausschuß zwei- oder dreiwöchentlich und das Ganze monatlich zusammenkäme; unter ihm ständen in Polizei-Angelegenheiten die Richter und die zweckmäßig organisierten Land- oder Kreis-Reuter, Gensdarmes. Die Kreis-Baubedienten, Forstbedienten, Postoffizianten stehen in Polizei-Sachen unter dem Kreis-Direktor und können von ihm gebraucht werden zu Polizei-Geschäften ihres Ressorts. Ich wünschte, daß Sie über alles dies nachdächten und mit H. v. Schön darüber sprächen.

Die Kreis-Direktoren würden von sämtlichen Kreis-Eingesessenen aus dem Kreis ohne Rücksicht auf den Stand gewählt.

Auf diese Art hätte man Einheit, aber auch Mitwirkung und Kontrolle der Eingesessenen.

Jährlich wird ein Kreistag gehalten, wo aus jeder Kommune ein Deputierter erscheint, die Kreisrechnungen abgelegt und die Angelegenheiten des Kreises zum Vortrag gebracht werden.

Diese Kreistage sind sehr nützlich, und sie existierten in ganz Westfalen unter dem Namen von Amtstagen oder Erbentagen, Kirchspielsrechnungen usw., wurden aber durch den unseligen Geist der Bureaucratie in mehreren Provinzen zerstört, z. B. im Minden- und Rav[ensbergischen], blieben aber in der Grafschaft Mark, dem Clevischen, Meursischen, Geldrischen, und ich erhielt sie im Münsterschen.

H. G. R. Nagler wird Ihnen sagen, daß wir noch in der Erwartung einer entscheidenden Antwort von Paris sind.



663. Stein an Sack

Berlin, 12. April 1808

PrGStA., jetzt DZA II Merseburg.  
 Druck: Alte Ausgabe II S. 400f.

*Konflikt mit Daru wegen Steins Verfügung an das Kammergericht in der Frage des Kurses und der Annahme der Tresorscheine. Stein bittet, vorläufig seine Verfügung nicht weiter zu beachten und die Sache auf sich beruhen zu lassen.*

H. Daru hat sich gestern sehr lebhaft geäußert wegen des von mir in der Angelegenheit der Tresorscheine erlassenen Schreibens an das K[ammergericht]. Er sieht es als einen Eingriff in seine Befugnis, das okkupierte Land zu verwalten, an und kündigte mir eine Note an. Um diese ganze Diskussion zu vermeiden, halte ich es für ratsam, Ew. Hochwohlgeb. zu ersuchen, auf mein Schreiben an die Friedenskommission nichts weiteres ergehen zu lassen, bis wir sehen, welchen Gang die Sache nehmen wird<sup>1</sup>.

664. Aufzeichnung Steins über die Finanzlage des Staates

PrGStA., jetzt DZA II Merseburg, Rep. 89a XXIII 1: Abschrift (Kanzleihand). Berlin, 14. April 1808

*Die vorhandenen Kapitalfonds und außerordentlichen Maßnahmen zur Aufbringung der Kriegskontribution.*

Die Fonds, welche zur Einlösung der auf 50 Millionen Francs auszustellen den Wechsel der einzelnen Kaufmannschaften verwendet werden sollen, sind:

1. die Juwelen der Krone, sie werden ungefähr auf 8 Millionen Francs gewürdigt;
2. das goldene Service und ein Teil des silbernen Geräts, das auf etwa 5 Millionen Francs berechnet wird;
3. Forderungen der Bank an die ostfriesische Ritterschaft und holländische Obligationen, welche in Holland verkauft werden, ca. 3 Millionen Francs;
4. aus den Ersparnissen der einjährigen Staatseinkünfte. Diese Einkünfte kann man auf 15 Millionen Rtlr. anschlagen. Bei den jetzigen zerstörten Verhältnissen muß man jedoch 3 Millionen Rtlr. als Ausfall annehmen und nur 12 Millionen Rtlr. rechnen. Hiervon werden gebraucht:
  - a) der Militäretat 2 500 000,
  - b) der Ziviletat 2 000 000,
  - c) die Zinsen der alten Staatsschuld 1 500 000.
 [Rest:] 6 Millionen Rtlr. = 20 Millionen Francs.
5. Die übrigen 14 Millionen Francs können und müssen gedeckt werden
  - a) durch die Provinzen selbst, welche noch im Rückstande ihrer Kriegskontribution sind;
  - b) durch die in Holland eröffnete Anleihe;
  - c) durch den Verkauf der Domänen.

<sup>1</sup> Vgl. dazu den *Immediatbericht Steins vom 19. April 1808, unten Nr. 670, sowie Hausserr, Erfüllung und Befreiung S. 191.*

665. Stein an Massow

Berlin, 16. April 1808

PrGStA., jetzt DZA II Merseburg, Rep. 89 a XII 11: Konzept (Kanzleihand) auf Grund einer Anweisung Sacks, mit Korrekturen und Paraphe Steins, Abgangsvermerk: 17.  
 Druck: Alte Ausgabe II S. 401 (Regest).

*Sucht Massows Remonstrations gegen die Einrichtung des Breslauer Komitees zu widerlegen und ihm klar zu machen, daß dieselbe keine Verdrängung Massows aus seinem Amt bedeuten solle. Für jetzt sei es aber notwendig, die Verwaltung durch Beamte führen zu lassen, die von den Franzosen anerkannt würden. Nach erfolgter Räumung werde Massow wieder auf seinen Posten zurückkehren können. Vorläufig müsse jeder Eindruck, als ob er die Geschäfte der Kammer leite, nach außen vermieden werden, da sonst die Franzosen die ganze Verwaltung an sich reißen würden. Die Maßnahmen gegen Massows Vermögen würden wohl auf sich beruhen bleiben; direkte Schritte bei Daru seien nicht angebracht, vielmehr müsse man versuchen, die Sache auf indirekte Weise hinzuhalten.*

666. Stein an Bismarck

Berlin, 16. April 1808

PrGStA., jetzt DZA II Merseburg, Rep. 89 a XII 11: Konzept (Kanzleihand) auf Grund einer Anweisung Steins, mit Korrekturen und Paraphe Steins, Abgangsvermerk: 17.  
 Druck: Alte Ausgabe II S. 401 (Regest).

*Verhaltensmaßregeln für das Verfahren gegenüber den französischen Behörden nach der Entfernung Massows. Jeder Anschein einer Einmischung Massows in die Geschäfte der Kammer soll vermieden werden, da sonst die Franzosen die ganze Verwaltung für sich beanspruchten. Überhaupt sei im Umgang mit den französischen Behörden „alle mögliche Vorsicht, aber auch, da wo es nötig ist, alles Nachgeben, um nicht der Sache zu schaden“, angebracht. Die Maßnahmen gegen Massow und die Beamten der Kammer würden wohl auf sich beruhen bleiben, besondere Schritte zu Gunsten Massows seien nicht angebracht, sondern es empfehle sich, den französischen Maßnahmen gegen sein Vermögen „allerhand Hindernisse in den Weg zu legen, um die Sache aufzuhalten, worauf doch alles ankommt“.*

667. Stein an Grawert

Berlin, 16. April 1808

PrGStA., jetzt DZA II Merseburg, Rep. 89 a XII 11: Konzept (Kanzleihand), Paraphe Steins, Abgangsvermerk: 17.  
 Druck: Alte Ausgabe II S. 401 (Regest).

*Bittet um Auskunft über die Zahl der mobilen Truppen in Schlesien, die aus Geldmangel und im Hinblick auf die Frühjahrsbestellung möglichst zu reduzieren seien, um „bei der verspäteten Einsaat dazu die nötigen Hände zu Hilfe zu geben“.*

668. Stein an Altenstein

Berlin, 16. und 18. April 1808

Ehem. Preußische Staatsbibliothek Berlin, Handschriften-Abt.: Ausfertigung, Verbleib unbekannt. — PrGStA., jetzt DZA II Merseburg, Rep. 92 Altenstein A III Nr. 10: auszugsweise Abschrift (Kanzleihand).  
 Druck: Alte Ausgabe II S. 402f. (nach der Ausfertigung). — Danach hier.

*Die Verhandlungen mit Frankreich. Organisation der obersten Staatsverwaltung. Frage der Stellung der Staatsräte im Plenum des Staatsrats. Gegen die allzu pessimistische Beurteilung der außenpolitischen Lage. Glaubt an eine günstige Lösung der Kontributionsfrage. Hoffte auf eine Erleichterung von Rußland her. Heroische Gefäßtheit für den Fall einer Enttäuschung dieser Hoffnungen. Umtriebe gegen Stein in Königsberg. Beamtenrechtliche Fragen. Abhandlungen Vinckes und Kunths über die Organisation der Unterbehörden.*



Ew. Hochwohlgeb. Schreiben d. d. 9. m. c. erhielt ich gestern durch den Kurier.

Die Gründe, warum ich es für gut halte, die Fäden der Negotiation weder in Berlin noch in Paris abzubrechen, habe ich in einem Schreiben an den Grafen Goltz angegeben<sup>1</sup>, vielleicht hat es H. G. R. Nagler eingesehen und sagt Ihnen den Inhalt.

Nebst dem Pariser Geschäfte interessiert mich der Organisationsplan am meisten. — Nach reiflichem Nachdenken halte ich die Einrichtung, die man treffen will, im Pleno den Geh. Staatsräten ein *votum curiatum* zu geben, für fehlerhaft, da  $\frac{1}{8}$  *Votum* weder Verantwortlichkeit gibt, noch Interesse einflößt, noch Ansehen verbreitet. Ich glaube vielmehr, daß man jedem eine Stimme geben muß, dem Minister des Innern und der Finanzen allenfalls zwei, denn das Ansehen der Minister wird durch die Übersicht des Ganzen, die Besetzung der Stellen, den Vortrag bei dem König hinreichend aufrecht gehalten<sup>2</sup>.

Das ewige Schwanken zwischen Furcht und Hoffnung kann ich nicht billigen — ich glaube, [a)] daß unsere Lage gegen Napoleon im allgemeinen sich gebessert hat, b) daß man uns nicht vernichten will, c) daß wir das Problem der Zahlung der Kontribution lösen können, d) daß die Entwicklung der Angelegenheiten in der Türkei uns im Laufe des Sommers Luft schaffen werde.

Wenn aber auch alles dieses nicht wäre, wenn wir aufgelöst, zerstäubt würden, so muß man sich doch den kleinmütigen und unmütigen Gefühlen nicht überlassen — wie lange dauert denn diese Spanne Leben, und wer hat denn uns und unseren Zeitgenossen ein Glück verbürgt, das der größte Teil unserer Vorfahren entbehren mußte.

Mit den Königsberger, Elbinger und Memeler Kaufleuten sind wir hier auf das Reine, ich erwarte mir auch einen Erfolg von der holländischen Anleihe, die jedoch nicht statthaben kann und muß, als wenn die Evakuations-Konvention unterzeichnet ist.

Noch bemerke ich nicht, daß die Kabale, über deren Existenz H. v. Beguelin bereits an Sack geschrieben<sup>3</sup>, großen Einfluß gewonnen. Da wir auf die dem Kaiser gegebenen Erläuterungen<sup>4</sup> eine Antwort erwarten und man überhaupt nicht glaubt, daß er lange abwesend sein wird, weil er alle seine Minister zurückgelassen, so kann ich noch nicht abgehen, bis man sich überzeugt, daß alle Versuche zum Abschluß vergeblich sind.

Ich komme auf die einländischen Verhältnisse zurück. Die Amovibilität in Frankreich der öffentlichen Beamten ist zu groß, daher entsteht eine Vernachlässigung der Bildung und Vorbereitung zum öffentlichen Amt

<sup>1</sup> Vom 6. März 1808? Siehe oben Nr. 623.

<sup>2</sup> Vgl. Ritter, Stein S. 242 Anm. 13.

<sup>3</sup> Vgl. Ritter, Stein S. 326.

<sup>4</sup> Vgl. die Note Steins an Daru vom 7. April 1808, oben Nr. 660.

Zahlung sondern Sicherheit dadurch geleistet werden soll — in Erinnerung zu bringen und sie zu gleichmäßigen Erkenntnissen und zur Behauptung einer gleichförmigen Gesetzgebung, von der die Sicherheit des Eigentums abhängt, zu veranlassen.

Da die Bekanntmachung hievon nicht öffentlich geschehen konnte, so hielt der p. v. Kircheisen es für angemessen, mein Schreiben bloß in die juristische Monatsschrift, welche der Justiz-Kommissarius Mathis hier herausgibt, abdrucken zu lassen, wogegen ich nichts zu erinnern fand. Allein dieser eilte nun, solches auf eine unvorsichtige Weise in den hiesigen Zeitungen bekannt zu machen, und wahrscheinlich auf diesem Wege wurde der französische General-Administrateur Bignon und durch ihn der General-Intendant Daru darauf aufmerksam gemacht. Er hatte sich daher durch den p. Bignon eine Abschrift meines Schreibens von dem p. v. Kircheisen geben lassen und griff mich nun erst mündlich und dann in einer schriftlichen Note deshalb an, bezog sich auf die vorigen Verhandlungen, die er wegen der Herabsetzung der Tresorscheine von dem Nominal- auf ihren kursmäßigen Wert mit der Friedensvollziehungs-Kommission gepflogen habe und bestritt auch mir durchaus alle Einwirkung in die Landesverwaltung, wofür er mein Schreiben ansehen müsse, drohte mit Aufhebung des Kammergerichts, weil dasselbe diesen Befehl von mir angenommen habe, und bestand auf die Zurücknahme desselben.

In den jetzigen Verhältnissen und bei den wichtigern Gegenständen, die wir mit dem p. Daru zu verhandeln haben, hielt ich es für angemessen, hierunter nachzugeben. Ich antwortete ihm daher in diesem Sinne und meldete ihm, daß nach meiner dem p. v. Kircheisen gegebenen Erklärung der an das Kammergericht ergangenen Aufforderung keine Folge gegeben werden würde. Allein damit war der p. Daru noch nicht zufrieden, er verlangte in einer näheren weitläufigen Note vom 13. d. M. eine *Reparation du fait qui a donne lieu a cette Note*, worauf ich dann die ganze Verfügung an das Kammergericht wieder eingezogen und ihm solches unterm 14. d. M. gemeldet habe, seit welcher Zeit er sich über die Sache gar nicht weiter geäußert hat und sie also wahrscheinlich auf sich beruhen lassen wird.

Unterdessen ist der Sache selbst durch die im Kammergericht verbreitete und mit den Meinungen der Mitglieder selbst übereinstimmende gesetzliche Opinion auch dadurch auf allen Fall geholfen, daß die an das Geheime Ober-Tribunal ergangene Erinnerung nicht zurückgenommen ist und daher bei demselben danach gesprochen werden wird<sup>1</sup>.

E. K. M. ersehen aber aus diesem Vorfall von neuem, mit welcher weitgehenden Aufmerksamkeit und Eifersucht die französische Administration und namentlich der General-Intendant Daru die behauptete Zivilverwaltung und jeden Eingriff darin beobachtet und rügt. Neuere Beispiele davon

<sup>1</sup> Vgl. *Lehmann, Stein II S. 244f.*, sowie *Haussherr, Erfüllung und Befreiung S. 191*.



sind noch die, daß die Verordnungen wegen Aufhebung des Mühlenstein-Regals in Preußen und die auf E. K. M. allerhöchsten Befehl ergangene Bekanntmachung wegen der öffentlichen Verhältnisse gegen Schweden, in die hiesigen Zeitungen nicht haben eingerückt werden dürfen, sondern von dem p. Bignon bei der Zensur gestrichen sind.

Es veranlaßt mich dieses aber zu dem Antrage, auch von dort her mit aller Vorsicht verfahren zu lassen und besonders dem Kanzler Freiherrn von Schroetter aufzugeben, daß er die direkten Verhandlungen mit den Kollegien und Personen in den nicht evakuierten Provinzen endlich einstelle und nach dem Allerhöchst genehmigten Übereinkommen mit der hiesigen Immediatkommission derselben diese Verfügungen allein überlasse, denn es ist zu besorgen, daß wenn eine solche Verfügung an ein hiesiges Kollegium oder ein Bericht von demselben dorthin den französischen Behörden in die Hände fällt, sie ein solches Kollegium aufheben und den Personen wie der Sache dadurch sehr schaden würden.

Bis jetzt ist dieses durch die sorgsamsten Vorkehrungen der Immediatkommission und der Königlichen Hof-Post-Bedienten hieselbst noch verhütet, aber bei den beständigen Nachspürungen ist das Gegenteil leicht möglich, dagegen auf dem einmal Allerhöchst festgesetzten allgemeinen Wege durch die Immediatkommission der Gang der Geschäfte ohne Gefahr und so gut erhalten wird, daß bis jetzt nicht eine einzige Klage darüber an E. K. M. meines Wissens gelangt ist.

## 671. Immediatbericht Steins

Berlin, 19. April 1808

PrGStA., jetzt DZA II Merseburg, Rep. 89a XI 1 Vol. 1: Ausfertigung (Kanzleihand).

*Grundsätzliches Einverständnis mit der von der Kombinierten Immediatkommission beantragten Reduktion der Düttchen und Böhmen (Scheidemünze). Hält jedoch zum augenblicklichen kritischen Zeitpunkt eine solche Maßnahme nicht für ratsam, da die französischen Behörden und insbesondere Daru alle Vorgänge im preußischen Finanzwesen mit argwöhnischer Aufmerksamkeit verfolgten und man dem Generalintendanten jetzt keinen Anlaß zur Verstimmung geben dürfe. Rät aus dem gleichen Grunde auch von der durch Minister Schroetter in Antrag gebrachten erweiterten öffentlichen Bekanntmachung des Verbots der Silberausfuhr in den besetzten Provinzen ab.*

## 672. Stein an Bismarck

Berlin, 19. April 1808

PrGStA., jetzt DZA II Merseburg, Rep. 89a XII 11: Konzept (Kanzleihand) mit Korrekturen und Paraphe Steins, Abgangsvermerk: 18.[!].  
Druck: Alte Ausgabe II S. 404 (Regest).

*Billigt die Zusammensetzung des Ausschusses für die Verwaltung des durch Massows Verbannung verwaisten Zivil-Kommissariats. Wünscht die Zuziehung des Grafen v. Carmer, sowie die Beibehaltung des ständischen Komitees, insbesondere dessen Heranziehung bei den Unterhandlungen mit den Franzosen unter staatlicher Kontrolle. „Allenfalls kann man suchen, noch einige das öffentliche Zutrauen ver-*

## STEINS BERLINER MISSION

dienende Mitglieder hinzuzuziehen, auch für Glogau ein aus zuverlässigen Gutsbesitzern bestehendes Komitee zu bilden, da mancherlei Klagen gegen die Kammer entstanden sind.“<sup>1</sup> *Befürchtungen über eine weitere Steigerung der Bedrängnisse Schlesiens durch die geplante Anlegung der französischen Truppenlager. Unter Hinweis auf das Vorgehen der kurmärkischen Stände und Kammer wird auch die Breslauer Kammer zum Widerstand gegen diese Pläne ermuntert. „Forderungen, die nicht zu erfüllen sind, müssen einer überlegten Standhaftigkeit doch endlich weichen.“ Alle Maßnahmen zur Vermeidung von Not und Mangel, insbesondere eines Getreidemangels, seien nachdrücklich zu verfolgen. Die Herabsetzung der Truppenzahl sei unvermeidlich. Der neuzubildende Ausschuß zur Verwaltung des Zivil-Kommissariats müsse als eine selbständig handelnde Behörde auftreten, jeder Anschein einer Leitung von Königsberg aus nach Möglichkeit vermieden werden.*

### 673. Stein an Bismarck

Berlin, 23. April 1808

PrGStA., jetzt DZA II Merseburg, Rep. 89a XII 11: Konzept (Staegemann) mit Korrekturen und Paraphe Steins.  
Druck: Alte Ausgabe II S. 405 (Regest).

*Beilegung der Mißhelligkeiten zwischen Bismarck und dem ständischen Komitee. Im Hinblick auf die schwierige politische Lage in Schlesien sei die an sich wünschenswerte Umgestaltung des Komitees augenblicklich nicht ratsam. Die von Bismarck befürchteten Schwierigkeiten und Reibungen zwischen dem Komitee und der Kammer würden am besten dadurch vermieden, daß einige Mitglieder des Kammer-Ausschusses konsultativ an den Beratungen des Komitees teilnähmen und sie lenkten, jedoch „ohne die Autorität ihres Amtes sichtbar werden zu lassen“. Empfiehlt, das Komitee durch „anerkannt redliche und einsichtsvolle Mitglieder des Adels zu verstärken“. Einschärfung größter Vorsicht im Postverkehr, „da ihre Vernachlässigung mich in Mißverhältnisse mit dem Herrn General-Intendanten setzt, die auf das mir übertragene Hauptgeschäft den nachteiligsten Einfluß haben“<sup>2</sup>.*

### 674. Stein an das General-Komitee der schlesischen Stände (Breslau)

Berlin, 23. April 1808

PrGStA., jetzt DZA II Merseburg, Rep. 89a XII 11: Konzept (Staegemann) mit Korrekturen und Paraphe Steins.  
Druck: Alte Ausgabe II S. 405 (Regest).

*Beilegung der Mißhelligkeiten zwischen Bismarck und dem ständischen Komitee.*

Aus dem Schreiben eines Hochlöbl. General-Komitees der schlesischen Stände vom 20. v. M. habe ich die Mißverständnisse, die das vom Herrn Kammerpräsidenten v. Massow unterm 15. v. M. erlassene Schreiben verursacht hat, und die Absicht eines Hochlöbl. General-Komitees, sich eigenbeliebig aufzulösen, ungn. erfahren.

Es ist jetzt für niemand, der seinem Vaterlande und seinen Mitbürgern wohlwill, an der Zeit, wegen eines übelgewählten Ausdrucks oder aus Mißvergnügen wegen eines oder andern eingetretenen Vorfalls sich des übernommenen oder aufgetragenen Geschäfts zu entledigen, vielmehr ist es die Pflicht und das Kennzeichen des Patrioten, auch verkannt und mit Hinder-

<sup>1</sup> *Eigenhändiger Zusatz Steins.*

<sup>2</sup> *Eigenhändiger Zusatz Steins.*



nissen kämpfend seine Kräfte dem gemeinsamen Wohl aufzuopfern. Ich kann daher einem Hochlöbl. General-Komitee nicht den Wunsch verbergen, daß selbiges sich mit dem Herrn v. Bismarck freundschaftlich verständigen und an den Geschäften Anteil zu nehmen unsomehr fortfahren werde, als ich von den redlichen Gesinnungen des Herrn v. Bismarck und von seinem Eifer, das Interesse der Provinz zu befördern und den unglücklichen Einwohnern Schlesiens die Last der gegenwärtigen Verhältnisse zu erleichtern, überzeugt bin und zu den achtungswerten Mitgliedern des Komitees das Vertrauen habe, daß ihnen jede Form, unter welcher dieser Zweck der gemeinsamen Wohlfahrt erreicht wird, willkommen sein werde. Da die Mißverhältnisse zwischen dem Herrn v. Massow und den französischen Autoritäten dessen Entfernung zur Folge hatten, so war es am zweckmäßigsten, die bisherige Form der Administration durch die Kriegs- und Domänenkammern eintreten zu lassen und ihr durch die Wahl eines Ausschusses mehr Einheit und Festigkeit zu geben und eben dadurch sowohl die Kommunikation mit den französischen Autoritäten zu erleichtern, als auch [auf] die Provinz selbst kräftiger einzuwirken. Ich werde übrigens veranlassen, daß der Herr v. Bismarck den von einem Hochlöbl. Komitee der Kammer geäußerten Wunsch, zur Beschleunigung und Erleichterung des Geschäftsgangs einige Glieder der Kammer an den Beratschlagungen des Komitees teilnehmen zu lassen, erfülle.

675. Stein an die Grafen Reichenbach, Maltzan und Bethusy<sup>1</sup>

Berlin, 23. April 1808

PrGStA., jetzt DZA II Merseburg, Rep. 89a XII 11: Konzept (eigenhändig).  
Druck: Alte Ausgabe II S. 405f.

*Ohne auf die Mißhelligkeiten zwischen der Breslauer Kammer und dem ständischen Komitee weiter einzugehen, verlangt Stein von beiden Teilen Zurückstellung aller Beschwerden und einhellige Zusammenarbeit im Hinblick auf die allen gemeinsame Not des Vaterlandes.*

En admettant même l'existence de toutes les imperfections du personnel et de la forme de la Chambre de Breslau et l'impossibilité d'en éviter dans ce moment les suites ou d'en modifier les principes, je n'y trouverais qu'un nouveau motif pour vous, Messieurs, de redoubler de zèle et d'énergie pour adoucir le sort de votre patrie, pour garantir vos propriétés des abus de l'autorité et pour prouver votre attachement à votre souverain. Je ne puis, de ma position du moment, me permettre une opinion sur les causes du manque d'harmonie qui subsiste entre vous et la chambre provinciale, ni prendre une mesure efficace pour les faire cesser, mais je dois me borner à rappeler à toutes les parties les suites funestes que le manque d'union et de confiance doit avoir pour la province et la nécessité de faire taire tout autre

<sup>1</sup> Antwort auf deren Bericht vom 20. April 1808 (ebenda), in welcher der Kammer u. a. eine Bevorzugung der Städte auf Kosten des platten Landes vorgeworfen wurde.

sentiment que celui du dévouement pour la cause publique. J'écris dans le même sens à M. de Bismarck<sup>1</sup>, j'insiste qu'on oublie les anciens sujets de mécontentement, qu'on supprime les formes emportées [?] et inutiles, qu'on adopte un mode de délibération qui évite les longueurs des correspondances et le manque de secret dans les affaires. J'espère, Messieurs, que vous vous prêterez également à rétablir l'union si nécessaire et que, s'il y a des circonstances qui s'y opposent et que je suis à même de modifier, que vous voudrez me les indiquer.

676. Stein an Frau vom Stein

Berlin, 23. April 1808

Stein-A.: Ausfertigung (eigenhändig).  
 Druck: Alte Ausgabe II S. 406.

*Fortdauernde Unsicherheit über den endgültigen Bescheid der Franzosen auf die preußischen Zahlungsvorschläge vom 9. März 1808. Befürchtet weitere Verzögerungen wegen der Abreise Napoleons nach Spanien. Die politische Atmosphäre Berlins. Steins Tageslauf. Vincke in Berlin. Gräfin Werthern. Zweite Heirat von Marwitz.*

J'espère, ma chère amie, que vous aurez reçu ma lettre que je vous ai envoyée par une voyageuse et que vous saurez à peu près vous expliquer mes incertitudes et l'impossibilité dans laquelle je me trouve de prendre un parti pour l'avenir, comme je ne sais quand ils finiront et comment. Je ne puis quitter Berlin avant que d'avoir reçu une réponse décisive d'une nature quelconque de Paris, et le voyage de l'Espagne annonce de nouveaux retards. Il se peut que tout ceci traîne, et je vous conseillerais d'aller à Nassau pour jouir des premiers beaux jours du printemps.

Le séjour de B[erlin] est odieux, on n'entend et ne voit que des personnes souffrantes et qui se plaignent, beaucoup de personnes s'éloignent, les Riedesel sont allés à Altenbourg, les Redens partent demain pour Buchwald, et je me trouverai assez isolé. Je travaille, je suis mes affaires, je me promène tous les jours une heure avec le Général Goltz<sup>2</sup>, je vais le soir après huit heures chez ma soeur<sup>3</sup> où je trouve ordinairement quelque société, Mme. de Brühl, Ancillon etc.

Vincke est ici et attend les événements.

La santé de ma soeur va mieux depuis que la bonne saison lui permet de sortir tous les jours en voiture [ . . ].

Le Major Marwitz épousera, à ce qu'on dit, la Comtesse Moltke l'aînée, et veut reprendre alors la petite Fanny chez elle, ce qui désespère la pauvre Comtesse Charles<sup>4</sup>.

<sup>1</sup> Siehe oben Nr. 673.

<sup>2</sup> Vgl. oben Band II/1 Nr. 284 und 352.

<sup>3</sup> Werthern, die damals in Berlin lebte.

<sup>4</sup> Diese Heirat kam erst im April 1809 zustande. Vgl. F. A. L. v. d. Marwitz, hg. F. Meusel, Berlin 1908, I S. 400 Anm. 2. — Fanny war die Tochter von Marwitz aus seiner ersten Ehe mit der Gräfin Fanny Brühl.



Vous aurez vu par les gazettes la mort de la pauvre Princesse Loulou<sup>1</sup> — la mère est dans une affliction extrême [ . . ].

677. Niebuhr an Stein

Amsterdam, 23. April 1808

PrGStA., jetzt DZA II Merseburg, Rep. 151a Tit. III Sect. 1 Nr. 8: Ausfertigung (eigenhändig).  
 Druck: Trende, Niebuhr S. 29 ff.; Alte Ausgabe II S. 407 f. (Teildruck).

*Ausführlicher und im ganzen noch hoffnungsvoller Bericht über die Lage des Geldmarktes und den Stand der Anleiheverhandlungen in Amsterdam. Sieht in der Anleihe die einzige und letzte Möglichkeit Preußens, aus seiner gegenwärtigen Finanznot herauszukommen. Schwierigkeit der Verhandlungen bei dem geringen Staatskredit Preußens und der teilweise recht geringen Sicherheit der angebotenen Pfänder.*

[ . . ] Ew. Exz. finden [ . . ] in der Notwendigkeit und einer allerdings bewährten Erfahrung, daß ein sich selbst zurückgegebenes Land unglaublich viel leisten kann, den Mut, daß es möglich sein werde, auch wenn die Ressource eines ausländischen Anleihens fehlschlägt, dennoch die Bedingungen der Konvention zu erfüllen. Ich muß gestehen, daß ich weit davon entfernt bin, diesen Mut zu haben und vielmehr bei der tiefen Erschöpfung aller Provinzen und ihrer Entblößung von barem Gelde, eine Anleihe, selbst die allerdrückendste, nicht nur für das wohltätigste und mit dem Retablisement des Landes am leichtesten zu vereinigende, sondern schlechterdings für das einzige Mittel halte, die von Frankreich vorgeschriebenen Gesetze zu erfüllen.

*[Die Lage am holländischen Geldmarkt. Fremde (spanische, sächsische, neapolitanische) Anleihen, ihre Unterbringung und ihre Verzinsung.]*

In diesem Zeitpunkt erscheinen wir als Geldsuchende, und unter welchen Umständen unsers Staats! Es ist überflüssig, sich das Gemälde davon zu wiederholen. Aber es muß sogar der Geschichte aufgehoben werden, daß während der Sieger seinen unversöhnlichen Haß in unabittlicher Grausamkeit und verächtlichen Äußerungen zeigt und das Elend des Landes das Gespräch von Deutschland geworden ist, aber ohne wehmütiges Mitgefühl, wie der stupide Pöbel über eine Hinrichtung schwatzt, deutsche Schriftsteller, ihres Publikums würdig, in Büchern, die man teils im Original, teils in französischen und holländischen Übersetzungen auf allen Tischen findet, unserm Unglück Hohn sprechen und bei allen, die ihnen Gehör geben, Verachtung gegen uns erregen. Sowohl die „Galerie“<sup>2</sup>, welche doch wenigstens teuflisch ist, als sogar die „Vertrauten Briefe“<sup>3</sup> haben, nach der Versicherung eines sehr kompetenten Mannes, hier einen Absatz und eine Zirkulation wie kein andres deutsches Buch, der Holländer verachtet die Verfasser, er verabscheut sie vielleicht, aber er glaubt ihnen nur zu vieles.

<sup>1</sup> Vgl. oben S. 699 Anm. 2.

<sup>2</sup> „Galerie preußischer Charaktere“ (1808), politische Schrift von Friedrich Buchholz. Vgl. Granier, Franzosenzeit S. 126 u. ö.

<sup>3</sup> Vgl. oben S. 655 Anm. 2.

Ich möchte anstehen, in einem Bericht, der seiner Natur nach von Ew. Exz. nicht vernichtet werden wird, mit nackten Worten zu sagen, wie viele hier unsere Lage betrachten, aber darf ich die Wahrheit verschleiern? Man hält unsern Staat für verurteilt und glaubt, daß unsere Vertilgung, sei es, daß wir ganz verraten wären, oder daß man des ohnmächtigen, vorübergehenden, durch Raubteilung zu besänftigenden Verdrusses ehemaliger Freunde spotte, beschlossen sei. Daß ich diese Ansicht, welche mir jedesmal mit einer zu fürchterlichen Wahrscheinlichkeit das Herz zusammenpreßt, mit allen Gründen und selbst Sophismen, die sich erfinden lassen, bestreite, davon bitte ich Ew. Exz. überzeugt zu sein; es würde mir auch wohl mit allen gelingen, nur mit Labouchère<sup>1</sup> kann es nicht gelingen. Ich fürchte, ich fürchte, er weiß zuviel. Ich müßte ein Buch schreiben, wenn ich Ew. Exz. die vielen Anspielungen, die verwundenden hingeworfenen Worte dieses Manns darstellen wollte, welche mich nach dem, was ich von seinen Verbindungen mit dem Duc de Benevent weiß, zittern machen. Immer aber beharre ich, ohne irre zu werden dabei, daß alles nur an der Berichtigung der Kontribution liege, und, diese bezahlt, unsre Autonomie als ein zwar schwacher, aber ehrsichtsloser und nur auf inneres Wohl bedachter Staat sicher sei.

Also von dem, was eigentlich Staatskredit heißen kann, ist für uns die Rede jetzt nicht, wir können nur auf Pfand Geld erwarten. Wahres, von politischen Ereignissen unabhängiges Pfand können wir nur in einem beschränkten Maß anbieten; wer über unsre Zukunft trübe sieht, muß auch unsre Domanialsicherheit bedenklich finden. [. . .] Selbst für die an sich so annehmlchen Sicherheiten des Kurfürsten besorge ich den Einwurf, daß sie in ihren Händen nicht geschützt wären, sondern ihnen entrissen werden könnten<sup>2</sup>. [. . .]

678. Stein an Kanzler Schroetter

Berlin, 25. April 1808

PrGStA., jetzt DZA II Merseburg, Rep. 151a Tit. VIII Sect. 1 Gen. Nr. 1a Vol. 1: Konzept (Staegemann), Paraphe Steins.

Druck: Alte Ausgabe II S. 408f.

*Vorbereitung des Hausgesetzes über die Aufhebung der Unveräußerlichkeit der Domänen in der Hoffnung auf den baldigen Abschluß des Kontributionsabkommens und die daran anschließende Räumung des Landes.*

Ew. Exz. ist es aus den Verhandlungen des ostpreußischen Generallandtags bekannt, was über die Aufhebung der Unveräußerlichkeit der Domänen

<sup>1</sup> Der leitende Mann des Bankhauses Hope u. Co., das allein für die Unterbringung der gesuchten preußischen Anleihe in Frage kam, der eigentliche Finanzdiktator des damaligen Holland.

<sup>2</sup> Die Verhandlungen Niebuhrs in Amsterdam blieben ergebnislos; aus den sachlichen Differenzen in der Anleihefrage, die zwischen ihm und Stein auftraten, entstanden außerdem gewisse persönliche Spannungen zwischen beiden Männern, die sich noch lange hinzogen. Dazu Hausherr, Erfüllung und Befreiung S. 189.



angetragen und von des Königs Majestät bereits beschlossen worden. Obwohl diese Angelegenheit, solange die Evakuation der von den französischen Truppen besetzten Provinzen nicht erfolgt ist, mit Vorsicht und Verschwiegenheit behandelt werden muß, so finde ich doch, da die Sache sich hoffentlich ihrem Ziel nähert, die Vorbereitungen dazu nötig. Ich habe deshalb in der Anlage einen Entwurf der von des Königs Majestät mit Zustimmung der Königlichen Prinzen und Zuziehung der Stände zu vollziehenden Akte anfertigen lassen, die gefälligst zu prüfen ich Ew. Exz. ergebenst ersuche. Extrakte und Abschriften der sämtlichen im Archiv vorhandenen Hausverträge habe ich in einem besonderen Konvolut zu Ew. Exz. Benutzung beigefügt. Demnächst wird die Bevormundung der 4 minderjährigen Königlichen Prinzen erfolgen müssen. Es wird am zweckmäßigsten sein, daß des Königs Majestät Ew. Exz. diese Vormundschaft übertragen. Ich ersuche Ew. Exz. bei Erteilung Ihres Gutachtens über das Hausgesetz auch über die Bevormundung der Königlichen Prinzen Ihre gefällige Meinung mir mitzuteilen.

## 679. Immediatbericht Steins

Berlin, 26. April 1808

PrGStA., jetzt DZA II Merseburg, Rep. 89a XI 1 Vol. 2: Ausfertigung (Kanzleihand).  
 Druck: Alte Ausgabe II S. 412 (Regest).

*Die Verhandlungen mit Daru über die Reduktion der Scheidemünze. Meldet, daß Daru unter dem Eindruck der in Berlin entstandenen Volksbewegungen seine bisherige unzugängliche Haltung aufgegeben und sich bereit erklärt habe, die Scheidemünze nach dem Silberwert in den französischen Kassen anzunehmen. Als Entschädigung für den dadurch den französischen Kassen entstehenden Verlust an der bereits in ihrem Besitz befindlichen Scheidemünze habe Daru die Zahlung von einer Million Francs gefordert, die ihm bewilligt worden seien. Erbittet des Königs Genehmigung zu diesen Maßnahmen.*

## 680. Immediatbericht Steins

Berlin, 26. April 1808

PrGStA., jetzt DZA II Merseburg, Rep. 151a XXI Nr. 4: Konzept (Staegemann), Vermerk „Zur höchsteigenhändigen Entsiegelung“; Rep. 89a XXXIII 1: Ausfertigung (Kanzleihand).  
 Druck: Alte Ausgabe II S. 409 (Regest).

*Bericht über die Lage der Unterhandlungen mit den Ständen der einzelnen Provinzen und den Kaufleuten über die Ausstellung von Obligationen und Wechseln in Höhe von je 50 Mill. Frs. zur Bezahlung der Kriegskontribution. — Aufbringung der 50 Millionen Pfandbriefe durch a) die ostpreussische Landschaft (7 Mill. Tlr.), b) die Kur- und Neumark (8 Mill. Tlr.) gegen wiederkäufliche Übereignung von Domänen-Grundstücken im Wert von 12 Millionen Talern, da dort kein landschaftliches Kredit-system wie in Ostpreußen bestehe, c) die Stände von Vor- und Hinterpommern ( $3\frac{1}{4}$  Mill. Tlr.), ohne eine Sicherung zu fordern, d) Schlesien, das mit Rücksicht auf den dortigen geringen ohnehin schon mit 600 000 Talern belasteten Domänenbestand nur mit 1 Mill. Tlr. herangezogen worden sei. Insgesamt ergeben sich also ständige Obligationen im Wert von  $19\frac{1}{4}$  Mill. Tlr. od. 71 Millionen Frs., also 21 Millionen Francs mehr, als eigentlich erforderlich waren.*

## STEINS BERLINER MISSION

*Die Aufbringung der kaufmännischen Wechsel. Hiervon habe die Kaufmannschaft von Stettin 2 Millionen Francs, die Kaufmannschaft zu Breslau 15 Millionen, vier Berliner Bankhäuser ebenfalls 15 Millionen, die Kaufmannschaft zu Elbing 3, die Kaufmannschaft zu Königsberg 15, die Kaufmannschaft zu Memel wiederum 3 Millionen Francs übernommen. Die Bürgschaftsforderungen der Breslauer, Berliner, Elbinger, Königsberger und Memeler Kaufleute, insbesondere der drei ostpreussischen Städte und der ihnen zur Beschwichtigung ihrer Besorgnisse übergebene Nachweis der vorhandenen Zahlungsmittel. Für den Fall, daß die Deckung der 50 Millionen Wechsel nicht rechtzeitig herbei geschafft werden könne, schlägt Stein vor, die gesamte fehlende Summe als außerordentliche Kriegssteuer auf die einzelnen Provinzen verteilen zu lassen.*

681. Büsching an Stein

Berlin, 26. April 1808

PrGStA., jetzt DZA II Merseburg, Rep. 89a XI 1 Vol. 2: Ausfertigung (eigenhändig).  
Druck: Alte Ausgabe II S. 409ff.

*Brotmangel und Unruhen in Berlin als Folge der Aussaugung des Landes durch die Besatzungstruppen und des von den französischen Autoritäten geförderten Währungszerfalls.*

Seit vier Tagen fängt es leider an, in hiesiger Residenz sehr unruhig zu werden, und ich halte mich verpflichtet, Ew. Hochfreih. Exz. davon und von den Veranlassungsgründen dazu schriftlich Bericht abzustatten, damit S. M. der König davon auch näher unterrichtet werden können. Der Vorwand zu diesen Unruhen wird in dem Mangel an Brot vom Publikum gesetzt, und es versammeln sich daher vor vielen Bäckerläden eine Menge Menschen, wovon ein Teil unter dem Vorwand, bei anderen Bäckern kein Brot bekommen zu können, sich zudrängt, um Brot zu erhalten, andere aber nicht bloß aus Neugierde, sondern auch augenscheinlich, um Unruhen zu erregen und die Gemüter zum Mißmut und Aufwiegelung zu stimmen, sich unter die Konsumenten mischen. Unter der letzteren Klasse zeichnen sich besonders Straßensjungen und Tagelöhner, die vielleicht in Not stecken, zuweilen aber auch Leute aus höhern Ständen aus, welche öffentlich die ganze Schuld auf das Polizeidirektorium, auf die übrigen öffentlichen preussischen Autoritäten, sowie auf die Bäcker schieben und gefährliche Drohungen gegen alle diese ausstoßen. Durch die genommenen Polizeimaßregeln und die von seiten des kaiserl. französischen Gouvernements getroffenen ernstlichen Dispositionen, wovon ich den Tagesbefehl hier untertänigst in Abschrift beifüge, ist es indessen bis jetzt noch zu keinem beträchtlichen Exzeß gekommen, außer daß bei zweien Bäckern die Fenster eingeschmissen worden sind, die gerade zu den rechtlichsten Meistern gehören und alles tun, um das Publikum und besonders ihre gewöhnlichen Kunden möglichst zu befriedigen.

Auch hat man bereits verschiedene Personen arretiert, welche sich öffentlich als boshafte Aufwiegler gezeigt haben. Leider ist es gegründet, daß durch die unglücklichen Konjunkturen und Drangsale einige Bäcker schon



ganz verarmt sind und ihre Profession daher nicht mehr fortsetzen können; sehr viele Bäcker aber sind im Sinken und treiben zwar noch ihr Gewerbe, aber nur schwach, indem sie nicht imstande sind, bei den ungeheuren Getreidepreisen sich die nötigen Vorräte anzuschaffen, und dies ist wiederum der Grund, warum das Publikum bei diesen nicht völlige Befriedigung findet und sich daher größtenteils mit seinen Forderungen ganz auf die vermögenden Bäcker wirft, die auch alles tun, um durch die äußerste Anstrengung die sich attroupierenden Konsumenten zu befriedigen und im ganzen soviel schaffen, um alle Einwohner befriedigen zu können, wenn selbige nur nicht aus ungegründeter Furcht sich große Vorräte von Brot kaufen wollen, als welches alles täglich geschieht und die anscheinende Not vermehrt.

Demohnerachtet läßt sich bis jetzt behaupten, daß im Ganzen es noch nicht an den nötigen Vorräten an Mehl und Getreide bei den Bäckern fehlt, nur ist die Abmahlung des letztern bei dem jetzigen hohen Wasserstande sehr schwierig und geht nicht nach Wunsch von statten. An Weizen fehlt es gar nicht, und steht derselbe mit dem Roggen fast in einem Preise [ . . ].

Ganz anders dagegen verhält es sich mit dem Roggen. In der Provinz selbst ist wegen der ungeheuren Konsumtion der französischen Truppen nichts mehr vorhanden, und auf den hiesigen Wochenmärkten fällt die Getreidezufuhr seit 14 Tagen schon beinahe ganz weg, nachdem sie vorher auch schon äußerst kärglich gewesen.

Die Wasserzufuhr ist durch den lang angehaltenen Spätwinter lange gesperrt gewesen, und noch bis jetzt ist die Wasserzufuhr an Roggen [ . . ] viel zu geringe, indessen werden in diesen Tagen wiederum beträchtliche Quantitäten Roggen aus dem Magdeburgischen erwartet, und dürfte bis gegen die Ernte wohl noch kein eigentlicher Mangel zu befürchten sein, alsdann aber könnte die Not groß werden, wenn nicht bis dahin Rat zu schaffen gesucht wird. Aus Preußen, Pommern, dem Großherzogtum Warschau und Schlesien, wo sonst besonders viel Roggen hierhergebracht wurde, kommt jetzt nichts, und unser ganzes Wohl und Wehe beruht daher jetzt auf der Zufuhr aus dem Magdeburgischen; wird dort aber die Exportation verboten, so sind wir unstreitig verloren, und es muß hier ein Brotmangel mit allen seinen schrecklichen Folgen notwendig eintreten.

Das Polizeidirektorium kann an und für sich selbst die Zufuhr nach der Stadt nicht befördern, da dies die Sache der Landes-Polizeibehörde ist, indessen hat es die Konsumenten und Getreidehändler auf alle Weise aufgefordert, ihren Bedarf im Magdeburgischen zu kommittieren und schleunigst herzuschaffen, auch wird es nicht ermangeln, die übrigen hier vorhandenen preußischen Behörden fortwährend dahin zu vermögen, daß diese Besorgnis wegen eines künftigen Mangels nicht eintreten möge.

Zu alledem kommt noch, daß das umliegende platte Land, auch beinahe von allem Brotgetreide wegen der ungewöhnlichen Konsumtion der dort einquartierten französischen Truppen entblößt, sich gleichfalls seinen Brot-



bedarf aus der Stadt nimmt und dadurch den anscheinenden Mangel noch vermehrt, da man wohl rechnen kann, daß täglich für einige hundert Taler Brot, besonders an Markttagen, aus der Stadt gehen, folglich der inneren Konsumtion entrissen werden. Wegen der vorhin geschilderten Not des Landmannes in der umliegenden Gegend wird aber diese Exportation schwerlich ganz zu verhindern sein, ohnerachtet das Polizeidirektorium darauf Bedacht genommen.

Das ganze Unglück, was der Stadt droht, liegt aber eigentlich lediglich in dem Sinken der Münze, welche heut gegen Courant 58 Prozent verliert, folglich schon unter ihrem wahren Wert gefallen ist, an welchem letzterem die zugleich mit zirkulierende falsche Münze wohl vorzüglich mit schuld ist. Wenn daher wegen der Münze nicht schleunigst ein Regulativ getroffen wird, so ist den traurigsten und fürchterlichsten Auftritten mit Gewißheit entgegen zu sehen, weil nicht nur allgemein aller Verkehr dadurch erschwert, sondern es auch bestimmt soweit kommen wird, daß der ärmere Bäcker keine Vorräte mehr anschaffen und der ärmere Konsument das Brot nicht mehr bezahlen kann<sup>1</sup>. Hierzu kommt noch das Übel, daß sich so erstaunlich viel falsche Münze einschleicht und daß die desfalls vorgeschlagenen Maßregeln zur Abhelfung von dem französischen Gouvernement bis jetzt noch nicht genehmigt worden und daß selbst hierdurch das Sinken der Münze noch vermehrt wird. [. . .]

Das Courant ist aber beinahe gar nicht mehr zu haben, weil es so sehr exportiert worden, und der, welcher es braucht, muß es daher mit ungeheurer Aufopferung verwechseln, wobei die Agioteurs hinreichenden Spielraum zur Befriedigung ihres Interesses finden, wodurch das Publikum natürlich zu großen Beschwerden veranlaßt wird.

Da die Unruhen in der Stadt gestern vorzüglich groß waren, so ist das französische Gouvernement auf dringendes Ansuchen zur möglichsten Abwendung derselben bewogen worden, gestern Abend 100 Tonnen Roggenmehl vorschußweise auf ihre Magazine anzuweisen, wodurch der ärmere Bäcker, besonders der, welcher schon seit einigen Tagen nicht mehr backen können, in den Stand gesetzt wurde, wieder zu backen und das Publikum in seinem Revier zu befriedigen, auch hat das französische Gouvernement diesen ärmeren Bäckern das nötige Holz vorschußweise verabreichen lassen.

Hierdurch ist die Ruhe am heutigen Tag ziemlich wieder hergestellt worden, und man sieht nur wenige und geringe Attroupements vor den Bäckerläden. Sobald nun wegen der Münze auf irgend eine Weise ein Regulativ getroffen sein wird, wird gewiß Ruhe und Ordnung völlig wieder hergestellt werden, denn hierin liegt vorzüglich alles das Unglück, was uns bedroht.

<sup>1</sup> Die hier geschilderten Vorgänge, unter denen allmählich auch die französischen Truppen selbst zu leiden anfangen, veranlaßten schließlich Daru, der von Preußen längst gewünschten Reduktion der Scheidemünze in den besetzten Gebieten zuzustimmen. Vgl. Hausserr, *Erfüllung und Befreiung S. 190f.*



## 682. Immediatbericht der Minister Stein und Schroetter

Berlin, 28. April/Königsberg, 7. Mai 1808

PrGStA., jetzt DZA II Merseburg, Rep. 89a VIII Vol. 2: Konzept (Vineke) und Ausfertigung (Kanzleihand).  
Druck: Alte Ausgabe II S. 415 (Regest).

*Im Hinblick auf die notwendige Veräußerung von Domänen im Wert von 50 Millionen Francs soll bei Neuverpachtungen alles so geregelt werden, daß von vornherein auf einen möglichen Verkauf Rücksicht genommen und zugleich die volle Ausnutzung der Domäne gesichert wird. Scharfe Kritik der bisherigen „äußerst fehlerhaften, trügerischen, bloß die ungebührliche Bereicherung der Pächter versichernden Veranschlagungsmethoden“ in den Provinzen mit Ausnahme Ostpreußens. Zuziehung eines „rechtschaffenen, uninteressierten, verständigen, praktischen Landwirts“ von seiten der Kammern bei der Neuregelung der Pachtverhältnisse der einzelnen Domänen gefordert. Die Pächter seien zu verpflichten, sich jede Änderung der bestehenden Verhältnisse in bezug auf die Geld- u. Naturalgefälle, die Fabrikations-Anstalten, die Vorwerke, die Dienste gegen entsprechende Ermäßigung der Pachtsumme gefallen zu lassen<sup>1</sup>.*

## 683. Schlabrendorff an Stein

Paris, 28. April 1808

Stein-A.: Ausfertigung (eigenhändig).  
Druck: Alte Ausgabe II S. 412ff.

*Dank für Steins Verwendung um die Aufhebung des Sequesters seiner Güter. Deutet aus seiner philosophisch-philanthropischen Weltanschauung heraus die innere Problematik und Schwäche des napoleonischen Frankreich an.*

[Vermerk Steins:] „Die Güter des Gr. Schl[abrendorff] waren sequestriert wegen seiner zwanzigjährigen Entfernung, und auf meine dem König gemachte Vorstellung ward der Sequester aufgehoben<sup>2</sup>“.

Mit welchem Eifer Ew. Exz. sich zu meinem Besten verwendet haben und mit welchen ehrenvollen Ausdrücken, das konnte mir nicht ganz verschwiegen bleiben. Ihnen sagen, daß ich es wisse, ist vielleicht unter allen Dank-sagungen die anständigste. Denn was bei solchen Anlässen gegenseitig gefühlt und geglaubt wird, verträgt selten den Prunk einer zierlichen Darstellung.

Hätte das Ihrer Handlungsweise so willig gezollte Dankgefühl noch einer besondern Auffrischung bedurft, so ward auch dafür gesorgt; durch den Abfasser nämlich der Ordre an das Kabinettsministerium, dessen Wendungen mein Betragen in ein künstliches Zwielficht setzen. Vermutlich der nämliche Mann, der, als ich vorstellte, wie meine Verstoßung vom nächstobersten Platze im Magdeburger Domstift meine öffentliche Ehre angreife, auch meine durch lebenslanges Warten ansehnlichen Einkünfte keineswegs dem vom Könige neu Beschenkten, sondern lediglich meinen Hintermännern zufielen, darauf nach zweimonatlichem Schweigen erwiderte: meine (bar-erkaufte) Präbende könne mir nicht gelassen werden, weil sie eigentlich

<sup>1</sup> Grundsätzlich zustimmende Kabinettsordre an Stein und Schroetter vom 12. Mai (Konzept Klewitz) ebenda.

<sup>2</sup> Vgl. dazu oben Nr. 497 und 566.

nur der Lohn wirklicher Verdienste sein sollte. Treuherziger freilich war der Konsistorialpräsident Schewe in seiner Versicherung, das Kabinett habe gar nicht anders handeln können, weil das Capitul (die anwesenden Raublustigen) auf Vergebung gedungen hätte; ein aktenmäßiges Geständnis, dem das Siegel öffentlich aufgedruckt ward durch den eben so schleunigen als schamlosen Ankauf der verschenkten untersten Stelle für des Domdechants eigenen Sohn, welcher nun die oben vorgenommene Rückung und Raubverteilung sicherstellte. Auf dergleichen schiefen Wegen erhielt jene ursprünglich in Schlesien aus Privatabsichten angezettelte, an sich eben nicht gefährliche Verfolgung plötzlich einen für mein Ehrgefühl höchst kränkenden Ausschlag.

Verdiente es nicht wenigstens den Namen einer niedrigen Kurzsichtigkeit, mich zur nahliegenden Rache zu reizen, zur Anrufung einer fremden Macht, vor der man zitterte, und die so willig sich eingemischt hätte? Denn, was meine Zunge damals und späterhin lähmte, was mich taub machte, so oft ein dienstfertiger Mittelsmann anklopfte, jenes höhere Gefühl in mir, ist doch wohl schwerlich geahnet, schwerlich darauf gefußt worden.

Doch, jene Ränke hier zu entwickeln, lag außer meiner Absicht. Auch dem Könige hab ich, ohne das Vergangene oder mein persönliches Betragen zu erwähnen, ehrerbietig gedankt, wie ich es ihm schuldig war, nur auf eine Weise, wie ich es mir selbst schuldig zu sein glaubte.

O wie gerne vergäß ich alle persönlichen Widerwärtigkeiten, besonders da ich nicht abzuleugnen begehre, daß sie zum Teil aus zu weit getriebener Arg- und Sorglosigkeit flossen, fände nur mein Auge einigen Trost auf irgend einem Standpunkte öffentlichen Wohls. Allein es hat ein übles Geschick nun schon seit Jahren mich zum traurigen Geschäfte der Cassandra bestimmt, mir bei schuldlosem Herzen die Ruhe geraubt, bei mäßiger Lebensweise die Gesundheit zerrüttet. Nicht daß ich einen Augenblick an der Menschheit verzweifelte. Diese höchste aller irdischen Vorstellungen und Hoffnungen kann nur durch wahnsinnige Grämelei oder viehische Betäubung untergehen. Nur haftet die Menschheit nicht ausschließlich an vorüberfliegenden Zeitumständen, an einzelnen Leiden mancher Völkerschaft. Ist und bleibt die Entwicklung des Menschengeschlechts unsere höchste, unsere unausgesetzte Sorge, so gibt es für jeden Augenblick dennoch weit näher liegende.

Wahr ist es, die Leidenden fangen an, die Ursachen in sich selbst aufzusuchen, und wie spät auch diese Selbstprüfung stattfinde, so ist sie ein ersprißliches Geschäft. Vielleicht aber blieb man in hinlänglicher Erkenntnis des großen Antreibers und Umstürzers noch meistens weiter zurück. Leider muß ich im voraus zugeben, daß zur Beendigung der wesentlichsten bereits auf dem Teppich liegenden Geschäfte eine solche Erkenntnis keine neuen Mittel liefert. Dennoch ist sie zum steten Überblick des Ganzen unentbehrlich, und dieser Überblick kann doch morgen oder übermorgen von großer Wichtigkeit sein.



Wenn fast jeder ungewöhnliche Mensch seinen Zeitgenossen ein schwer zu entzifferndes Rätsel bleibt, so gibt es noch weit seltenere Ausartungen, fast möchte ich sagen, Entmenschungen<sup>1</sup>, die sich eigentlich nur als bloße Tatsachen begreifen lassen. Nicht, weil solch eine Ausartung etwa nur bei wenigen Menschenkindern möglich wäre, sondern weil das Wunder im fortdauernden Zusammenflusse von begünstigenden Umständen besteht. Was außer den Grenzen unserer Natur zu liegen scheint, dünkt uns überirdisch erhaben oder toll. Bei alltäglichen Vorfällen stimmt die Menge sogleich für das letztere, bei alleinstehenden Ereignissen stets für das erstere. Allein warum? Liegt nicht vielmehr in jeder vorsätzlichen Unbegrenztheit eines Menschen die unverkennbarste aller Tollheiten? Man wende den Satz auf den Spieler an, auf den Kaufmann, kurz auf welche Lage man wolle, bleibt nicht die Behauptung gleich wahr? Oder setzt nicht jede Art menschlicher Weisheit irgend eine Grenzbestimmung voraus? Von Sittenlehre ist vollends gar nicht die Rede, denn gerade diese ist es, die alle großen Geschäfte bei jedem einzelnen Schritte einengt und verwickelt. Es muß sie hassen oder leugnen, wer unbegrenzt sein will. Hat er sie ganz aus sich weggeschafft, so gibt er seinen übrigen Kräften Adlersflügel, bis — beim geringfügigsten Anlasse er sich den Kopf einrennt.

Unter den mannigfaltigen Wegen, auf welchen ich mir vorzustellen suche, was zufolge anhaltender Beobachtung unleugbar vorhanden ist, obgleich es an und für sich selbst kaum erweisbar sein möchte, gehört auch folgender. Menschliches Erkennen, insofern es gerechtfertigt werden soll, fließt aus Urteilen. Aber ist jedes menschliche Urteil eine echte Quelle? Das pflegen wir so wenig zu behaupten, daß je nach der erscheinenden Wichtigkeit des Falles wir uns mancher Läuterungsmittel bedienen. Der erste Rechtszug geht an den Urteilenden selbst; nämlich unter veränderten Umständen. Demnächst aber an unbefangene Sachkenner, an sämtliche Mitbürger, an die ganze Zeitgenossenschaft. Zuletzt an die Nachwelt oder Menschheit. Weiter reichen wir nicht und nur wenige so weit. Aber wie, wenn es einen Menschen gäbe, der die allererste Läuterung, sogar die in seinem eigenen Selbst, schlechterdings verwürfe? fast nie als nach augenblicklichen Eingebungen entschiede? Ich meine, es gibt einen solchen, und nicht im Tollhause. Fragt man, wie kann es solch einen Menschen geben? so läßt sich eben nicht so leicht und kurz antworten, am kürzesten vielleicht durch eine andere Behauptung. Reines Gefühl, diese unversiegbare Quelle des Forschens und eben deshalb des Zweifels, kann im Menschen untergehen, gewiß bis zu dem Grad untergehen, daß es gar nicht mehr in Anschlag gebracht werden dürfe.

---

<sup>1</sup> Vgl. dazu Stein in den „Staatswissenschaftlichen Betrachtungen“ über Napoleon: „Die gänzliche Abwesenheit leitender moralischer Grundsätze und Gefühle ist eine Folge einer seltenen ursprünglichen Entmenschung.“ (*Alte Ausgabe III S. 498*).

Doch wohin könnten mich nicht am Ende dergleichen Allgemeinheiten führen? und in einem Briefe an einen Staatsmann, dem es wahrlich an dringenden Geschäften des Augenblicks nicht fehlen kann? Werd ich nicht wie ein ganz unheilbarer Grübler erscheinen? Besser würd ich vielleicht im mündlichen Gespräch mich aus der Sache ziehen, denn da würd ich Ihre Fragen meinen Leitstern sein lassen. Bis ich eines solchen Gesprächs mich erfreue, und an meiner Sehnsucht nach demselben fehlt es nicht, zählen Sie mich wenigstens unter diejenigen, die mit dankbarer Gesinnung und ungeheuchelter Ehrerbietung sich nennen, Ew. Exz. ganz gehorsamer Diener.

684. Immediatbericht Steins

Berlin, 29. April 1808

PrGStA., jetzt DZA II Merseburg, Rep. 89a XXV 4: Konzept (Staegemann) mit Korrekturen Steins; ebenda: Ausfertigung (Kanzleihand). — Nach dem Konzept.  
 Druck: Alte Ausgabe II S. 416f.

*Betr. die gegen Frey erhobenen disziplinarischen Vorwürfe wegen seiner Äußerungen gegenüber Oberstlt. von Schlieffen. Da Freys Kritik an den bestehenden Zuständen vertraulich und in der Sache berechtigt gewesen sei und er sich nur in der Form erheblich vergriffen habe, so beantragt Stein, es bei einem Verweis gegen Frey bewenden zu lassen.*

E. K. M. haben mir mittelst allerhöchster Kabinettsordre vom 19. d. M.<sup>1</sup> zu befehlen geruht, über die gegen den Geh. Kriegsrat Frey wegen seiner Äußerungen in der ehrerbietigst wieder beigefügten Korrespondenz mit dem Oberstlieutenant von Schlieffen meine Meinung zu sagen.

Den p. Frey trifft ein doppelter Vorwurf, der eine, daß er bestehende Staatseinrichtungen getadelt, der andere, daß er diesem Tadel eine gehässige mit persönlichen Invektiven untermischte Form gegeben hat. Hätte er sich auf das erste beschränkt und die Zunftverfassung, das Taxwesen, das Scheidemünzsystem als fehlerhaft und mit einer wohlgeordneten Staatswirtschaft nicht bestehend (als wohin sein Tadel mit Recht<sup>2</sup> gerichtet ist) nur geschildert, so würde es wohl entschuldigt zu werden verdienen, indem er seine Bemerkungen nicht öffentlich und nicht dergestalt ausgesprochen hat, daß sich davon zum Nachteil der guten Ordnung und des Ansehens der Verwaltungsbehörden ein Mißbrauch besorgen ließ, sondern gegen einen andern zur Verschwiegenheit in Amtssachen verpflichteten Staatsbeamten, der mit ihm in Dienstverhältnissen steht, dessen Begriffe über die Geschäfte ihres gemeinsamen Ressorts er zur Verhütung zweckloser und schädlicher Maßregeln zu berichtigen suchte. Daß er aber zu seiner Darstellung der Mängel jener staatswirtschaftlichen Veranstaltungen eine Sprache wählte, die sich für die Würde seines Amts nicht geziemt, und daß er sich theils zu unehrbiätigen und animosen Kritiken einer vom Staat sanktionierten, wenngleich

<sup>1</sup> *Ebenda.*

<sup>2</sup> „Mit Recht“ *Zusatz Steins.*



fehlerhaften<sup>1</sup> Verfassung, teils zu persönlichen Verunglimpfungen<sup>1</sup> eines von seinen Soverains mit vieljährigem Vertrauen beehrten Staatsmanns<sup>2</sup> hinreißen ließ, verdient allerdings um so mehr eine ernsthafte Rüge, als ihn seine Amtsbeziehungen zur Aufmerksamkeit auf die Gesetze des bürgerlichen Gehorsams und der öffentlichen Ordnung vorzüglich verpflichteten. Weil er jedoch nur ohne böse und gefährliche Absicht in der Form gefehlt hat, auch die nachteiligen Folgen eines schon seit zwanzig Jahren vergeblich als fehlerhaft dargestellten Münzwesens auf eine der öffentlichen Ruhe gefährlich werdende Art sich äußerten und seine Empfindlichkeit reizten<sup>3</sup>, so unterwerfe ich ehrfurchtsvoll E. K. M. allerhöchsten Entschließung, es für dieses Mal bei einem ernsthaften Verweis gnädigst bewenden zu lassen. Es scheint, daß der Geh. Kriegsrat Frey durch die Teilnahme an dem städtischen Kontributionsgeschäft und andern mehr oder weniger damit zusammenhängenden Arbeiten überladen und seiner nächsten Bestimmung als Chef der Polizei dadurch entzogen werde, welches dem Geh. Ober-Finanzrat von Auerswald, dem die Leitung dieses Geschäfts obliegt, zugleich zu erkennen zu geben, ich E. K. M. ehrerbietigst anheimstelle.

685. Stein an Altenstein

Berlin, 29. April 1808

Druck: Alte Ausgabe II S. 417f. — Danach hier.  
Ehem. Preußische Staatsbibliothek, Handschriftenabt.: Ausfertigung, Verbleib unbekannt.

*Übersendet ihm die Denkschrift von Itzenplitz über die Organisation der Kreisbehörden. Gründe für die Verlängerung seines Aufenthalts in Berlin. Ergebnisse desselben. Optimistische Betrachtung der außenpolitischen Lage im Gegensatz zu den Schwarzsehern in Königsberg. Verachtung der dort gegen ihn gesponnenen Intrigen. Die Saumseligkeit der Liquidationskommission. Hoffnung auf eine Anleihe in Hamburg.*

Ew. Hochwohlgeb. übersende ich ein erläuterndes Promemoria des H. v. I[tzenplitz] über die Organisation der Kreisbehörden<sup>4</sup> — es versinnlicht durch Zahlen die Sache.

Ich benutze meinen hiesigen Aufenthalt, um mir den Organisationsplan immer deutlicher in Anwendung auf Ort und Menschen zu denken und auch, um die Überschläge der Verwaltungskosten zu machen.

Mein Aufenthalt hat den Nutzen gehabt einer Verabredung mit Daru, einer wechselseitigen Bekanntschaft, einer leichteren Verständigung, des Abkommens mit den Promessen von Elbing, Königsberg, Memel, Stettin, Berlin<sup>5</sup> und der Einleitung mit Breslau, der Ausmittlung der Fonds, um die leidenden Institute und Individuen einigermaßen zu unterstützen, um die

<sup>1</sup> „wenngleich fehlerhaften“ Zusatz Steins.

<sup>2</sup> Nicht ermittelt.

<sup>3</sup> Zwischensatz von Stein eingeschaltet.

<sup>4</sup> Vgl. unten S. 766 Anm. I.

<sup>5</sup> Vgl. oben Nr. 680.

Verhandlungen mit H. Niebuhr zu beschleunigen und sie durch meine hiesige Verbindung mit H. v. Goldberg, dem holländischen Gesandten, zu unterstützen. Sie haben auch die Hoffnungen des Publikums erhalten.

Gegenwärtig kann ich aber aus Gründen, welche ich in meinem Schreiben an Graf Goltz<sup>1</sup> ausführlich dargelegt habe, vor Mitte Mai nicht abgehen. Ich kann unmöglich an den Beklemmungen und Verzweiflungen der Königsberger Geschäftsmänner teilnehmen, und mir scheint es wahrscheinlich, daß die öffentlichen Angelegenheiten sich im Laufe des Sommers auf eine erträgliche Art für uns entwickeln werden.

Graf Goltz habe ich heute ersucht, über die Angelegenheit der Liquidation und Geldeinziehung<sup>2</sup> mit Ew. Hochwohlgeb. Rücksprache zu nehmen — die Liquidations-Kommission in Memel schläft, wie mir H. v. Bose schreibt, und man wird sowohl unmittelbar in Memel als mittelbar durch Petersburg sie antreiben lassen, welches ich heute dem Grafen Goltz schreibe und wovon ich H. Nagler zu benachrichtigen bitte.

Ich habe nichts dagegen, daß Sie H. v. Schoeler<sup>3</sup> meine Meinung mitteilen. In allen meinen Dienst- und Lebensverhältnissen bin ich ruhig meinen Weg fortgeschritten, ohne viel Notiz von der Meinung anderer Leute über mein Tun und Lassen zu nehmen, indem ich entweder gar nicht handelte oder absichtslos — und auch bisweilen inkonsequent. Das Cabalieren in Königsberg kann auch nicht recht viel wirken, ob geräumt wird, ob wir in ein günstiges Verhältnis mit Frankreich treten, hängt vom Kaiser Napoleon ab, daß er und alle französischen Autoritäten, Gesandten u. s. w. besser als sonst gestimmt sind, ist ausgemacht — und hiermit steigt die Wahrscheinlichkeit eines besseren Erfolges.

Wegen der Scheidemünze ist mit dem vorigen Kurier mein Bericht abgegangen<sup>4</sup>, und wird er bereits in Königsberg angelangt sein.

Man wird auch in Hamburg Geld finden, um monatlich das Defizit, so nach dem ersten Juli entsteht, zu decken — ich wünschte dessen Größe zu erfahren. Ich werde dem König schreiben<sup>5</sup>, habe aber bereits alles in meinem Schreiben an den Graf Goltz gesagt, der es ihm vorlegen wird.

[*Nachschrift.*] Ich werde mit nächster Post Ihnen wegen H. Kranz antworten.

<sup>1</sup> Vom gleichen Tage, das aber nicht mehr vorliegt. Vgl. unten Nr. 691.

<sup>2</sup> Nämlich der aus dem Krieg von 1806/07 herrührenden Forderungen Preußens gegen Rußland. Vgl. oben S. 682 Anm. 4.

<sup>3</sup> Preußischer außerordentlicher Gesandter in Petersburg.

<sup>4</sup> Am 26. April 1808. Siehe oben Nr. 679.

<sup>5</sup> Immediatbericht vom 8. Mai 1808, unten Nr. 691.



686. Stein an Frau vom Stein

Berlin, 30. April 1808

Stein-A.: Ausfertigung (eigenhändig).  
 Druck: Alte Ausgabe II S. 418f.

*Fortdauernde Unsicherheit der politischen Lage beim Ausbleiben der entscheidenden Antwort aus Paris. Frage der vorübergehenden Rückkehr Steins nach Königsberg. Die Übersiedlung seiner Familie dorthin nur für den Fall einer noch lange dauernden Verzögerung der Rückkehr des Hofes nach Berlin vorgesehen. Familiennachrichten. Die Finanznot des Staates. Reduzierung der Gehälter. Not der Pensionäre und Rentner.*

Je viens de recevoir votre lettre et celle de Henriette du 26 par K[oppe]. [. . .] Notre incertitude continue, moi-même, je ne sais quel parti prendre, de la manière dont j'entrevois et je juge ma situation, je crois qu'il est de conseil de rester jusqu'à la mi de mai — comme on me presse de retourner à Königsberg — et, si une décision arrive de Paris, de retourner ici pour finaliser le tout. Pour être prêt à profiter des événements qui peuvent être favorables, mais qui peuvent aussi différer toute décision finale, je vous conseille, ma chère amie, de passer les mois de mai et de juin à la campagne [. . .] — Nous verrons, en attendant, plus clair, et nous pourrons alors nous déterminer si vous ferez le voyage de Königsberg ou si nous pourrons nous rejoindre ici. Cette première idée est bien désagréable, fatigante, coûteuse, et il ne faut point l'exécuter à moins de n'être bien sûr que c'est le seul et unique partie qui reste à prendre, de se rendre dans ce diable de climat et de faire cet énorme trajet. [. . .]

La santé de ma soeur<sup>1</sup> est bien faible et abhängig von der Witterung. Ich besuche sie täglich des Abends nach 8 Uhr und finde dort die Gräfin K. Brühl und Marie<sup>2</sup>, beides zwei sehr schätzbare, vortreffliche Weiber. Ich kann zu der Erfüllung der Wünsche der Frau von Schönfeld nichts beitragen. Der König kann keine Pension zahlen, weil die Franzosen alles bis auf Ostpreußen und Litauen besetzt halten und die Kassen an sich reißen, von diesem Kleinen muß er und seine kleine Armee leben. — Seit dem 1. April sind alle Gehälter reduziert, das meinige auf die Hälfte. Tausende von Pensionairs, von Leuten, die an die Bank und Seehandlung zu fordern haben, hungern und darben.

687. Immediatbericht Steins

Berlin, 1. Mai 1808

PrGStA., jetzt DZA II Merseburg, Rep. 89 a XI 1 Vol. 2: Ausfertigung (Kanzleiband).

*Überreicht unter Bezugnahme auf seinen Bericht vom 26. April 1808<sup>3</sup> die französische Bekanntmachung vom 30. April 1808, betr. die Reduktion der Scheidemünze.*

<sup>1</sup> Werthern.

<sup>2</sup> Marie Brühl, spätere Frau v. Clausewitz.

<sup>3</sup> Siehe oben Nr. 679.

688. Königin Luise an Stein

Königsberg, 1. Mai 1808

Stein-A.: Ausfertigung (eigenhändig).  
 Druck: Alte Ausgabe II S. 419f.

*Notwendigkeit einer Badekur für den König. Die Königin fragt an, ob sich zu diesem Zweck eine partielle Räumung Schlesiens ermöglichen lasse. Steins baldige Rückkehr nach Königsberg erwünscht, insbesondere auch im Hinblick auf die gegen ihn gerichteten Umtriebe.*

La bonne et sûre occasion qui se présente par le départ du Prince Auguste<sup>1</sup> me fournit le moyen de vous parler d'une chose qui me tient fort à coeur. La santé du Roi est fort altérée, malheureusement, et les médecins désirent qu'il se serve d'un bain. Pymont est celui que Hufeland surtout désirerait pour le Roi, mais il est impossible de l'y déterminer; si même cela se pourrait, il aurait toujours de l'éloignement pour Pymont, vu la proximité de nos anciennes provinces qui étaient en même temps les plus chères au Roi. Il ne faut donc pas du tout en parler, surtout comme sûrement Napoléons'y opposerait. Mais après Pymont, Hufeland désire le plus Coudowa en Silésie. C'est pour savoir ce que vous en pensez que je m'adresse confidentiellement à vous. Je vous prie de vous informer [en] sous-mains si peut-être on pourrait faire évacuer la Silésie ou du moins une partie pour que le Roi puisse y aller soigner sa santé. — Le Roi ne sait pas que je vous écris à ce sujet, parce que, effrayé peut-être des difficultés à vaincre, il ne m'aurait pas permis du tout d'en parler. Mais il a besoin de faire quelque chose pour sa santé, je vous l'assure, c'est pourquoi vous me feriez un grand grand plaisir si vous vouliez prendre des informations à cet égard [en] sous-mains et non officiellement, comme je n'en ai pas reçu la commission de vous en parler et puis aussi pour ne pas s'exposer à un refus.

[Nachschrift:] Si vous pouviez revenir bientôt, cela serait heureux. On dit qu'il y a une vilaine cabale qui mine et mine. Et puis, une action violente nommée Chaisenbau aurait fort besoin que vous la mettiez à sa place.

689. Lehmann, v. Both, Velhagen, v. Tepper und Mosqua<sup>2</sup> als Vertreter des Tugendbundes an Stein

Königsberg, 2. Mai 1808

PrGStA., jetzt DZA II Merseburg, Rep. 92 Lehmann Nr. 3: Abschrift.  
 Druck: Lehmann, Der Tugendbund S. 75f. Danach Alte Ausgabe II S. 420.

*Unterrichten Stein von der Gründung des Tugendbundes und erbitten seine Unterstützung.*

<sup>1</sup> Prinz August von Preußen, Generalmajor, Chef der Artillerie.

<sup>2</sup> Hans Friedrich Gottfried Lehmann, Gymnasialdirektor und Professor der Philosophie in Königsberg, gest. 1821. Vgl. über ihn die von seinem Sohn A. Lehmann aus den Papieren des Vaters herausgegebene Schrift: „Der Tugendbund“. S. XIV. Dort auch die Vorgeschichte des hier wiedergegebenen Schreibens. Gustav Friedrich von Both, preuß. Major. Vgl. A. Lehmann a. a. O. S. 51 Anm. 5. Karl Friedrich Velhagen, Kriegs- und Steuerrat. Karl August von Tepper, Kriegs- und Steuerrat. Friedrich Wilhelm Mosqua, Oberfiskal und Assessor des Stadtgerichts in Königsberg.



Das Übel, an welchem unser Vaterland kranket, liegt tiefer, als wohin der erste Blick reicht; man klagt schon laut und immer lauter über die sittliche Verderbtheit unserer Nation. Selten strebt ein mutiger Gemeingeist auf, und der rechte Sinn mit seiner reinen Sitte will sich fast ganz wegtun, dagegen sich die Erschlaffung zu unserem Luftkreise machen will, die Lässigkeit zum Odem und die Charakterlosigkeit zum Tagesstern. Es scheint, die Arbeit müsse ihre Hand zum Inwendigen der Menschheit ausstrecken und sich in den Grund werfen; es müssen sich im Volke selbst Kräfte zusammuntun, damit durch das ungewöhnliche Mittel eines Vereins eine mächtige Idee den guten Enthusiasmus zum Auferstehen bringe.

Unterzeichnete erlauben sich, den Vorsatz, einen solchen Verein einzuleiten, in die Hände Ew. Exz. zu legen, und haben die Ehre gehabt, das Grundgesetz desselben dem Herrn Geh. Finanzrat v. Beguelin zu überreichen. Dieser Plan ist vernichtet oder in Gang gesetzt, je nachdem Ew. Exz. ihn verwerfen oder belieben werden. Wenn wir aber Ew. Exz. untertänigst um Unterstützung unseres Beginnens bitten, so nehmen wir den Mut dazu aus dem kräftigen Treiben von Ew. Exz. am Ruder der Staatsgeschäfte, und, wenn unsere Bitte uns gelingt, so werden wir nicht verfehlen, die Mittel unserer Wirksamkeit Ew. Exz. zu übergeben<sup>1</sup>.

690. Stein an Gerlach

Berlin, 5. Mai 1808

Druck: Bassewitz, Die Kurmark III S. 89. Danach Alte Ausgabe II S. 420f. und hier.

*Verzicht auf den ursprünglich geplanten Widerstand und die Sabotage der französischen Forderung betr. die Anlage von verschanzten Lagern. Die Stände seien anzuweisen, den französischen Wünschen zu willfahren.*

Aus allgemeinen politischen und in den Verhältnissen des Staates beruhenden Gründen halte ich es für ratsam, daß die Angelegenheit der Truppenzusammenziehung in ein Lager ernstlich erwogen und zur Ausführung gebracht werde, damit durch die der Sache entgegengesetzten Bedenklichkeiten nicht noch nachteiligere Folgen für das Ganze entstehen mögen. Ich ersuche Ew. Hochwohlgeb., aus diesem Gesichtspunkte sowohl den versammelten einzelnen Herren Gutsbesitzern als den Herren Mitgliedern der ständischen und städtischen Komitees diese ganze Angelegenheit darzustellen, einen angemessenen Beschluß zu bewirken und mich vom Erfolge heute zu benachrichtigen<sup>2</sup>.

<sup>1</sup> Vgl. unten Nr. 723.

<sup>2</sup> Vgl. Hausserr, *Erfüllung und Befreiung* S. 192f.

691. Immediatbericht Steins

Berlin, 8. Mai 1808

PrGStA., jetzt DZA II Merseburg, Rep. 92 Friedrich Wilhelm III. B VIIa 7 C: Ausfertigung (eigenhändig).  
 Druck: Pertz, Stein II S. 632f.; Alte Ausgabe II S. 421ff.

*Entfernung Sacks von seinem Posten als Präsident der Friedensvollziehungs-Kommission auf Verlangen Darus. Beantragt, Voß zu Sacks Nachfolger zu ernennen. Hoffst, der zum 1. Juli drohenden Erschöpfung der Kassen durch eine Anleihe beim Kurfürsten von Hessen vorbeugen zu können.*

V. M. daignera me permettre de lui adresser directement cette lettre parce qu' elle contient des détails qui sont en partie de nature à n'être pas communiqués à personne [d'autre] qu' au souverain.

Les événements les plus récents qui ont eu lieu à l'égard du camp<sup>1</sup>, d'une lettre de M. Sack que la perfidie d'un inconnu a mise sous les yeux de M. Daru, les suites qui en sont résultées, tout cela se trouve mis sous les yeux de V. M. dans un rapport de la Commission Immédiate<sup>2</sup>. Il m'a paru que dans ces circonstances, il fallait marquer de l'empressement à entrer dans les vues de l'Empereur, afin que M. Daru, dont l'amour-propre a été singulièrement blessé par l'apparence de résistance qu'il a trouvée, ne s'abandonne [pas] à ses sentiments haineux et [n']aigrisse son souverain au moment où celui-ci se trouve peut-être sur le point de se décider sur le projet de convention, ayant obtenu les éclaircissements qu'il a demandés et devant répondre d'une manière quelconque aux instances qui lui ont été faites par S. A. R. le Prince Guillaume et en même temps par le Comte de Tolstoi. J'oserai soumettre à V. M. les détails sur les moyens pécuniaires que nous avons pour faire face à ce surcroît de dépense.

Le Ministre d'État Comte de Goltz aura mis sous les yeux de V. M. les raisons contenues dans ma lettre du 29 d'avril<sup>3</sup> qui m'ont engagé à prolonger mon séjour à Berlin. Je crois que la continuation m'a mis à même de prévenir les suites fâcheuses de l'incident inattendu qui a eu lieu. Comme cependant par le départ du Sr. Sack et le refus de M. Daru de traiter avec lui, tout rapport diplomatique avec lui cesserait par mon éloignement, j'ai cru devoir proposer à V. M. un mode de le remplacer — tant pour qu'il y ait un chef de la Commission Intermédiaire, considérée comme centre de réunion de l'administration des provinces occupées, que sous le point de vue de traiter avec M. Daru sur les nombreux détails qui concernent l'exécution du traité de Tilsit. L'ancien Ministre d'État de Voss, se trouvant ici du nombre des propriétaires convoqués par M. Daru, a mis dans cette affaire beaucoup de zèle et a influé favorablement sur ses collègues et sur le Comité des États qu'on a renforcé de quelques membres actifs<sup>4</sup>, j'ai cru

<sup>1</sup> Sack hatte die kurmärkischen Stände zum heimlichen Widerstand gegen die französische Forderung der Finanzierung eines festen Truppenlagers bei Berlin ermuntert. Vgl. Hauss-herr, *Erfüllung und Befreiung* S. 192f.

<sup>2</sup> Vom 8. Mai (Rep. XI 89 Fasz. 429).

<sup>3</sup> Vgl. oben Nr. 685.

<sup>4</sup> Vgl. über diese Versammlung Bassewitz, *Die Kurmark III* S. 64ff.



oser hasarder de lui demander s'il consentait à ce que je le propose à V. M. pour chef de la Commission Immédiate. Il réunit à beaucoup de routine dans les affaires un jugement sain, une connaissance du pays, celle de la langue française dont il doit faire usage, un caractère plus marquant, des décorations, deux qualités dont la privation a singulièrement nui à l'estimable M. Sack. M. de Voss est prêt à se charger d'être le chef de la Commission Immédiate en se réservant quelques conditions contenues dans le No. 1<sup>1</sup> que je trouve admissibles et qui prouveront en même temps à V. M. qu'il n' a aucune vue ambitieuse pour l'avenir.

Je supplie V. M. de se décider le plus tôt que possible sur cette proposition que j'ose lui soumettre, comme on ne peut laisser les affaires sans direction et les abandonner au hasard. Il faudrait lui donner un plein-pouvoir qui l'autoriserait à traiter sur toutes les affaires qui se rapportent à l'exécution du traité de Tilsit seul, pendant mon absence, et conjointement avec moi quand je serai à Berlin, où cependant je dois retourner quand l'affaire des contributions et de l'évacuation doit se finaliser. Je crois que M. Sack sera le plus à même d'expédier les ordres qu'il faudra donner et les pleins-pouvoirs qu'il faudra signer.

M. Daru est venu ce matin me montrer par une lettre du 29 avril de Bayonne, écrite par M. de Maret<sup>2</sup> que l'Empereur retournera bientôt à St. Cloud et que les ordres ont été donnés au palais pour cet effet. La lettre de S. A. R. le Prince Guillaume<sup>3</sup> explique les raisons de ce prompt retour.

Comme je sais qu'avec le 1. de juillet nos ressources extraordinaires de finances sont épuisées, j'ai cru devoir penser à de nouvelles afin de prévenir l'embarras qu'un épuisement des caisses doit causer. Le No. 2 contient l'assurance positive que m'a donnée le Prince Wittgenstein<sup>4</sup> qu'il garantissait qu'on pourrait obtenir de L'Electeur de Hesse pendant six mois une assistance de 150 mille écus par mois, et je tâcherai maintenant de finaliser cette affaire avec lui.

692. Stein an Frau vom Stein

Berlin, 8. Mai 1808

Stein-A.: Ausfertigung (eigenhändig).  
 Druck: Alte Ausgabe II S. 421.

*Rät zu vorläufigem Aufenthalt in Nassau, bis mit der erhofften Klärung der allgemeinen politischen Situation auch die Frage des ferneren endgültigen Aufenthalts der Familie entschieden werden könne.*

[. . .] Autant que je puis juger et conjecturer sur la situation présente des affaires, il me paraît qu'il est le plus convenable de s'arranger pour un

<sup>1</sup> *Das Immediatschreiben vom 8. Mai 1808. Vgl. unten Nr. 693.*

<sup>2</sup> *Hugues Bernard Maret, Herzog von Bassano.*

<sup>3</sup> *Liegt nicht vor.*

<sup>4</sup> *Vgl. dessen Schreiben vom 8. Mai, unten Nr. 694.*

séjour à Nassau d'une couple de mois, comme les événements doivent se débrouiller en ce temps et, en cas qu'on n'y voie pas plus clair, d'entreprendre le voyage de Königsberg — ce qui est une forte et pénible entreprise [. . .]. Je vous prie, ma chère amie, de dire à Wieler qu'il doit tâcher de vendre les vins qui doivent hausser de prix, comme on ne peut point avoir du vin de France dans le nord de l'Allemagne [. . .].

693. Voß an Stein

Berlin, 8. Mai 1808

PrGStA., jetzt DZA II Merseburg, Rep. 92 Friedrich Wilhelm III. B VII a 7 C: Ausfertigung.  
 Druck: Alte Ausgabe II S. 423.

*Erklärt sich bereit, an Stelle Sacks den Vorsitz in der Friedenskommission zu übernehmen unter der Bedingung, daß es sich dabei um kein bindendes Dienstverhältnis handle und er nur, wenn die Geschäfte es notwendig machten, in Berlin anwesend zu sein brauche. Verzicht auf Gehalt<sup>1</sup>.*

694. Wittgenstein an Stein

Berlin, 8. Mai 1808

PrGStA., jetzt DZA II Merseburg, Rep. 92 Friedrich Wilhelm III. B VII a 7 C: Ausfertigung.  
 Druck: Alte Ausgabe II S. 423.

*Bereitwilligkeit des Kurfürsten von Hessen, dem preußischen Staat zur Überwindung seiner finanziellen Schwierigkeiten für die zweite Hälfte des Jahres 1808 monatlich 150000 Taler zur Verfügung zu stellen. Bitte um äußerste Geheimhaltung der Person des Geldgebers aus Besorgnis über die dem Kurfürsten sonst vielleicht entstehenden Unannehmlichkeiten von seiten der Franzosen<sup>2</sup>.*

695. Stein an Minister Schroetter

Berlin, 10. Mai 1808

PrGStA., jetzt DZA II Merseburg, Rep. 89a VIII Vol. 2: Konzept (Vincke) mit Korrekturen und Paraphe Steins; Rep. 99 Domänensachen Gen. Nr. 1 Vol. 2: Ausfertigung. — Nach dem Konzept.  
 Druck: Alte Ausgabe II S. 423 f. (Regest).

*Kritische Bemerkungen zum Immediatbericht Schroetters vom 10. April 1808 über den Domänenverkaufsplan.*

Ew. Exz. bin ich für die gefällige Mitteilung des von Ihnen über den Domänen-Veräußerungsplan für Preußen an des Königs Majestät unterm 10. d. erstatteten Berichts recht sehr verbunden. In den meisten Punkten mit den darin dargelegten Ansichten einverstanden, glaube ich Ihnen auch meine bei andern abweichende Meinung nicht vorenthalten zu dürfen. Zuvörderst bemerke ich im allgemeinen, daß sobald die Umstände es irgend gestatten, eine Veräußerung von Domänen zur Summe von 50 Millionen Francs immer erforderlich bleiben wird, davon werden sich etwa 5 Millionen

<sup>1</sup> Vgl. dazu die Kabinettsordre an Stein und Voß vom 16. Mai 1808, unten Nr. 700, und Voß' Immediatschreiben vom 2. Juni 1808, unten Nr. 713. — Die Bedeutung der Friedenskommission erlosch nach dem Abgang von Sack fast gänzlich. Dazu Hauss herr, Erfüllung und Befreiung S. 193.

<sup>2</sup> Vgl. Hauss herr, Erfüllung und Befreiung S. 203 f.



Taler für einen bis Trinitatis 1809 in der Kurmark pachtlosen Domänen-ertrag von 200000 Rthl. finden, 3—4 Millionen lassen sich wahrscheinlich durch große Holzschläge in den Forsten, nach wiederhergestelltem Frieden, entnehmen, es bleiben mithin aus allen übrigen Provinzen nur etwa 5 Millionen aufzubringen übrig.

Auch glaube ich es allerdings geratener, dazu zunächst die Domänen diesseits der Weichsel zu bestimmen, teils weil sich dafür, da sie der auswärtigen Konkurrenz gelegener, leichter Liebhaber finden, teils weil sie gegenwärtig schlechter genutzt und kostbarer administriert werden. An sich ist übrigens die Verpachtung eines Domänen-Vorwerks kein Hindernis der Veräußerung, da man ja auch ein verpachtetes Gut häufig kauft und der Käufer den Ablauf der Pachtperiode abwartet.

ad III. 2. ersuche ich um Mitteilung der von Ew. Exz. zur Abkürzung der Veranschlagungen erteilten Instruktion — soweit diese sich bisher auf Mahl-Dienst-Prästations-Register erstreckte, wird sie allerdings künftig in Folge der eingetretenen und vorsehenden Veränderungen, künftig erleichtert.

3. würden bei eintretender Veräußerung auch die bisherigen Hütungs- und Brennholz-Benefizien der Ämter aus den Forsten notwendig zessieren, dagegen solchen die darin belegen oder begrenzenden Forstparzellen inkorporiert.

5. finde ich die Erinnerungen des Kammer-Präsidenten Broscovius allerdings sehr gegründet, obwohl ich nicht verstehe, was er mit dem übersehbaren Ackermaße in England sagen will, da der dasige acre keine idealische sondern eine geometrisch bestimmte Ackerfläche, so gut wie unser Magdeburger Morgen ist. — Ob es überall ratsam, mit der Veräußerung da vorzuschreiten, wo das Land wie in dem angeführten Amte Polommen nur einen Wert von 8 Rthl. pro Morgen hat, und ob nicht allgemein ein Minimum dieserhalb zu bestimmen, möchte noch näher zu erwägen sein —

6. dürfte für bauliche Unterhaltung und Unglücksfälle wohl nichts abzuziehen sein bei der wesentlich verschiedenen Ansicht von Verkauf und Verpachtung. Der Eigentümer wird alle unnötige Baulichkeit vermeiden und was ihm durchaus nötig bleibt (unsere Landwirte beobachten in dieser Hinsicht gewiß noch nicht hinlängliche Ökonomie, durch wohlfeiles Bauholz und Baudienste verführt) wird er viel wohlfeiler bestreiten, Unglücksfällen aber wird er weniger ausgesetzt sein, je besser er sein Eigentum bewirtschaftet und je mehr er sich durch vorzügliche Bedüngung und Beackerung, Ernte [?] und Bewässerung von dem Einflusse der Witterung unabhängig zu machen versucht.

8. Auch würden bei Veräußerungen alle dem Könige qua Domänenbesitzer oder qua Landesherrn obliegenden Lasten von Kirchen-, Wege- und Brücken-Unterhaltung und dergl. mehr auf die Vorwerke zu verteilen sein, um der lästigen Details dieser Gegenstände entledigt zu werden; die Käufer



werden dies allerdings in Anschlag bringen bei ihrem Gebote, wenn auch solches nicht speziell in Abzug gebracht wird, allein sie werden weniger darauf rechnen, weil sie dergleichen gewiß wenigstens 50% wohlfeiler bestreiten, als es bisher der königl. Kasse gekostet. Wenn in gleicher Art die auf der Domänenkasse haftenden Besoldungen an Schulleute und Prediger auf die veräußerten Domänen redigiert würden, so entstünde daraus eine bedeutende Erleichterung des Kassen- und Rechnungswesens und unentbehrlicher Schreiberi, ohne Nachteil der Parzipienten. In gleicher Rücksicht dürfte

ad 9. zu erwägen sein, ob die von den Vorwerken zu prästierende Grundsteuer nicht besser direkt zur Kreissteuerkasse zahlbar gemacht und gleich beim Anschlage in Ausgabe gestellt werden könnte? Die Zusicherung der Grundsteuerfreiheit ist ganz verwerflich.

ad 12. Da nicht alle Domänen auf einmal, sondern auf einen Zeitraum von etwa 25 Jahren verteilt zur Veräußerung kommen, so dürfte die Gelegenheit nicht fehlen, einige wenige nur erforderliche Sachverständige, welche den desiderierten praktischen Blick besitzen, auszumitteln. Die Hypothekbücher werden nur sehr unvollständige Data meistens liefern.

ad IV. 3. Die Patronatsrechte trifft derselbe Vorwurf der Anomalie als der Patrimonial-Jurisdiktionen. Sie dürften daher in keinem Falle zu propagieren und hierüber den künftigen zweckmäßigsten Bestimmungen des geistlichen Departements vorzugreifen sein, welches vielleicht geraten finden dürfte, den Gemeinden eine Konkurrenz bei der Predigerwahl, unter angemessenen Modifikationen, einzuräumen.

ad 5. 6. versteht sich von selbst, alle einzelnen Landes- und Kommunitätslasten aber wörtlich aufzuzählen, dürfte überflüssig, selbst bedenklich sein.

ad 7. scheint in mundo eine Auslassung stattgefunden zu haben. Wahrscheinlich ist gemeint, daß der Käufer die erste Hälfte des bleibenden Kaufgeldes gleich bar beim Zuschlage, die andre Hälfte nebst 5% Zinsen in ein- oder zweimonatlichen ratis, binnen einem Jahre berichtigen soll. Dieser sehr kurze Termin ist bei dem gegenwärtigen Geldmangel abschreckend, und wird es der Fortgang der Anleihen in wenigen Monaten lehren, inwiefern man geräumigere Termine geben kann, worüber ich mir noch eine nähere Mitteilung vorbehalte.

ad 8. wäre es, um aller Lastenrechnung überhoben zu sein, vielleicht besser, zu bestimmen, daß Zahlungsrückstand den Verlust der Hälfte des beim Zuschlage erfolgten ersten Termins nach sich zieht; sonst lehrt die Erfahrung, daß die gesetzliche Bestimmung von den Verkaufsterminen, ohne allen Vorteil für den Verkäufer, diesem nur unnötige Kosten für die ganz überflüssigen beiden ersten Termine verursacht.

ad 10. besorge ich daß dieses<sup>1</sup> leicht dahin führen möchte, das unnötige und

<sup>1</sup> *D. h. die Ausübung der Polizeiaufsicht und die Einziehung der Steuern durch die neuen Besitzer der Domänen.*



in vieler Hinsicht nachteilige vormundschaftliche Verhältnis der Guts-  
herrschaft über die Untertanen, wie es bisher bestanden, aber durch das Edikt  
vom 9. Oktober v. J. gelöst worden ist, in anderer Form wieder zurückzu-  
bringen. Die Bauern befinden sich gewiß immer da am besten, wo ein solches  
Verhältnis nicht stattfindet, wie z. B. in Westfalen, im westlichen und  
südlichen Deutschland; sie können auch sonst nie selbständige, selbst-  
denkende Menschen werden, wenn ein natürlicher Beistand und Ratgeber  
ihnen immer zur Seite steht.

ad V. ist die gewünschte Konstitution wegen Veräußerlichkeit der Domänen  
bereits eingeleitet. Daß anscheinend mehrere Lizitationstermine statt-  
finden sollten, davon kann ich keinen Nutzen absehen, wenn nur gesorgt,  
daß die Sache zur allgemeinen Kenntnis gebracht wird, ebensowenig als  
von kostspieliger Abhaltung des letzten Termins zur Stelle, da sich erwarten  
läßt, daß die Kauflustigen sich ante terminum nach dem Objekte umsehen  
werden.

Die Beibringung einer Kautionscheinung scheint so lange unnötig, bis der Zuschlag  
erfolgt. Sie könnte manche abschrecken, die noch nützlich zur Erhöhung  
der Kaufsumme wirken können, ohne am letzten Gebot zu bleiben. Da-  
gegen läßt sich bevoorworten, daß bei Insuffizienz des Letztbietenden zur  
Kautionscheinung der nächstbeste an seine Gebote gebunden ist. Wie die Sicherheit  
gestellt wird, ist übrigens gleichgültig, die bequemste wird durch Gestellung  
eines bekannt sichern Bürgen sein.

Die längere Stundung des Kaufgeldes und Vererbpachtung unter Versiche-  
rung der Abkäufligkeit des Canons laufen im Grunde ganz auf eines  
hinaus. Was daher augenblicklich das meiste Geld schafft und am frühesten  
das bisherige kostspielige Administrationsverhältnis auflöst, wird obwal-  
tenden Umständen nach das angemessenste sein. —

Die Dismembration wird allerdings auch in der Nähe größerer Städte und  
in den Niederungen als Regel zu bestimmen sein, und wo solche sonst  
zweckmäßig teilweise anzuwenden, nach den besondern Umständen zu  
beurteilen sein.

In Ansehung des letzterwähnten Gegenstandes habe ich mich oben geäußert  
und bin übrigens mit Ew. Exz. ganz einverstanden.

696. Stein an Kanzler Schroetter

Berlin, 12. Mai 1808

PrGStA., jetzt DZA II Merseburg, Rep. 151a Tit. VIII Sect. 1 Gen. Nr. 1a Vol. 1: Konzept (Staegemann), Paraphe  
Steins.

Teildruck: Alte Ausgabe II S. 424.

*Die staatsrechtliche Seite der Frage der Domänenveräußerung. Vorbereitung des  
Hausgesetzes als rein formale Angelegenheit. Die Domänen Hausbesitz oder Staats-  
besitz? Der König in jedem Fall zur Aufhebung der Bestimmungen Friedrich Wil-  
helms I. über die Unveräußerlichkeit der Domänen berechtigt.*

Ich bin mit demjenigen, was Ew. Exz. in Ihrer gefälligen Antwort vom  
4. d. M. über die wegen der Veräußerlichkeit der Domänen auszufertigende

Akte zu äußern belieben, ad 1. 2. 5—8 einverstanden<sup>1</sup>. Ad. 3 u. 4 dagegen, die Zuziehung der weiblichen Mitglieder des Königlichen Hauses betreffend, finde ich solche nicht erforderlich. Ich halte die Vollziehung eines Familienvertrages mehr für eine Maßregel der Politik, insoweit durch die größere Förmlichkeit die Besorgnis einer Zurückforderung veräußerter, oder einer willkürlichen Deprivation verschuldeter Domänen bei ihrem Verkauf oder ihrer Verpfändung ausgeschlossen werden soll, als einer rechtlichen Notwendigkeit. Die Domänen sind ein Eigentum des Staats, nicht ein Privatvermögen des regierenden Hauses; insoweit sie letzteres gewesen sind, ist ihnen durch die Erklärung des Regenten die Domanialeigenschaft ausdrücklich beigelegt worden.

Die Anordnung eines Familien-Fideikommisses für das regierende Haus war hiernach einestheils ganz entbehrlich, weil der ganze Inbegriff des Staats ein solches Familien-Fideikommiß bildet, andernteils konnte, wenn hierdurch bestimmte Privatverhältnisse in der Familie selbst hätten hervorgebracht werden sollen und können, in dem Eigentum des Staats nichts abgeändert und der Chef des regierenden Hauses als solcher in keiner Disposition beschränkt werden, zu der ihn seine höhere Eigenschaft als Oberhaupt des Staats berechtigte. Hieraus folgt von selbst, daß, so wie des Königs Friedrich Wilhelm I. Majestät durch ein von ihm allein vollzogenes Edikt die Unveräußerlichkeit der Domänen einführen durfte, Seine jetzt regierende Majestät [sie] allein wieder aufzuheben befugt sind, sobald höhere Staatsrücksichten eine Abänderung der alterväterlichen Maßregel gebieten.

Übrigens sind unter den Domänen keine, welche erst von des Königs Friedrich Wilhelms II. Majestät erworben worden. Die von des Königs Friedrich II. Majestät erworbenen Domänen sind durch das Testament desselben und durch fortwährende Behandlung in dieser Eigenschaft nicht anzufechten, und der von Ew. Exz. angeführte Grund würde also keine Anwendung finden.

Ew. Exz. ersuche ich ganz ergebenst, diese Ansicht der Sache gefälligst zu prüfen.

697. Stein an Altenstein

Berlin, 15. Mai 1808

Ehem. Preußische Staatsbibliothek Berlin, Handschriftenabt.: Ausfertigung, Verbleib unbekannt. — PrGStA., jetzt DZA II Merseburg, Rep. 92 Altenstein A III Nr. 10: Auszug (Kanzleiband).  
 Druck: Alte Ausgabe II S. 426. — Danach hier.

*Maßnahmen gegen den englischen Handel. Stellung der Bank. Innere Unzufriedenheit mit seiner Stellung als Zwangsvollstrecker Napoleons. Zweifel an der Zukunft. Stein trotzdem entschlossen, den Wiederaufstieg vorzubereiten. Hoffte, daß Napoleon nach seiner Rückkehr aus Spanien sich über das preußische Angebot vom 9. März entscheiden werde.*

Ich bin mit dem Gutachten Ew. Hochwohlgeb.<sup>2</sup> vollkommen einverstanden, daß man von unserer Seite strengere Maßregeln gegen den englischen Handel

<sup>1</sup> Das Schreiben Schroetters vom 4. Mai ebenda.    <sup>2</sup> Nicht ermittelt.



nehmen und eine genaue Aufsicht darüber ausüben müsse. Man näherte sich dem Verfahren der Dänen und Holländer, worüber ich teils Nachrichten einziehe, teils mitgeteilt habe. H. Geh. Rat Nagler wird Sie mit dem Inhalt meiner an den H. Grf. v. d. Goltz gerichteten Antwort<sup>1</sup> bekannt machen, der von dem der Immediatkommission größtenteils abweicht. Sollte es nicht ratsam sein, die Bank als ein isoliertes Institut zu behandeln, es unter Leitung zweier Staatsräte des öffentlichen Schatzes und des staatswirtschaftlichen Departements zu setzen?

Es ist niederschlagend, ohnerachtet der unglücklichen Zeitumstände noch so viele Schwäche und kleinliche Leidenschaft in Tätigkeit zu sehen; es vermehrt meine Abneigung gegen das Geschäftsleben, das seinen ganzen Reiz verloren, indem sein Zweck nicht mehr ist Entwicklung der Kräfte einer selbständigen Nation, sondern Befolgung der Willkür und des zerstörenden Willens eines Weltbeherrschers. Erscheinungen dieser Art finden sich nur zur Zeit der allgemeinen Erschlaffung, und ich zweifle, daß die folgenden Generationen sich wieder erheben werden. Unterdessen muß man sein Bestreben unausgesetzt und mutig fortsetzen.

Der Kaiser kommt, wie Sie wissen, zurück nach Paris, vielleicht entscheidet sich unser Schicksal während seines Aufenthaltes daselbst.

698. Stein an Frau vom Stein

Berlin, 15. Mai 1808

Stein-A.: Ausfertigung (eigenhändig).  
 Druck: Alte Ausgabe II S. 425.

*Bittet um eine Empfehlung des Grafen Friedrich von Brühl an ihren Bruder, um dem jungen Brühl den Übertritt in die österreichische Armee zu erleichtern. Erwartung bestimmter Anweisungen aus Königsberg wegen seiner Rückkehr dorthin.*

Je viens de recevoir votre lettre du 9 d. c., ma chère amie, et celle du 10, et j'espère que celle-ci vous trouvera à Nassau, jouissant de ce superbe printemps [ . . ].

La Comtesse Charles Brühl, que nous aimons tous les deux, me charge de vous écrire sur l'objet suivant. — Fritz a été dans les Gend'armes, après, il a été échangé, a été placé dans le corps de son beau-frère Marwitz<sup>2</sup> qui a eu l'imprudence, sans consulter la mère, de lui faire prendre son congé. Quoiqu'il n'y aurait point grande difficulté de le faire rentrer, le jeune homme préfère d'entrer dans une armée complète, nombreuse et en mesure d'agir, en quoi je suis de son avis, et voudrait être placé comme lieutenant, ce qu'il a été, dans la cavalerie autrichienne. Il aura 17 ans, d'une belle et grande figure, ressemblant à la mère, appliqué, sa conduite est très excellente, ayant le désir de se distinguer — il me plaît beaucoup. Je vous prie d'en écrire à votre frère<sup>3</sup> auquel je me serais directement adressé si je savais où

<sup>1</sup> Nicht ermittelt.

<sup>2</sup> Vgl. F. A. L. v. d. Marwitz, hrg. F. Meusel, Berlin 1908, I S. 303 ff., 429 f., 449.

<sup>3</sup> Den österreichischen Generalleutnant L. v. Wallmoden.

## STEINS BERLINER MISSION

le trouver [. . .]. Je n'ai pas besoin de vous recommander cette affaire, comme je sais que vous aimez la famille [et] que vous m'obligerez sensiblement.

Ma soeur part pour Eythra, il n'y a pas moyen de la retenir — j'attends une réponse de Königsberg au sujet de mon voyage, elle peut m'arriver le 20 ou le 22 d. c.

Sack est allé à Königsberg. La Princesse Henri<sup>1</sup> est mourante. [. . .]

699. Friedrich Wilhelm III. an Stein

Königsberg, 15. Mai 1808

PrGStA., jetzt DZA II Merseburg, Rep. 92 Friedrich Wilhelm III. B. VIIa 7 C: Konzept (eigenhändig). — Stein-A.: Ausfertigung (eigenhändig). — Nach der Ausfertigung.  
Druck: Hassel, Preußische Politik Nr. 259; Alte Ausgabe II S. 425f.

*Billigt die Ernennung von Voß zum Chef der Friedensvollziehungs-Kommission. Pessimistische Beurteilung der Lage. Mißerfolg der Berliner Mission Steins. Bittet ihn, bald zurückzukehren im Hinblick auf die drohenden finanziellen Schwierigkeiten in Königsberg. Anerkennung seiner Tätigkeit in Berlin.*

J'approuve très fort votre proposition de confier aux soins patriotiques du Ministre d'État de Voss<sup>2</sup> la commission importante que M. Sack s'est vu obligé d'abandonner pour satisfaire les autorités françaises. Je m'abstiens par prudence de toute réflexion à cet égard, et je ne puis que déplorer le triste état des choses qui se prolonge malgré toutes les condescendances et tous les sacrifices imaginables jusqu'à un terme qui devra amener à peu près la ruine totale de toute ressource. Votre présence doit sans doute avoir été dans ce moment de crise d'une importance majeure à Berlin, malgré cela, la situation également fort critique dans laquelle nous ne laissons pas de nous trouver ici, la demande également, et vous me feriez plaisir de ne pas trop retarder votre retour, surtout comme nos moyens pécuniers tirent à leur fin et que je crains toujours que malgré nos espérances, il faudra encore aviser à de nouvelles épargnes. J'admire à la fois le courage, la fermeté et la résignation qui vous accompagnent dans toutes vos démarches dans l'attente de résultats heureux, comme autant de sacrifices que vous portez à l'intérêt général, et j'en reconnais tout le prix<sup>3</sup>.

700. Kabinettsordre an Stein und Voß

Königsberg, 16. Mai 1808

PrGStA., jetzt DZA II Merseburg, Rep. XI 89 Fasz. 429 Frankreich Vol. 5: Konzept (Kanzleihand), Abgangsvermerk: 17.

*Voß als Präsident der Friedenskommission eingesetzt. Stein weiterhin an allen wichtigen Verhandlungen und Abschlüssen mit den Franzosen beteiligt.*

<sup>1</sup> Die Gattin des Bruders Friedrichs d. Gr., des Prinzen Heinrich von Preußen, Wilhelmine, geb. Prinzessin von Hessen-Kassel.

<sup>2</sup> Siehe oben Nr. 691.

<sup>3</sup> Den letzten Anlaß zu diesem Schreiben gab vermutlich Beymes Immediatschreiben vom 12. Mai 1808, gedr. Hassel, Preußische Politik Nr. 258. Vgl. Hausherr, Erfüllung und Befreiung S. 195.



Nachdem Ich den Geh. Ober-Finanzrat Sack von dem Praesidio Meiner Immediat-Friedensvollziehungs-Kommission dispensiert habe, das derselbe zu Meiner Zufriedenheit mit ausgezeichnetem Eifer geführt hat, so will Ich Euch, dem Staatsminister von Voß, solches hierdurch übertragen. Ihr, der Staatsminister Freiherr vom Stein, werdet vermöge der Euch von Mir übertragenen Leitung der gesamten Verwaltung Meines Staates und in Gemäßheit der Euch unter dem 28. Februar d. J. erteilten Vollmacht während Eurer Anwesenheit zu Berlin an den wichtigern Unterhandlungen und an den Verabredungen und Abschlüssen, die mit dem kaiserlich-französischen Generalbevollmächtigten zu pflegen, zu schließen und zu vollziehen sind, teilnehmen.

Ich treffe diese Bestimmungen in dem auf Eure beiderseits Mir geleisteten treuen Dienste gegründeten Vertrauen, daß Ihr den Erwartungen, die Ich bei diesen Anordnungen hege, vollkommen entsprechen werdet, und indem Ich das anliegende Pleinpouvoir<sup>1</sup> zu Eurer des Staatsministers von Voß Legitimation beischließe, beziehe Ich mich auf die der obengedachten Immediatkommission und dem Praesidio derselben erteilten Instruktionen.

Ich werde auch die von Euch, dem Staatsminister von Voß, Mir in Eurer von dem Geh. Finanzrat Sack mir übergebenen Vorstellung vorgelegten Wünsche gerne genehmigen und werde Eure Mir in dieser wichtigen Angelegenheit zu leistenden Dienste und den zum Besten des Staates zu übernehmenden Auftrag dankbar belohnen.

Ihr, der Staatsminister Freiherr vom Stein, habt kraft dieses und vermöge der Euch als meinem Ersten Minister übertragenen Leitung der Staatsverwaltung alles nötige und besonders folgende Anordnungen in Meinem Namen zu vollziehen und der gedachten Kommission sowie überhaupt den Inhalt gegenwärtiger Ordres zur Nachachtung bekannt zu machen.

Der Geh. Legationsrat von Raumer soll das Präsidium der die Hoheitsjustiz und geistlichen Sachen leitenden Departements führen und in dieser Eigenschaft die Ausfertigungen vollziehen. Wegen der Leitung der Stadtangelegenheiten habt Ihr, der Staats-Minister vom Stein, die den Umständen gemäß scheinende Verfügung zu treffen und Mir anzuzeigen.

Ich überlasse Euch das [. . .]<sup>2</sup> hierunter und lasse vorläufig die General-Kommissariate diesseits der Weichsel von der obigen Präsidial-Veränderung durch das Kabinettsministerium benachrichtigen. Die nähere Benachrichtigung sämtlicher General-Zivil-Commissairs sowie der in den Provinzen kommandierenden Generals habt Ihr, der Freiherr vom Stein, zu besorgen.

Eure beiderseitigen Ansichten und Erfahrungen lassen Mich einen glücklichen Erfolg Eurer patriotischen Bemühungen hoffen.

<sup>1</sup> *Ebenda.*

<sup>2</sup> *Unleserliches Wort.*

701. Reden an Stein

Berlin, 17. Mai 1808

PrGStA., jetzt DZA II Merseburg, Rep. 151a Tit. XXI Nr. 1: Ausfertigung (eigenhändig).  
 Druck: Alte Ausgabe II S. 427.

*Enthusiastische Bejahung der Grundsätze des Organisationsplanes. Fordert deren Durchführung ohne Rücksicht auf entgegenstehende persönliche und bürokratische Schwierigkeiten. Überreicht seine eigenen Bemerkungen zu dem Plan selbst.*

Ew. Exz. danke ich für die sehr wichtige Mitteilung. Es ist unmöglich, sich eines enthusiastischen Interesses zu enthalten bei Durchsicht oder Anschauung dieses Planes der Staatsverwaltung nach Administrationszweigen verteilt, einer Geschäftsorganisation mit Feinheit und Verbindung des Ganzen, mit allgemeinem Überblick und kraftvoller Leitung, welche durch Sachkenntnis, auch Kunst und wissenschaftliche Elemente bereichert, ihre Früchte auf Sach- und Ortsbedürfnisse praktisch anwendet, welche durch lebendige Teilnahme und tätige Mitwirkung den kundigsten, über sein wahres Interesse aufgeklärten Teil der Nation an die Staatsverwaltung bindet, sich seine Kenntnisse, Willen und öffentliche Billigung zueignet, welche eine öffentliche und wohlfeile Kontrolle aller Operationen, sowie eine Prüfung und Bürgschaft ihres Erfolgs im voraus ausstellt, Zutrauen und Anhänglichkeit erzwingt und den großen Übeln — Mißverständnis, Mißdeutung, Mißtrauen und Eifersucht — sowie der Gleichgültigkeit und dem Mangel an geteilter Verantwortlichkeit begegnet.

Es ist unmöglich, den Wunsch zu unterdrücken, bei einer solchen Ausführung mitzuwirken — würdig erklärt und gewählt zu werden bei Entwicklung und Beurteilung. [Bei] dieser, für unseren (auch bei der vormaligen Dienstverfassung vorgeschrittenen und beglückten) Staat, sowie für andere benachbarten Staaten folgenreichen Umformung glaube ich, soll man bescheidenweise auf höchste Vollkommenheit, auf genaue systematische Einteilung und spekulative Perfektibilität Verzicht leisten, zugleich aber alle persönlichen Rücksichten, alles Interesse der gegenwärtigen Individualitäten, einzelner Verwaltungszweige aus den Augen setzen und sich an die zum Grund gelegten richtigen und lichtvollen Gesichtspunkte der Organisation halten.

Wer dies nicht kann, wer dieser Selbstverleugnung nicht mächtig ist, vermag auch nicht über diese große und kunstreiche Konstruktion ein unbefangenes Urteil zu fällen, und noch weniger sollte er an der Ausführung teilhaben.

Nach dieser Profession glaube ich, mir einige kurze Bemerkungen über einzelne Teile des Organisationsplanes erlauben zu dürfen<sup>1</sup>.

<sup>1</sup> Ebenfalls in Rep. 151a Tit. XXI Nr. 1.



702. Note Steins an Daru

Berlin, 18. Mai 1808

PrGStA., jetzt DZA II Merseburg, Rep. 89a XXIV 3: Konzept (Kunth) mit Korrekturen Steins, Abgangsvermerk: 19.  
Druck: Alte Ausgabe II S. 428 (Regest).

*Erhebt Vorstellungen gegen die von den französischen Behörden in Schlesien verfügte Aufhebung des Ausfuhrverbots für schlesische Wolle unter Darlegung der verhängnisvollen Rückwirkungen einer solchen Maßregel auf die schlesische Tuchindustrie, die wichtigste Erwerbsquelle des Landes<sup>1</sup>.*

703. Stein an Massow

Berlin, 19. Mai 1808

PrGStA., jetzt DZA II Merseburg, Rep. 89a XII 11: Konzept (Staegemann), Paraphe Steins, Abgangsvermerk o. D.  
Druck: Alte Ausgabe II S. 428 (Regest).

*Teilt ihm seine Enthebung vom Posten des Generalkommissars für Schlesien mit und weist ihn an, seinen Geschäftskreis fernerhin auf die Grafschaft Glatz zu beschränken<sup>2</sup>.*

704. Immediatbericht Steins

Berlin, 20. Mai 1808

PrGStA., jetzt DZA II Merseburg, Rep. 92 Friedrich Wilhelm III. B VII a 7 C: Ausfertigung (eigenhändig).  
Druck: Alte Ausgabe II S. 428.

*Die Anleiheverhandlungen mit Wittgenstein und dem Kurfürsten von Hessen. Steins Rückkehr nach Königsberg.*

Votre Majesté daignera se rappeler que le Prince de Wittgenstein a été chargé par Elle d'engager l'Electeur de Hesse ou de placer ses fonds dans l'emprunt qui se négocie en Hollande, ou d'engager ses effets et son crédit en faveur de cet emprunt, ou enfin, de faire un achat de domaines. Le Prince de Wittgenstein a continué à diriger cette affaire avec beaucoup de prudence et se propose maintenant de se rendre auprès de l'Electeur afin d'en obtenir une réponse définitive.

Votre Majesté a daigné lui remettre le 24 de mars une lettre pour l'Electeur, mais plusieurs circonstances ayant changé depuis, je la supplie de vouloir munir la lettre ci-jointe de Sa signature à moins qu' Elle ne daigne à en écrire une de sa propre main, et de l'envoyer par un courrier au Prince de Wittgenstein qui l'attend ici pour partir aussitôt et se rendre chez l'Electeur.

J'espère que Votre Majesté aura décidé sur le mode de me remplacer et que Ses ordres me parviendront bientôt, afin [que] je puisse me rendre à Königsberg.

---

<sup>1</sup> Das Ausfuhrverbot wurde daraufhin wieder hergestellt. Vgl. das Schreiben Darus an Stein vom 24. Mai 1808, unten Nr. 707, sowie Lehmann, Stein II S. 252 f.

<sup>2</sup> Entsprechendes Schreiben Steins an Bismarck vom gleichen Tage, in dem diesem seine Bestallung als Nachfolger Massows mitgeteilt wird, ebenda.

705. Votum Steins

Berlin, 20. Mai 1808

PrGStA., jetzt DZA II Merseburg, Rep. 89 a VI 1: eigenhändig.  
 Druck: Alte Ausgabe II S. 428 (Regest).

*Betr. die von Bismarck beantragte Erhöhung der Breslauer Akzise.*

Will man diese Akziseerhöhung nachlassen, so muß man gewiß sein, daß sie nicht zu den französischen Kassen fließt, und man wird ausbedingen, daß sie nach erfolgter Evakuation aufgehoben und angewandt wird, die Komunitätsbedürfnisse zu bestreiten, da es den inneren Gewerben nachteilig ist, wenn sich solche einzelnen Orten eigentümliche Abgaben bilden<sup>1</sup>.

706. Stein an Reden

Berlin, 23. Mai 1808

Druck: Wutke, Aus dem schles. Berg- u. Hüttenleben S. 615 (stark gekürzt); Alte Ausgabe II S. 429. — Danach hier. Ehem. Preuß. Staatsarchiv Breslau: Ausfertigung, Verbleib unbekannt.

*Der Rücktritt Sacks von seinem Posten als Chef der Friedensvollziehungs-Kommission. Ungewisses Schicksal der preußischen Kontributionsvorschläge vom 9. März 1808. Hoffnung auf eine Erleichterung der politischen Lage Preußens aus der Gesamtsituation der Außenpolitik Napoleons. Bevorstehende Rückkehr Steins nach Königsberg. Voß als Nachfolger Sacks. Bedrohliche finanzielle Lage der Provinzen. Die Not des Staates erfordert die Zusammenfassung aller aufbauwilligen Kräfte.*

Ich benutze die Abreise der Reck'schen Familie, um mit Ihnen, lieber Reden, über manche uns nahe angehenden Angelegenheiten zu sprechen. Die Beschreibung des Festes, welches Sie auf den Geburtstag Ihrer vortrefflichen Gattin feierten und der schönen Naturszenen, die Sie umgaben, hat mir innige Freude gemacht. Wie ganz anders sind unsere Beschäftigungen und täglichen Eindrücke.

Den Vorfall mit Sack wissen Sie oder erfahren ihn aus den mündlichen Erzählungen der Reisenden. — Es lag der Sache eine Verräterei zugrunde, die noch nicht auszumitteln ist, vielleicht hätte der ganze Brief unterbleiben und die Sache schriftlich<sup>2</sup> abgemacht werden können.

Die Konvention liegt noch in Bayonne, vielleicht wird sie unterzeichnet; unterdessen bis dieses geschieht, werde ich in Königsberg bleiben und die dortigen Geschäfte bearbeiten, die meine Gegenwart erfordern und wozu ich vom König aufgefordert werde<sup>3</sup>. Ob nun K. N[apoleon] abschließen werde, oder ob wir an der Auszehrung sterben sollen, das bin ich zu entscheiden nicht imstande, habe aber mehrere Data, um zu glauben, daß unser Leiden durch neue Unternehmungen nach andern Punkten sich endigen werde.

<sup>1</sup> *Randbemerkung Klewitz' vom 26. Mai:* „S. M. wollen die Akziseerhöhung nur unter der vorstehenden Voraussetzung und Bedingung nachlassen.“ *Entsprechende Kabinettsordre vom 26. Mai (Konzept Klewitz) ebenda.*

<sup>2</sup> *Wohl verschrieben statt „mündlich“.*

<sup>3</sup> *Vgl. oben Nr. 699.*



Ich hatte H. Daru schon vor geraumer Zeit einen Brief des H. M. v. Löb wegen des Georgianums übergeben — er gab mir Hoffnungen, ob er sie erfüllt hat, weiß ich nicht. Ich werde ihn erinnern, dieses Institut nicht fallen zu lassen.

Ich werde sobald nach Königsberg abgehen, als ich Antwort erhalten, der ich stündlich entgegen sehe. H. v. Voß wird die Geschäfte der Friedenskommission leiten, und nur der Hauptabschluß wird, wie gesagt, mich zurückrufen. Die Kräfte der Provinz sind auf das Äußerste angezogen, und ich sehe nicht ein, wie man den Kredit der Provinzen, die sich mit Negotzieren geholfen, bei der Fortdauer einiger Monate wird halten können. Unter diesen Umständen und bei dieser anscheinenden längeren Fortdauer ist es sehr zu wünschen, daß auch in Schlesien sich in den Kreisen und der Kammer rechtliche und verständige Männer mit den Verwaltungsbehörden vereinigen und kräftig dem Bösen entgegen wirken. Dieses kann man von Ihnen, lieber Reden, erwarten.

707. Daru an Stein

Berlin, 24. Mai 1808

PrGStA., jetzt DZA II Merseburg, Rep. 89a XXIV 3: Ausfertigung.

*Antwort auf Steins Note vom 18. Mai 1808<sup>1</sup>. Mit Rücksicht auf die dort entwickelten nachteiligen wirtschaftlichen und sozialen Auswirkungen wird die Erlaubnis zur zollfreien Ausfuhr schlesischer Wolle wieder rückgängig gemacht.*

708. Stein an Bismarck

Berlin, 25. Mai 1808

PrGStA., jetzt DZA II Merseburg, Rep. 89a XXIV 3: Konzept (Kunth), Paraphe Steins, Abgangsvermerk o. D.

*Teilt ihm in Abschrift das Schreiben Darus vom 24. Mai 1808 mit. Weist ihn an, bei den französischen Behörden die völlige Wiederherstellung des Ausfuhrverbots für schlesische Wolle zu erwirken oder zumindest eine Zollauflage für die ins Ausland gehende Wolle zu fordern und die Wollfabrikanten über den Gang der Verhandlungen zu informieren.*

709. Stein an Frau vom Stein

Berlin, 25. Mai 1808

Stein-A.: Ausfertigung (eigenhändig).  
Druck: Alte Ausgabe II S. 430.

*Bevorstehende Abreise nach Königsberg. Not des Landes und aller Stände als Folge der Besetzung und der Kontributionslasten. Frage der Übersiedlung seiner Familie nach Königsberg und andere häusliche und wirtschaftliche Angelegenheiten.*

Je vous adresse cette lettre, ma chère amie, pour vous dire que je partirai demain le 26 d. c. au soir pour me rendre à Königsberg où le Roi me demande pour différents objets de l'administration intérieure et où beaucoup de personnes croient ma présence très nécessaire. Je me serais volontiers

<sup>1</sup> Siehe oben Nr. 702.

passé de cette course, mais il faut la faire pour les raisons alléguées. Pendant mon absence, M. de Voss est chargé du soin de suivre les affaires qui se traitent ici. Je dois revenir dès ce qu'il y aura quelque apparence d'achever ici l'affaire de l'évacuation.

Les souffrances de ce pays sont intolérables, et le nombre des familles écrasées et appauvries augmente journellement, propriétaires de terre, rentiers, pensionnaires, employés, tout est écrasé par les contributions, logements, corvées etc., et les suites ne sont point à prévoir.

Je dois toujours m'en tenir à l'opinion que vous restiez jusqu'au mois d'août à Nassau et qu'alors, vous entrepreniez le voyage ou celui de Berlin ou celui de Königsberg selon que les circonstances du moment indiqueront la mesure.

La Princesse Henri<sup>1</sup> est très mal. On s'attend à la perdre. C'est une respectable princesse bienfaisante [. . .].

J'ai déposé mon testament au Kammergericht à Berlin et l'ai modifié dans les points que vous avez désirés qu'il fussent changés.

*[Ankauf eines neuen Wagens und andere Wirtschaftsfragen.]*

---

<sup>1</sup> Vgl. oben S. 734 Anm. 1.